

Le général Sanchez et la crise de la direction US

Date de publication : 04/06/2007 - Rubrique : [Bloc-Notes](#)

Le général Sanchez commanda le théâtre d'opération irakien de l'été 2003 à l'été 2004. Il se retira de l'U.S. Army à l'été 2006 après avoir refusé une quatrième étoile que lui proposait Rumsfeld. Il craignait d'avoir à faire face à un processus de confirmation chaotique et voué à l'échec devant le Sénat, notamment à cause du scandale d'Abou Grahib (tortures) mis à jour durant son commandement. La dépêche d'AFP du 3 juin qui rend compte des déclarations de Sanchez qui nous intéressent reste assez vague et confuse sur cette circonstance, ce qui implique un aspect polémique évident.

Les déclarations de Sanchez sont radicales et concernent deux sujets : la situation en Irak et l'actuelle direction américaniste.

- Concernant l'Irak, Sanchez est abrupt. Les USA doivent oublier tout espoir de gagner la guerre. «*I think if we do the right things politically and economically with the right Iraqi leadership we could still salvage at least a stalemate, if you will — not a stalemate but at least stave off defeat,*» retired Army Lieutenant General Ricardo Sanchez said in an interview. [...] Sanchez called the situation in Iraq bleak, which he blamed on «*the abysmal performance in the early stages and the transition of sovereignty.*» He included himself among those who erred in Iraq's crucial first year after the toppling of the Iraqi dictator Saddam Hussein.»

- Le plus intéressant dans les déclarations de Sanchez concernent la direction de sécurité nationale des USA, c'est-à-dire tous les responsables de ces questions bien au-delà du seul Bush. «*I am absolutely convinced that America has a crisis in leadership at this time,*» Sanchez told AFP after a recent speech in San Antonio, Texas. «*We've got to do whatever we can to help the next generation of leaders do better than we have done over the past five years, better than what this cohort of political and military leaders have done,*» adding that he was «*referring to our national political leadership in its entirety*» — not just President George W. Bush.»

La prise de position du général Sanchez est du plus haut intérêt en raison de son caractère systémique, qui implique effectivement une crise du système. Si Sanchez se réfère avec espoir à la prochaine génération en espérant qu'elle fera mieux que l'actuelle, on voit mal ce qui pour l'instant différencie ce souhait du simple vœu pieux. Il y a effectivement un aspect systémique particulièrement éprouvant dans le constat que fait Sanchez de l'échec de la génération actuellement au pouvoir, et l'on ne distingue nulle part l'amorce d'une auto-critique qui ferait espérer un redressement. Au contraire, les attitudes généralement rencontrées consistent à rejeter la responsabilité des échecs, quand les échecs sont reconnus, sur des circonstances extérieures, voire sur la déloyauté des adversaires refusant de se plier aux règles de combat US.

Sanchez va peut-être écrire un livre de souvenirs sur son année de commandement en Irak. On le lira avec intérêt.

http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=4051

G8 : Berlin tente de limiter les dégâts

Date de publication : 05/06/2007 - Rubrique : [Bloc-Notes](#)

Il y a des signes convaincants d'un réel désarroi chez les dirigeants allemands devant les perspectives du sommet du G-8, qui commence demain à Heiligendamm, sur la Baltique. Il y a leur volonté affichée, presque explicitée en la matière, de réduire les espérances des résultats de cette réunion.

Au moins trois dossiers spectaculaires posent de graves problèmes et compromettent le sommet en termes médiatiques. (Mais il y a d'autres points de désaccords ou de tension, comme le contrôle de la circulation des fonds de pension.) :

- La question de la lutte contre le réchauffement climatique, avec le désaccord général entre les USA d'une part, et le reste d'autre part.
- La question du réseau anti-missiles que les USA veulent installer en Europe, question devenue un point grave de tension avec les déclarations de Poutine ce week-end. (Sujet non prévu au sommet, il y est imposé par la tension ambiante.)

- La question de la sécurité générale de la réunion, avec de puissantes et sans doute violentes manifestations prévues de la part des “altermondalistes”.

Les Allemands sont engagés dans un exercice classique dit de “*damage control*” par avance, consistant à encadrer et à réduire l’attente des résultats du sommet. De toutes les façons, cette démarche se situe assez naturellement dans le climat général autour du G8. Le sommet est devenu le sommet du désarroi du système en général, — système occidental, système des relations international et ainsi de suite.

L’agence IPS (*IPS News*) met en ligne, le [4 juin](#), un article qui aborde cette question d’un possible échec du sommet et, dans tous les cas, de l’exercice allemand de réduction des attentes.

«Facing the probability that this year's G8 summit will be a failure – mainly due to U.S. opposition to an international consensus on environmental, financial, and African cooperation issues – the German government, host of the event, is scaling down the expectations that it helped to stir in the first place.

»Only a couple of days before the summit starts at this resort on the Baltic Sea, Bernd Pfaffenbach, German deputy minister for economics, and the government's head planner of the Group of Eight summit, warned that hopes for the meet's outcomes had been too high.

»In an interview, Pfaffenbach referred specifically to the international environmental consensus proposed by the German government as one of the main items on the G8 summit's agenda, aimed at fighting global warming.

»“It is true that there is no common line in this issue (among G8 countries),” Pfaffenbach said. “But it is also true that the expectations were too high,” he added, allegedly contrary to the efforts of the German government. “The Chancellor (Angela Merkel) did not want that this subject would receive that much attention,” Pfaffenbach claimed.

»But the fact is the German government put the climate change issue high on the official agenda for the summit, which government officials like Pfaffenbach himself helped to formulate. The official German presentation of the summit says, “Great importance will be attributed to the subject of energy efficiency. New impetus for global climate protection and common international efforts after 2012 (post-Kyoto Protocol) will play an important role” during the summit.

»However, Germany prepared the summit without considering the stubborn opposition of the U.S. government. This is also true when it comes to German demands for more international controls over highly speculative hedge funds.

»Again, the U.S. government, this time with the British government, opposed the articulation of a clear G8 strategy towards a strict code of conduct for hedge funds. The aim of regulation is to reduce systemic risks in the financial markets that arise from highly speculative investments.»

http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=4052

Un argument irrésistiblement orwellien pour un nouveau 9/11

Date de publication : 05/06/2007 - Rubrique : [Bloc-Notes](#)

Pour vous prouver que votre sécurité est bien assurée et que vous courriez un risque considérable si elle n’était pas assurée, nous espérons que votre sécurité ne sera pas assurée la prochaine fois que vous serez confronté à un risque considérable. Ainsi jugerez-vous de votre bonheur un instant perdu... Ainsi jugerez-vous de la capacité ahurissante de GW Bush d’assurer votre sécurité.

Ce raisonnement frappé au coin du bon sens orwellien nous est offert par le président du parti républicain de l’Arkansas, Dennis Milligan. Il appelle avec chaleur quelque nouveau 9/11 pour que nous puissions mesurer notre tragédie si GW n’était pas là pour nous protéger d’un nouveau 9/11.

Voici l’historiette telle que nous la rapporte *RAW Story*, ce [3 juin](#) :

«In his first interview as the chairman of the Arkansas Republican Party, Dennis Milligan told a reporter that America needs to be attacked by terrorists so that people will appreciate the work that President Bush has done to protect the country.

» *“At the end of the day, I believe fully the president is doing the right thing, and I think all we need is some attacks on American soil like we had on [Sept. 11, 2001],” Milligan said to the Arkansas Democrat-Gazette, “and the naysayers will come around very quickly to appreciate not only the commitment for President Bush, but the sacrifice that has been made by men and women to protect this country.”*

» *Milligan, who was elected as the new chair of the Arkansas Republican Party just two weeks ago, also told the newspaper that he is “150 percent” behind Bush in the war in Iraq.*

» *In his acceptance speech on May 19th, Milligan told his fellow Republicans that it was “time for a rediscovery of our values and our common sense.”*

» *The owner of a water treatment company, Milligan was a relative unknown in Arkansas politics until being elected the party chairman. He had previously served as the party's treasurer and the Saline County Republican chair.»*

http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=4053

Les petits référendums subreptices de la Tchéquie des anti-missiles

Date de publication : 05/06/2007 - Rubrique : [Bloc-Notes](#)

On le sait, GW Bush voyage actuellement chez les amis de la “*New Europe*”, précisément ceux qui attendent avec délice les missiles anti-missiles qui vont les protéger des hordes historiques de l’Est. Un article du *Chicago Tribune* du 4 juin, repris par [CommonDreams.org](#), donne des précisions sur les référendums locaux qui se multiplient en Tchéquie, à propos de l’installation de la station-radar du système anti-missiles US à venir. Les résultats sont naturellement éloquentes.

» *“The outcome of Saturday’s referendum was never in doubt. Residents of this postcard village (Zajecov) in the forested hills of central Bohemia voted 728-10 in favor of a resolution that directs the local municipal council to take all necessary steps to block the U.S. government from installing an anti-missile radar in their back yard.*

» *Josef Hruby, mayor of Zajecov and a retired ambulance driver, smiles sheepishly when he admits that there’s not much the municipality can do to stop the U.S. project, but the referendum is a fair measure of the grass-roots opposition that will greet President Bush this week as he travels to the Czech Republic and Poland to promote the missile defense shield.*

» *Several other villages in the vicinity of the proposed radar installation have held referendums with similar outcomes. In the Hvozdu municipality, which consists of six villages, 95 percent of voters said “no” to the radar. In Visky, 30 of the tiny hamlet’s 31 eligible voters participated in a referendum and unanimously opposed the radar.»*

Les échos du côté du monde politique montrent également un certain trouble, même s’il n’est pas question que ce trouble se manifeste par des référendums négatifs. Ce trouble complète l’hostilité de nombre de citoyens pour mettre en évidence la profonde ambiguïté du projet, de son utilité, de sa destination, avec les arrière-pensées qu’il dissimule à peine.

» *“In some ways, the referendum is about George Bush and also our unhappiness about what the world became after 1989,” said Ondrej Liska, a member of the center-right ruling coalition from the Green Party. “People feel that if they sign up for the radar, they are signing up for Guantanamo.”*

» *Some European analysts believe the real objective behind the Bush administration’s push on the missile defense shield is to thwart the EU’s fledgling effort to establish a common European defense policy.*

» *“It is strange that one would aim to achieve [European] security by dealing with only one or two partners. Whether this is part of a strategy to ignore the multilateral approach, or just a lack of sensitivity, I don’t know, but the result is the same: a weakening of cooperation within Europe,” Liska said.*

» *Liska, whose party holds the balance of power in the fragile ruling coalition, said he would support the missile defense shield only if it is fully integrated into NATO structures.*

»Lubomir Zaoralek, the shadow foreign secretary for the opposition Social Democrats, wants a national referendum on the question.

»“It’s not about one radar; it a basic question about our national security. This is something we have to discuss with our public,” he said.»

Ces diverses précisions éclairent l’un des aspects les moins documentés de la crise euromissiles-II : la position réelle des deux pays concernés, choisis par les USA, la Tchéquie et la Pologne. Des remous intérieurs et des affrontements politiques sont à prévoir. Ils ajouteront un peu de confusion à une affaire qui n’en manque pas, malgré le schématisme stupéfiant de l’essentiel de la presse MSM occidentale (schématisme revenant à en faire une “seconde Guerre froide”).

http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=4054

Coups d’État soft

L’Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA

Thierry Meyssan

La non-violence, en tant que technique d’action politique, peut être employée à n’importe quelle fin. Dans les années 1980, l’OTAN s’est intéressée à son utilisation pour organiser la résistance en Europe après une invasion de l’Armée rouge. Depuis quinze ans, la CIA en fait usage pour renverser des gouvernements récalcitrants, sans soulever d’indignation internationale. Elle dispose pour cela d’une agréable vitrine idéologique, l’Albert-Einstein Institution du philosophe Gene Sharp, qui a joué un rôle, de l’Irak à la Lituanie, en passant par le Venezuela et l’Ukraine. Pour les gratifier de leur efficacité, les membres de l’Albert Einstein Institution ont reçu deux promotions exceptionnelles : Thomas Schelling s’est vu attribuer le prix Nobel d’économie 2005 et Peter Ackerman a pris la succession de James Woolsey à la tête de la Freedom House.

Inconnu du grand public, le philosophe Gene Sharp a élaboré une théorie de la non-violence comme arme politique. Pour le compte de l’OTAN, puis de la CIA, il a formé les leaders des coups d’État soft des quinze dernières années.

Dans les années cinquante, Gene Sharp a étudié la théorie de la désobéissance civile d’Henry D. Thoreau et de Mohandas K. Gandhi. Pour ces auteurs, l’obéissance et la désobéissance sont des questions morales ou religieuses avant d’être politiques. Ils opposent une loi supérieure à un ordre civil. Cependant la mise en pratique de leurs convictions eut des conséquences politiques, de sorte que ce qu’ils considéraient comme une fin en soi peut être appréhendé comme un moyen. La désobéissance civile peut alors être considérée comme une technique d’action politique, voire militaire.

En 1983, Gene Sharp crée le Programme sur les sanctions non-violentes au Centre des affaires internationales de l’université d’Harvard. Il y développe des recherches en sciences sociales sur l’usage possible de la désobéissance civile par la population ouest-européenne pour faire face à une éventuelle invasion par les troupes du Pacte de Varsovie.

Simultanément, il fonde à Boston l’Albert Einstein Institution avec pour double mission de financer ses recherches universitaires et d’appliquer ses modèles à des situations concrètes.

En 1985, il publie un ouvrage sur la manière de *Rendre l’Europe impossible à conquérir* [1] dont l’édition états-unienne est préfacée par l’ambassadeur George F. Kennan, père de la Guerre froide. En 1987, l’association bénéficie de subventions de l’Institut des États-Unis pour la paix (U.S. Institute for Peace). Elle organise des séminaires pour former les Alliés à la défense par la désobéissance civile face à un occupant communiste. Ainsi le général Georges Fricaud-Chagnaud introduit le concept de « dissuasion civile » à la Fondation des études de la défense nationale [2].

L’Institut est intégré dans le dispositif du réseau stay-behind d’ingérence états-unienne dans les États alliés par le général Edward B. Atkeson, alors détaché par l’US Army auprès du directeur de la CIA [3].

La focalisation sur la moralité des moyens d’action permet d’évacuer tout débat sur la légitimité de l’action. La non-violence, admise comme bonne en elle-même et assimilée à la démocratie, favorise le blanchiment des actions secrètes, intrinsèquement non-démocratiques.

C’est en 1989 que l’Albert Einstein Institution prend son essor. Gene Sharp prodigue ses conseils à des mouvements anti-communistes. Il participe à la mise en place de l’Alliance démocratique de Birmanie, une coalition de notables anti-communistes qui parvient bientôt

à entrer dans le gouvernement militaire ; et du Parti progressiste démocratique de Taiwan qui milite pour l'indépendance de l'île par rapport à la Chine communiste alors qu'officiellement les États-Unis s'y opposent ; ou encore, il rassemble les divers groupes d'opposition tibétains autour du Dalai Lama. Il tente aussi de former un groupe de dissidents au sein de l'OLP, qui pourrait conduire les nationalistes palestiniens à renoncer au terrorisme [4]. Il leur dispense secrètement une formation dans les locaux de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv en liaison avec le colonel Reuven Gal [5], directeur de l'Action psychologique au sein des Forces armées israéliennes.

Réalisant le potentiel de l'Albert Einstein Institution, la CIA y délègue un spécialiste de l'action clandestine, le colonel Robert Helvey, alors doyen de l'École de formation des attachés militaires d'ambassade. « Bob » introduit Gene Sharp en Birmanie pour qu'il forme idéologiquement l'opposition : contester de manière non-violente la junte militaire la plus sanglante du monde, c'est-à-dire en critiquer l'étroitesse, sans remettre en cause le système. Helvey trie ainsi les « bons » et les « mauvais » opposants dans un moment critique pour Washington : l'opposition véritable, conduite par Mme Suu Kyi, ne cesse de marquer des points et menace le régime pro-US. « Bob » le fait avec d'autant plus de facilité qu'il connaît personnellement tout les protagonistes, ayant été attaché militaire à Rangoon de 1983 à 1985 et ayant participé à la structuration de la dictature. Jouant un double jeu, le colonel Helvey dirige simultanément une action de soutien militaire classique à la résistance Karen : Washington veut en effet se garder un moyen de pression sur la junte en armant et en contrôlant une guérilla limitée.

Désormais toujours présent là où les intérêts états-uniens sont en jeu, Gene Sharp et son assistant Bruce Jenkins arrivent à Pékin en juin 1989, deux semaines avant les événements de Tien-an-men. Ils seront rapidement expulsés par les autorités chinoises.

En février 1990, l'Albert Einstein Institution organise une Conférence sur les sanctions non-violentes, regroupant 185 spécialistes de 16 pays, autour des colonels Robert Helvey et Reuven Gal. Le principe d'une internationale de la lutte anti-communiste mobilisant les populations dans une action non-violente est né. Le professeur Thomas Schelling [6], célèbre économiste et par ailleurs consultant de la CIA, rejoint le Conseil d'administration de l'Institution. Le budget officiel de l'Institution reste stable, mais en réalité il dispose de financements abondants de l'International Republican Institute (IRI), l'une des quatre branches de la National Endowment for Democracy (NED/CIA) [7].

Au même moment, les pays baltes proclament leur indépendance. À l'issue d'une épreuve de force avec Mikhaïl Gorbatchev, ils acceptent de reporter cette décision de deux ou trois ans le temps d'en négocier les contreparties. Sans attendre, en octobre 1990, Gene Sharp et son équipe se rendent en Suède où ils préparent des politiciens lituaniens à organiser une résistance populaire face à l'Armée rouge. Quelques mois plus tard, en mai 1991, lorsque la crise éclate et que Gorbatchev déploie ses forces spéciales, Gene Sharp conseille le parti séparatiste Sajudis (Groupe d'initiative pour la perestroïka). Durant la crise, il est présent aux côtés du président Vytautas Landsbergis.

En juin 1992, le ministre de la Défense de la Lituanie indépendante, Audrius Butkevicius, organise un symposium pour rendre hommage à l'action décisive de l'Albert Einstein Institution dans le processus d'indépendance des États baltes.

Lorsque les États-Unis commencent leur réarmement, en 1998 [8], l'Albert Einstein Institution devient un outil parmi d'autres dans une stratégie expansionniste. Il fournit l'idéologie et la technique à Otpor (« Résistance »), un groupe de jeunes opposants au président yougoslave Slobodan Milosevic.

Simultanément, il intervient dans la province du Kosovo pour encadrer le LDK d'Ibrahim Rugova. Si Rugova est inutile pour Washington pendant la guerre du Kosovo, Otpor offre bientôt une alternative pour renverser Milosevic, plus que jamais populaire après avoir tenu tête à l'OTAN. Le colonel Helvey forme les cadres lors de séminaires à l'hôtel Hilton de Budapest. Les dollars coulent à flot pour en finir avec le dernier gouvernement communiste d'Europe. L'opération est dirigée sur place par l'agent Paul B. McCarthy, discrètement installé à l'hôtel Moskva de Belgrade jusqu'à la démission de Milosevic en octobre 2000.

En septembre 2002, Gene Sharp est à La Haye pour former les membres de l'Iraqi National Council qui s'apprêtent à entrer en Irak dans les bagages de l'US Army.

En septembre 2003, c'est encore l'Albert Einstein Institution qui conseille à l'opposition de contester le résultat des élections et manifester jusqu'à la démission d'Edouard Chevardnadze [9], lors de la « révolution » des roses en Géorgie.

Lorsque le coup d'État fomenté par la CIA échoue au Venezuela, en avril 2002, c'est à nouveau à l'Albert Einstein Institute que le département d'État fait appel. Il conseille le patronat dans l'organisation du référendum révocatoire contre le président Hugo Chavez. Gene Sharp et son équipe encadrent les dirigeants de Sumate pendant les manifestations d'août 2004. Selon une technique désormais classique, ils crient à la fraude électorale et exigent le départ du président. Ils parviennent à faire descendre dans la rue la bourgeoisie de Caracas, mais le soutien populaire du régime est beaucoup trop puissant pour le renverser. En définitive les observateurs internationaux ne peuvent que reconnaître la légalité de la victoire d'Hugo Chavez.

Gene Sharp échoue par contre en Biélorussie et au Zimbabwe, faute de recruter et de former en temps voulu les manifestants nécessaires.

On retrouve le colonel Robert Helvey à Kiev lors de la « révolution » orange en Ukraine, en novembre 2004 [10].

Enfin, notons que l'Albert Einstein Institution commence à former des agitateurs iraniens. Au fait, pourquoi « Albert Einstein » ? Ce patronage endort tous les soupçons. Le premier livre de Gene Sharp, consacré à l'étude des méthodes gandhiennes, débute par une préface d'Albert Einstein. Mais l'ouvrage a été rédigé en 1960, cinq ans après la mort du savant. Le texte n'a donc pas pu être écrit par Albert Einstein pour Sharp. Celui-ci s'est contenté de reproduire un article du savant sur la non-violence.

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire
<http://www.voltairenet.org/article15870.html>

Sur le vif : une image révélatrice, un fait marquant ou une déclaration décalée.

Vidéo : Hugo Chávez recommande la lecture des enquêtes de Thierry Meyssan

Hugo Chávez, président de la République bolivarienne du Venezuela, a longuement dénoncé les tentatives de « coup d'État de velours » organisées par la CIA dans le monde, y compris contre son gouvernement, selon les techniques révélées par Thierry Meyssan.

Le chef d'État s'exprimait en présence de Daniel Ortega, récemment réélu président de la République du Nicaragua, et de la ministre de la Coopération économique cubaine, Marta Lomas, à l'occasion de la signature de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), le nouveau pacte économique et politique latino-américain. La cérémonie se tenait dans la salle d'apparat du palais Miraflores, siège de la présidence de la République, sous le portrait de Simon Bolívar, libérateur des Amériques. Elle était retransmise en direct sur les chaînes de radio et de télévision nationales des États signataires.

Alertant les peuples auxquels il s'adressait, le président Hugo Chávez a cité les travaux de Thierry Meyssan, auteur de *L'Effroyable imposture* et du *Pentagate*, et président du Réseau Voltaire. Il a lu, une douzaine de minutes durant, [un article du penseur français détaillant les techniques mises au point par l'Albert Einstein Institution](#), une officine commune de la CIA et de l'OTAN. Puis, il a annoncé son intention de donner une tribune à Thierry Meyssan pour lui permettre de mieux faire connaître ses analyses.

[Des travaux de Thierry Meyssan avaient déjà servis de base](#) à l'enquête du juge Danilo Anderson sur l'organisation du coup d'État militaire avorté contre le président Chávez, en avril 2002. [Ce magistrat a été assassiné par la CIA](#) en novembre 2004. En septembre 2006, [le président Hugo Chávez avait apporté son soutien aux analyses de Thierry Meyssan sur l'organisation des attentats du 11 septembre](#), puis [le Parlement du Venezuela avait adressé une demande d'explication au président George W. Bush](#) à propos des incohérences de sa version des attentats.

Considéré comme l'un des principaux penseurs anti-impérialistes actuels, M. Meyssan préside la Conférence [Axis for Peace](#) et est consulté par une dizaine de gouvernements de pays non-alignés. Il vient de publier un nouvel ouvrage consacré au remodelage du « Grand Moyen-Orient », *L'Effroyable imposture 2*.

Nous reproduisons ici la vidéo de la déclaration du président Hugo Chávez.

► [L'Effroyable imposture 2](#). le nouveau livre d'enquête de Thierry Meyssan, sorti au Liban et en France le 25 mai, est en vente dans la librairie en ligne du Réseau Voltaire.

► L'article lu par le président Hugo Chávez, « [L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA](#) ». <http://www.voltairenet.org/article148776.html>

L'Union européenne au fond de l'abîme

Salim Lamrani

L'Union européenne a atteint le fond de l'abîme politique, stratégique et surtout moral. Au mois d'avril 2007, les instances de Bruxelles ont reçu en grande pompe la visite de Caleb McCarry. Ce sinistre personnage a été nommé en 2005 par l'administration Bush « *coordinateur de la Commission d'Assistance à une Cuba libre* », dont l'objectif est de renverser le gouvernement de La Havane, dans un délai de 18 mois à partir du 10 juillet 2006, et d'installer un régime au service de Washington. McCarry se décrit lui-même comme « *le plus haut fonctionnaire responsable de coordonner les efforts pour soutenir une transition démocratique à Cuba (1)* ».

McCarry, dont le but est de maintenir la politique d'agression et d'ingérence dans les affaires internes cubaines jusqu'à ce que « *de véritables changements surviennent à Cuba* », dispose du soutien de l'Union européenne. Bruxelles se rend complice d'une stratégie visant à renverser un gouvernement souverain, bafouant toutes les normes internationales. Mais elle ne se contente plus d'apporter un soutien passif et tacite à Washington. Désormais, elle a élaboré une manœuvre similaire calquée sur les directives de la Maison-Blanche (2).

Le plan secret de l'Union Européenne vis-à-vis de Cuba

Dans un document confidentiel intitulé « *Policy Paper on EU Medium Term Strategy Towards Democracy in Cuba* » (Document de politique sur la stratégie à moyen terme de l'UE pour la démocratie à Cuba), Bruxelles confirme son intention de mener une politique parallèle à celle de Washington, afin d'atteindre le même objectif. Cuba est le seul pays latino-américain victime de sanctions politiques et diplomatiques de la part de l'Union européenne qui a adopté une Position commune en 1996, officiellement pour « *atteinte aux droits de l'homme* ». Seuls quatre autres pays au monde subissent le même sort : la Birmanie, l'Irak, le Nigeria et le Zimbabwe (3).

La rhétorique de l'Union européenne au sujet des droits de l'homme pour justifier la stigmatisation de Cuba est un prétexte peu crédible, comme le démontre le dernier rapport d'Amnesty International de 2007. Sur le continent américain, du Canada à l'Argentine, les violations des droits de l'homme sont terrifiantes et Cuba est de loin le pays le moins accablé par l'organisation. L'objectif est tout autre et il est clairement défini dans le document secret : « *L'objectif premier de la Position commune sur Cuba est de promouvoir un processus de transition vers une 'démocratie pluraliste'* », c'est-à-dire remettre en cause l'actuelle structure politique, économique et sociale de l'île des Caraïbes (4).

Bruxelles se montre déterminée dans sa volonté d'atteindre son but commun avec les Etats-Unis : « *Aucune normalisation des relations politiques entre l'Union européenne et Cuba n'est à l'ordre de jour avant que de réels et véritables changements surviennent dans l'île* ». L'UE démontre ainsi son manque de vision stratégique en persistant à appliquer une politique de contrainte inefficace vis-à-vis de La Havane, qui n'est guère réceptive au langage de la force (5).

Dès le triomphe révolutionnaire en 1959, les Etats-Unis ont élaboré une stratégie visant à organiser, financer et diriger une opposition interne à Cuba. Les documents secrets aujourd'hui partiellement déclassifiés, les lois Torricelli de 1992, Helms-Burton de 1996 ainsi que les rapports du 6 mai 2004 et du 10 juillet 2006 de la Commission d'Assistance à une Cuba libre le démontrent sans aucune équivoque. Des groupes d'opposants, nommément cités par ces documents officiels du gouvernement des Etats-Unis, oeuvrent comme une cinquième colonne au service de la politique étrangère de Washington (6).

Désormais, l'UE a emboîté le pas aux Etats-Unis et envisage elle aussi financer une opposition interne à Cuba afin de promouvoir ses propres intérêts :

« *L'Union européenne doit accroître son influence auprès de l'opposition pacifique et des secteurs indépendants de la société civile dans son ensemble à Cuba et à l'étranger, avec un accent particulier sur leurs plans pour la future transition. L'Union européenne doit mobiliser tout son poids (politique et financier) pour encourager les dissidents à élaborer ensemble une plateforme politique commune opérationnelle, incluant toutes les personnalités, les groupes, les initiatives et les programmes dans leur ensemble. Comme première étape, les groupes d'opposition doivent s'abstenir de déclarations et de comportements polarisés. Ensuite, ils doivent se mettre d'accord autour d'un consensus minimum sur les procédures et les substances afin d'accroître leur impact commun et se préparer pour une véritable démocratie pluraliste (7)* ».

Ainsi, Bruxelles, violant les principes les plus élémentaires de la non-ingérence, s'immisce dans les affaires internes cubaines et envisage de recruter des individus afin de mettre en œuvre son propre agenda politique. Les groupes de dissidents, dont beaucoup sont susceptibles d'accepter l'aide de l'Union européenne, tomberaient immédiatement sous le coup de la loi cubaine. En effet, comme toutes les législations du reste du monde, le code pénal cubain punit sévèrement toute alliance ou collaboration avec une puissance étrangère dans le but de renverser l'ordre constitutionnel établi. Le gouvernement cubain ne restera sûrement impassible face à cette nouvelle tentative de déstabilisation.

L'Union européenne a mis en place des mesures très concrètes pour « *promouvoir une société civile plus démocratique et mieux organisée* » et mener à bien sa politique d'ingérence. Elle a prévu « *de donner la priorité à des projets économiques et socioculturels* », d'approuver et de « *financer les initiatives culturelles du secteur indépendant cubain telle que la création de librairies indépendantes* ». Bruxelles a également prévu d'inviter « *les membres de l'opposition à des événements politiques et culturels de l'Union européenne (8)* ».

Que se passerait-il si Cuba finançait les indépendantistes basques ou corses afin d'accélérer la « *transition démocratique* » en Espagne et en France ? Que se passerait-il si des pays tels que la Chine, la Russie ou l'Iran en faisaient de même ? La presse internationale s'empresserait de condamner, et à raison, de telles ingérences inacceptables. Il doit en être de même vis-à-vis de la politique de l'Union européenne contre Cuba.

La politique irrationnelle de Washington atteint l'Autriche

Les sanctions économiques inhumaines que les Etats-Unis imposent aux Cubains frappent de plein fouet l'Europe. En avril 2007, une banque autrichienne rachetée par un fond étasunien a fermé tous les comptes tenus par près d'une centaine de clients d'origine cubaine résidant dans la république alpine, appliquant ainsi de manière extraterritoriale – et donc illégale – la législation étasunienne dans un pays tiers. La banque Bawag vendue au fond financier Cerberus a, du jour au lendemain, annoncé à ses clients cubains qu'ils devaient clôturer leurs comptes en raison de leur nationalité (9).

Thomas Heimhofer, porte-parole de Bawag, a affirmé de manière catégorique que la décision était « irrévocable ». Miriam Vargas, l'une des clientes affectées par la mesure, a regretté cette discrimination et avoue avoir été offensée par « le ton dénigrant de la lettre envoyée par la banque ». Le député vert Karl Öllinger, également client de l'institution, s'est insurgé contre cette décision : « Fermer les comptes de quelqu'un en raison de sa nationalité viole la loi autrichienne et si le directeur de Bawag ne rectifie pas cette mesure d'ici dix jours, je vais fermer tous mes comptes ». Quant au ministre des Affaires sociales, Erwin Buchinger, il a lancé un appel au boycott de Bawag : « Les entreprises comprennent mieux quand leurs intérêts sont affectés (10) ».

Le gouvernement autrichien a annoncé des sanctions contre l'entreprise viennoise, pour application illégale de sanctions étrangères. La ministre des Affaires étrangères, Ursula Plassnik, a signalé que l'Autriche n'était pas « le 51^{ème} état fédéral des Etats-Unis », et que les lois autrichiennes et européennes devaient être respectées. Bruxelles a observé un assourdissant silence au sujet de cette affaire (11).

Suite aux pressions populaire et juridique et face à la détermination des autorités autrichiennes de ne pas subir cette humiliation, le groupe financier a dû faire marche arrière le 4 mai 2007. « Le conseil d'administration de Bawag PSK révoque la décision de mettre un terme aux relations commerciales avec les ressortissants cubains avec effet immédiat. Le conseil d'administration présente ses excuses pour les problèmes et les irritations causés par les précédentes mesures », a annoncé l'entité viennoise (12).

Le Royaume-Uni n'est pas épargné

En avril 2007 également, la banque Barclays a ordonné à ses filiales de Londres de fermer les comptes de deux entreprises cubaines : *Havana International Bank* et *Cubanacán*, suite aux pressions exercées par le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (*Office of Foreign Assets Control, OFAC*) du Département du Trésor. Plusieurs députés britanniques scandalisés par cette intromission étrangère ont décidé de porter l'affaire devant la Chambre des Communes. Le député Ian Gibson a fustigé cette nouvelle atteinte : « Cette décision de Barclays non seulement représente une offense répugnante contre un pays caribéen mais constitue également une contravention à nos propres règles et lois. [...] Nous soutenons le droit de Cuba à être libre de l'agression nord-américaine ». Peu de temps auparavant, la chaîne hôtelière Hilton avait décidé arbitrairement de ne plus héberger de ressortissants cubains. Désormais, les entreprises du Royaume-Uni doivent se plier aux lois étasuniennes, faisant fi de la souveraineté de cette nation. L'Union européenne ne s'est toujours pas prononcé sur ces outrages (13).

Une hypocrisie insupportable

L'hypocrisie de Bruxelles dépasse toutes les limites. Sans même parler de l'évidente absence d'autorité morale de l'UE, la rhétorique des droits de l'homme est fallacieuse ; les véritables objectifs étant moins avouables. La complicité de l'UE avec les Etats-Unis est incontestable à tel point que lors du sommet bilatéral Etats-Unis/Union européenne en mai 2007, le nom de Cuba a été cité dans la déclaration finale. L'Europe accepterait-elle de recevoir un proconsul cubain dont le but officiel et avoué serait de renverser l'administration Bush, comme elle l'a fait avec Caleb McCarry ? Au nom de quel droit l'UE déciderait-elle de l'avenir des Cubains (14) ?

Censée prendre une part active dans la lutte contre le terrorisme, l'UE ne s'est toujours pas prononcée sur la libération définitive, le 8 mai 2007, de Luis Posada Carriles, le pire terroriste du continent américain et ancien agent de la CIA. Washington, qui protège ce criminel, refuse de l'extrader au Venezuela, en flagrante violation de la législation internationale. Cet acte de connivence n'est pas acceptable tout comme la doctrine du « bon et du mauvais terroriste ».

L'Union européenne – tout comme les Etats-Unis – se trouve dans l'incapacité de reconnaître et d'admettre que Cuba est un pays souverain et indépendant. C'est la raison pour laquelle Javier Solana, le haut représentant pour la politique étrangère de l'UE, persiste à parler de « transition [...] rapide » à Cuba et choisit d'ignorer une réalité immuable : le processus révolutionnaire cubain est profondément ancré au sein de la société cubaine et ne dépend aucunement de la survie de son leader historique, politique, spirituel et constitutionnel. En un mot, il est irréversible et toute analyse sérieuse portant sur la situation actuelle ou le futur de Cuba doit commencer par ce postulat. Encore imprégnée de sa culture coloniale, l'UE conteste le droit des Cubains à l'autodétermination. Elle s'obstine à mener une politique arbitraire qui, de toute façon, a échoué depuis longtemps et ne fait que plonger le Vieux continent dans un discrédit international (15).

Salim Lamrani enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis depuis 1959. Auteur de *Cuba face à l'Empire* (Genève : Editions Timeli, 2006), 2ème édition ; et de (sous la direction de), *Washington contre Cuba* (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), *Fidel Castro, Cuba et les États-Unis* (Le Temps des Cerises, 2006).
<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=5877>

« Tonnerre de printemps »

Naxalbari, 25 mai 1967

Fausto Giudici

« Une étincelle peut mettre le feu à la plaine » : il y a quarante ans le mouvement naxalite est né au Bengale occidental

Le district de Darjeeling, dans le nord du Bengale occidental, aux confins de l'Inde et du Népal, est célèbre dans le monde entier pour ses plantations de thé. Pendant le « Raj » - l'époque de la domination britannique – Darjeeling était un haut lieu de villégiature pour les fonctionnaires impériaux et il l'est resté pour les classes supérieures de l'Inde indépendante. Mais depuis 1967, Darjeeling a acquis une tout autre signification, entrant dans le cycle de légendes révolutionnaires du continent indien. Le 25 mai 1967, 20 000 hommes et femmes armés se soulèvent et

prennent le contrôle de 2000 villages. Ces insurgés sont des paysans, des membres des groupes tribaux et des jeunes révolutionnaires venus de Calcutta. Leur armement est fait de bric et de broc : lances, armes et flèches, et quelques fusils récupérés sur l'ennemi : les policiers et les propriétaires fonciers. Le soulèvement déclenche une panique bleue chez les propriétaires fonciers et dans les instances gouvernementales.

C'est que les insurgés s'en prennent aux causes mêmes de l'oppression et de l'exploitation des masses : ils occupent les terres dont ils ont été spoliés par les usuriers, brûlent les registres du cadastre, abrogent toutes les dettes hypothécaires, condamnent à mort des propriétaires fonciers oppresseurs, constituent des milices armées et instaurent une administration parallèle dans les villages.

À Pékin, le Quotidien du peuple salue le 5 juin, dans un éditorial retentissant, le soulèvement de Naxalbari comme un « grondement de tonnerre de printemps ». La légende naxalite naît.

La zone de Naxalbari sera une « zone libérée » pendant trois mois. En juillet 1967, les forces de répression envoyées par le gouvernement (marxiste) du Bengale occidental et de New Delhi ont repris le contrôle de la zone, par la force des armes.

Mais l'étincelle de Naxalbari a mis le feu à la plaine, pour reprendre l'expression de Mao Tsé Toung. Le mouvement naxalite est né, et il se répand dans plusieurs États de l'Inde, du Nord au Sud. Le terme même de « naxalite » est entré dans le vocabulaire courant indien, pour désigner tout paysan rebelle, qu'il soit ou non maoïste.

Maoïstes

C'est que l'insurrection de Naxalbari avait été préparée et dirigée par des maoïstes. Ces militants étaient des dissidents du parti au pouvoir au Bengale occidental, le CPI(M) (Parti communiste indien (marxiste)), lequel était né d'un courant dissident du CPI (Parti communiste indien), le plus vieux parti politique indien, fondé en 1925. Dès le début du conflit idéologique entre le parti communiste soviétique et le parti communiste chinois, des communistes aux quatre coins du monde s'étaient rangés sur les positions chinoises et s'étaient proclamés maoïstes. Le double reproche principal des maoïstes aux tenants de l'orthodoxie moscovite était celui-ci : les Soviétiques s'étaient engagés dans la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme US et encourageaient les communistes du Tiers monde à collaborer avec les régimes issus des indépendances, prônant la « voie pacifique au socialisme », par le biais de la participation aux processus électoraux et du renoncement à la lutte armée. Dès 1964, les sections du CPI (M) du district de Darjeeling, entrent en dissidence vis-à-vis de la direction de leur parti, qui est au pouvoir à Calcutta, et commencent à organiser un soulèvement armé. Leur chef est Charu Mazumdar, né en 1918. Il est en désaccord avec la ligne de « collaboration de classe » prônée par la direction du parti, qui ne fait qu'appliquer les directives de Moscou, qui soutient le régime indien contre la Chine maoïste.

Dans les 3 années pendant lesquelles ils préparent l'insurrection, les maoïstes, renforcés par des jeunes militants intellectuels d'origine bourgeoise venus de Calcutta et des villes, trouvent un terrain très favorable parmi les masses rurales déshéritées. Il faut dire que celles-ci vivent dans des conditions épouvantables, exploitées par les propriétaires fonciers et les usuriers, qui leur prennent entre la moitié et les trois quarts de leurs récoltes et les poussent à la famine. Les conditions pour une révolution maoïste semblent donc réunies aux yeux de Mazumdar et de ses camarades. Ceux-ci s'emploient donc à appliquer les principes de Mao : pour faire la révolution, il faut organiser une guerre populaire prolongée et encercler les villes à partir des campagnes. « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine » : cette étincelle sera Naxalbari. Le projet de Mazumdar et de ses camarades était de faire du district de Darjeeling une nouvelle république de Yanan, cette zone libérée à partir de laquelle Mao avait lancé son armée paysanne à la conquête de la Chine. Leurs sources d'inspiration étaient à la fois nationales et étrangères : les soulèvements ruraux qui avaient éclaté dès le XVIII^{ème} siècle dans toute l'Inde contre les occupants britanniques, la lutte armée menée par les communistes indiens dans le Telengana, dans le sud, à la fin des années 40, mais aussi la guerre menée par les communistes chinois, contre les occupants japonais d'abord puis contre le Kuomintang et enfin, bien sûr, la guerre alors menée par les Vietnamiens contre les envahisseurs US.

Les années 70

Suite à l'écrasement de l'insurrection de Naxalbari, le feu se répand dans les autres États de l'Union : Andhra Pradesh et Kerala dans le sud, Bihar dans l'est, Uttar Pradesh et Pendjab dans le nord. En avril 1969, les maoïstes créent le Parti communiste indien (marxiste-léniniste). Des soulèvements ont lieu dans plusieurs États.

En 1972, coup dur pour les Naxalites : Charu Mazumdar est arrêté dans la clandestinité à Calcutta et meurt dans un commissariat de police au terme de 12 jours de tortures. Sa disparition handicapa fortement le mouvement naxalite, qui ne saura plus trouver un chef charismatique capable d'unifier tous les courants, groupes et tendances. Mais les affrontements continuent. En 1973, on compte 32 000 prisonniers politiques et sociaux qualifiés de naxalites dans les prisons indiennes, ce qui donne une petite idée de l'ampleur du mouvement de révolte qui agite les campagnes indiennes. Le 15 août 1974, 300 intellectuels du monde entier, parmi lesquels Noam Chomsky et Simone de Beauvoir, adressent une pétition à Indira Gandhi, dénonçant les violations massives des droits humains dans le traitement des naxalites. Amnesty international dénonce cette situation un mois plus tard. Indira Gandhi ne veut rien entendre. Le 26 juin 1975, elle décrète l'état d'urgence, qui impose la censure sur les informations concernant les protestations publiques. Mais après les élections de 1977, qui voient naître une coalition entre le Congrès d'Indira Gandhi (censé être de gauche) et des partis de droite, les naxalites sont libérés. Ils peuvent ainsi organiser des rencontres et des débats. Ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la tactique à adopter pour la poursuite de la lutte révolutionnaire. Ils se divisent donc entre deux grands courants : ceux qui reprennent le chemin de la « voie pacifique au socialisme » et décident de rentrer à nouveau dans le jeu électoral et ceux qui décident de poursuivre la lutte armée. Des zones de guérilla apparaissent en Orissa, dans le Maharashtra, le Chhattisgarh, le Jharkhand, le

Madhya Pradesh et l'Uttar Pradesh. Leur base principale sont les plus démunis : paysans évincés de leurs terres et de leurs maisons par des projets industriels, tribus auxquelles est nié l'accès à leurs ressources traditionnelles dans les forêts, harcelés en permanence par la police et les milices privées, et privés d'équipements d'éducation et de santé dans des villages vastes et inaccessibles.

Où en sont les naxalites aujourd'hui ?

L'exemple de Chhattisgarh Le 15 août 2006, le Premier ministre Manmohan Singh, dans son discours pur la fête nationale, déclarait que deux dangers menaçaient l'Inde : le terrorisme et le naxalisme. Ceux que cette déclaration pourrait étonner doivent regarder les chiffres : on signalait en 2005 des « incidents » liés à des naxalites dans 170 des 602 districts de l'Inde et on avait relevé 1600 « incidents » entraînant la mort de 669 personnes. D'après des chercheurs de New Delhi, les naxalites auraient environ 40 000 cadres à plein temps et 9 à 10 000 combattants armés. Une partie d'entre eux font partie du Parti communiste indien (maoïste) (PCI(m)), créé en 2004. En août 2006, le magazine The Economist a publié un reportage sur l'État du Chhattisgarh, où il a visité, dans la forêt de Bastar, au sud de la capitale Raipur, un maquis tenu par le PCI(m) sous la direction de Ganesh Ueike, qui poursuit le combat « contre le féodalisme et l'impérialisme ». Ueike a expliqué à l'envoyé spécial du magazine que son groupe combat les projets du capital financier d'exploiter les richesses minérales de la forêt où il tient son maquis. Quelques heures avant la rencontre, plusieurs centaines de combattants avaient attaqué à Errabore un commissariat de police, une base paramilitaire et un camp de personnes déplacées, tuant plus de 30 personnes à la hache, ce que Ganesh Ueike, à en croire le reporter, appelle « des armes de basse technologie ». Cette bataille était la plus récente dans une longue guerre civile dans le district de Dantewada qui a provoqué 350 morts et le déplacement de 50 000 personnes dans des camps comme celui d'Errabore, dans cette région sous-développée à 9 heures de route de la capitale Raipur. Retranchés dans la forêt de Bastar, les naxalites contrôlent de fait un vaste territoire à cheval sur trois États, où une simple visite aux villages miséreux permet de tout comprendre. Ici, il y a bien une pompe à eau mais le puits est à sec. Il n'y a pas de routes, pas de canalisations, pas d'électricité ni de téléphone. Là, il y a bien un instituteur, mais pas d'école. Il fait donc la classe en plein air. On ne voit jamais aucun policier, aucun travailleur de santé, aucun fonctionnaire. Les trois quarts des 1220 villages de Dantewada sont habités par des tribus, 1,161 villages n'ont aucune installation médicale, 214 n'ont pas d'école primaire. Le taux d'analphabétisme est de 29% pour les hommes et de 14% pour les femmes. En revanche, la zone a une ligne de chemin de fer, destinée au transport du minerai de fer exploité de la mine de Bailadilla, située à l'orée de la forêt, dont les déchets colorent, à la saison des pluies, la rivière en orange, rendant son eau imbuvable. Les naxalites comblent donc un vide. Leurs comités gèrent les affaires des villages et apportent un soutien logistique aux combattants de la forêt. Ces derniers, issus principalement des groupes tribaux, combattent non seulement la police et les six bataillons paramilitaires déployés dans le district, mais leurs propres voisins.

La guerre contre-insurrectionnelle

C'est que, comme en Colombie et ailleurs, les classes dominantes répondent à la guerre révolutionnaire par la guerre contre-insurrectionnelle. Le principe de base de cette guerre spéciale, c'est qu'il faut couper le « poisson de l'eau » (selon Mao Tsé Toung : « La guérilla est le poisson, et le peuple est l'eau »). En 2005 est donc né Salwa Judum, « Chasseurs de paix », une force paramilitaire de 5000 hommes qui font la chasse aux guérilleros et poussent la population locale à fuir leurs villages et à regagner des camps de regroupement, où elle est plus facile à contrôler et est empêchée de venir en aide aux guérilleros. Cette force paramilitaire est née d'une initiative « spontanée » de cueilleurs de feuilles de tendu patta, cette plante utilisée pour confectionner les bidis, les cigarettes roulées à la main, auxquels les naxalites avaient interdit de les cueillir. Mais elle a vite été récupérée et organisée par les autorités locales, qui l'ont entraînée et armée. Résultat : cette milice, présentée comme « pacifique » par son idéologue en chef, leader local du parti du Congrès, accumule les meurtres, les viols, les intimidations et les extorsions. Une partie des habitants regroupés de force dans les camps de regroupement, sont en colère. Lorsque le ministre de l'Intérieur du gouvernement de l'État est venu rendre visite au camp d'Errabore le lendemain de l'attaque naxalite, il a été reçu à coups de pierre et les habitants ont refusé les offres de compensation financières. Le débat est donc intense entre les tenants de l'ordre sur la tactique à adopter face aux naxalites : guerre spéciale sous-traitée à des forces paramilitaires ou guerre contre-insurrectionnelle menée par les forces de sécurité officielles ? En attendant, on pratique apparemment un mixte des deux. 2 000 policiers ont suivi les cours de l'École de formation au contre-terrorisme et à la guerre dans la jungle, qui a ouvert ses portes en 2005 à Kanker. Le directeur, B.K. Ponwar, un brigadier de l'armée à la retraite –il était entré dans l'armée au moment de la guerre du Bengale en 1971 mais, dit-il, il a passé toute sa carrière à combattre les « terroristes » - veut enseigner aux policiers « à combattre la guérilla comme un guérillero ». Les policiers apprennent donc à descendre d'hélicoptère le long d'une corde, à truffier un mannequin de balles, à faire le parcours du combattant, à étudier les techniques de survie comme la « cuisine de jungle » (« Tout d'abord, attrapez un cobra... »). La sécurité étant du ressort de chaque État, il n'y a pas de politique nationale clairement définie sur la manière d'affronter les naxalites. Certains gouvernements d'États ont tenté d'engager des négociations, comme celui de l'Andhra Pradesh en 2004. Mais la tendance dominante semble bien être, en ces temps d'après le 11 septembre, d'intégrer la guerre contre le naxalisme dans la « guerre contre le terrorisme » lancée par Bush et à laquelle le gouvernement indien s'est rallié avec enthousiasme

Un impact durable

Laissons les mots de la fin à Sumanta Banerjee, auteur de *India's Simmering Revolution: The Naxalite Uprising* (Londres, 1984) et de *Thema Book of Naxalite Poetry*, Calcutta (1987) : « Mais même si le mouvement (naxalite) décline et est supprimé, son idéologie continuera à menacer les pouvoirs dominants indiens tant que ceux-ci ne

mettront pas un terme à la pauvreté galopante et à l'oppression sociale qui écrasent les Indiens pauvres. Leurs conditions de vie pitoyables sont un terreau fertile pour le renouvellement du naxalisme. Ce qui est particulier au naxalisme, ce n'est pas l'occupation physique et le contrôle administratif de territoires par ses chefs et partisans, mais sa popularité durable parmi les ruraux économiquement appauvris et socialement opprimés. Force est de constater que Naxalbari était une ligne de partage dans l'histoire récente de l'Inde - dans plus d'un sens. Il a sensibilisé la société indienne aux efforts désespérés faits par les pauvres ruraux pour échapper aux conditions intolérables de l'oppression économique et de l'humiliation sociale. Il a servi de catalyseur au Bengale occidental (le lieu de naissance du mouvement) pour l'introduction de quelques réformes agraires limitées par le gouvernement du front de gauche de l'État. La plupart des tendances progressistes dans le militantisme social indien aujourd'hui (comme la croissance des organismes bénévoles travaillant parmi le sous-privilegiés et les dépossédés, ou le rôle des médias dans la dénonciation des atrocités contre les castes inférieures et les sans-terre, ou les actions de discrimination positive menées par des militants des droits humains en faveur de groupes sociaux dispersés) remontent indirectement aux questions soulevées par, ou associées au mouvement naxalite. Le naxalisme a laissé une empreinte indélébile sur la culture indienne moderne. À part une riche moisson de poésies et de chansons composées par les participants et les sympathisants (à la fois urbains et ruraux), des travaux importants de fiction, de théâtre et des films ont été produits dans différentes langues indiennes, traitant directement du mouvement, ou l'ayant comme arrière-fond. Pour comprendre l'Inde d'aujourd'hui, il est essentiel d'écouter ces voix qui décrivent l'odyssée tortueuse d'un mouvement politique né des entrailles sanglantes des campagnes indiennes. » (Source : The Naxalite Movement in India).

Pour en savoir plus, visiter le blog <http://naxalrevolution.blogspot.com>

Basta ! Journal de marche zapatiste, 27 mai 2007.

Fausto Giudici est rédacteur de Basta ! Son portrait est l'oeuvre de son camarade de combat Ben Heine. Tous deux sont, cela va sans dire, membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cet article est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner source et auteur.

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=5878>

West Wingologie : Le sort du monde et les intrigues de couloir de la Maison Blanche

À l'époque soviétique, l'obscurité du système réduisait les observateurs à devoir décrypter les mouvements de personnels, comme les aruspices ceux des entrailles fumantes, pour tenter de comprendre les luttes de clans qui traversaient l'appareil. Dans la nouvelle Rome, le désordre à la tête du pouvoir n'a d'égal que l'imprévisibilité des 16 mois qui nous séparent de la fin du mandat Bush et nous en somme réduits aux mêmes supputations. Qui de Cheney et des néocons, ou de Rice et Gates, l'emportera ? La réponse, dont dépend le sort du monde, est entre les mains d'un homme incapable de tenir les rênes du pouvoir.

Les révélations du chroniqueur de la vie politique Washingtonienne Steve Clemons, que nous avons traduites [ici](#), ont déclenché une tempête diplomatique et médiatique. Clemons y relatait par le menu comment un membre - non nommé - de l'équipe Cheney se faisait l'apôtre auprès des cercles républicains et néoconservateurs de Washington d'un plan visant, avec l'aide d'Israël, à entraîner les États-Unis dans une confrontation avec Téhéran, destinée à forcer la main du Président Bush en ne lui laissant d'autre choix que la guerre ouverte contre l'Iran.

Cet article, publié sur internet, n'a pu être longtemps ignoré par les grands médias et la classe politique. Clemons est un journaliste réputé, et la nouvelle de ce complot Cheney a retenti comme un coup de tonnerre jusque dans les chancelleries européennes, provoquant une vive émotion chez les diplomates, inquiets de voir renaître la possibilité d'une nouvelle guerre pré-emptive américaine, qui viendrait aggraver avec des conséquences imprévisibles la situation déjà catastrophique du Moyen Orient.

Lors d'un entretien accordé à la BBC (traduit [ici](#)), Mohamed El Baradei, le directeur de l'AIEA, n'a pas mâché ses mots, et s'en est pris aux « fous » (crazies) de Washington qui veulent bombarder l'Iran, dénonçant sans le nommer le clan néoconservateur et son champion Dick Cheney.

Cette attaque frontale contre la Vice Présidence, mettant en pleine lumière les divisions profondes qui existent entre les deux camps qui s'affrontent à Washington, a contraint Condoleezza Rice à monter au créneau pour affirmer urbi et orbi que « le Président avait clairement exprimé que notre voie est la voie diplomatique », et que « cette politique est soutenue par tous les membres et par le Vice Président des États-Unis ».

La mention explicite du Vice Président parmi les soutiens de l'option diplomatique confirmait donc, si besoin en était, qu'il était bien l'homme dont on pouvait douter de la fidélité, donnant ainsi raison à Clemons.

Le [New York Times](#) (repris ensuite par l'International Herald Tribune) ne s'y est pas trompé, mentionnant l'article qui a déclenché la tempête, et le légitimant ainsi a posteriori :

« Les informations au sujet des déclarations guerrières provenant des membres de l'équipe de Cheney sont apparues la semaine dernière dans le Washington Note, un blog tenu par Steve Clemons de la New America Foundation, de tendance progressiste. Ces informations ont alarmé les diplomates européens, certains d'entre eux s'inquiétant que le conflit au sujet du programme nucléaire de l'Iran dans l'administration puisse déboucher sur une décision de l'administration Bush de recourir à la force ».

Le NYT a mené sa propre enquête et interviewé des sources en contact avec l'équipe Cheney qui ont confirmé les grandes lignes de l'article de Clemons, et laissé entendre que le messenger anonyme décrit par son l'article n'était autre que [David Wurmser](#), un ancien du Pentagone aujourd'hui principal conseiller du Vice Président pour les questions de sécurité.

Au sein de l'administration l'atmosphère n'est pas au beau fixe. Le NYT rapporte que plusieurs hauts membres du cabinet de la Secrétaire d'Etat ont été rendu « furieux » en apprenant que Cheney poursuivait ses manœuvres pour pousser en sous-main l'option militaire.

Wurmser sur la sellette

La ligne de défense de la Vice Présidence est toute trouvée. Cheney ne saurait certes être tenu pour directement responsable de chaque déclaration de chaque membre de son état-major. Il n'en reste pas moins que le comportement de Wurmser, travaillant dans l'ombre à contrecarrer les plans officiels du gouvernement, est proprement inacceptable et devrait conduire à une sanction maintenant que ses agissements sont connus de tous.

Jim Lobe [décrit](#) Wurmser comme « le plus extrême parmi les néoconservateurs Likudnistes [1] ». C'est l'un des signataires du tristement célèbre document intitulé [Clean Break](#), rédigé à l'attention de Bibi Netanyahou par les néoconservateurs en 1996, et lui suggérant une « franche rupture » avec la logique d'Oslo, la paix contre les territoires.

Selon Lobe, le sort de Wurmser pourrait être scellé dans les jours prochains. Si la mise sur la place publique de son double jeu conduit à son éviction, alors estime-t-il, le rapport de force penchera nettement en faveur du camp des réalistes emmenés par Rice et Gates. Dans le cas contraire, il y verrait la preuve que Cheney conserve toute son influence sur le Président, et cela constituerait une victoire pour le Vice Président, et ses va-t'en guerre. « Il s'agit d'un moment critique », conclut-il.

L'aigle à deux têtes

La fracture entre les deux camps n'a jamais été aussi tangible. D'un côté, les néoconservateurs et la Vice Présidence, toujours aussi décidés à frapper l'Iran, malgré le grave revers qu'ils ont éprouvé cet hiver lors de leur mobilisation anti-iranienne. L'état major de l'armée et de la marine s'étaient alors cabrés contre leurs plans et les menaces de [démissions collectives de généraux](#), l'opposition résolue de [l'Amiral Fallon](#) ont eu pour le moment raison de la fraction belliciste qui n'a pas osé prendre le risque de cette crise institutionnelle majeure qu'aurait déclenchée un mouvement d'insubordination des commandants en chefs de l'armée.

De l'autre, le Pentagone et le Département d'Etat, et dans une certaine mesure la CIA, pour qui la perspective de nouvelles confrontations apparaît comme une folie furieuse, et qui est bien décidée à retrouver la voie de la raison et de la négociation - sans négliger pour autant les gesticulations militaires. La décision finale, dans cette lutte d'influence qui se déroule dans les allées du pouvoir, appartiendra à un homme trop petit pour le rôle que l'histoire lui a dévolu, et qui [arpen](#)te son palais en roulant des yeux fous, se frappant la poitrine en répétant « je suis le président », « je suis le président » devant des témoins stupéfaits, avant d'affirmer qu'il fera le nécessaire pour que son successeur ne puisse échapper à la « destinée de la nation ».

Si Washington est rempli par le bruit et la fureur décrits par le poète, l'idiot, cette fois ci, ne se contente pas de raconter l'histoire. Pendant encore seize mois, Il l'écrit.

ContreInfo

Note : West Wing, ou l'Aile Ouest, est le surnom du bâtiment rassemblant les bureaux de l'administration dans la Maison Blanche

[1] Likudniste : néologisme désignant les néoconservateurs les plus fervents dans la défense de la politique prônée par la droite israélienne du Likud

http://contreinfo.info/article.php?id_article=1056

Radar 1er juin 2007 : Les USA veulent négocier avec les insurgés irakiens

Négociations secrètes entre la résistance irakienne et les USA

ABC News : Les militaires US et la CIA rencontrent les rebelles sunnites pour tenter de négocier une trêve. Des rencontres ont eu lieu en début de mois avec des membres des Brigade de la Révolution de 1920. L'accord pourrait porter sur une cessation des hostilités en échange d'emplois, de pensions et d'une amnistie pour les combattants, y compris ceux qui ont attenté à la vie de soldats US.

Les USA veulent négocier avec Sadr

Général Odierno, commandant en second en Irak :

Il dirige un mouvement qui a une assise populaire, et cela ne va pas s'arrêter. Nous devons reconnaître ce fait. Nous tentons de dialoguer avec lui, nous voulons dialoguer avec lui.

Lors d'une vidéo conférence tenue depuis Bagdad, le général a confirmé les tentatives en direction des sunnites aussi bien que des chiites.

Nous discutons de cesse-le-feu, et signerons peut-être des choses (sic) disant qu'ils ne conduirons plus d'opérations contre le gouvernement ou les forces de la coalition.

M. Obadai, un lieutenant de Sadr, juge que de tels accords seraient une « trahison » et que « toute coopération avec l'occupant est interdite ».

Maliki n'a pas confiance dans son armée

Lors d'un entretien accordé à CBS M. Maliki, premier ministre irakien, a fait part de ses craintes de voir certains membres de l'armée être tentés par l'organisation d'un coup d'état. « Je n'ai pas peur, mais je dois surveiller l'armée, car ceux qui sont encore loyaux à l'ancien régime pourraient préparer un coup d'état » a-t-il déclaré.

L'Armée US organisera désormais les cérémonies pour honorer ses morts collectivement

Les deux casernes US de Fort Lewis et Fort Drum ont annoncé que désormais les services mortuaires à la mémoire des soldats tués en Irak n'auraient plus lieu individuellement mais collectivement. Le général Troy en charge de la base de Lewis a déclaré que le grand nombre de victimes ne permettait plus de rendre un hommage personnalisé aux victimes.

Kissinger : les leçons du Vietnam

L'ancien architecte du désengagement américain du Vietnam réaffirme l'importance de la diplomatie dans la résolution des conflits :

« Un accord politique doit être élaboré par tous les protagonistes du conflit, et prendre en compte les attentes des partis irakiens, des voisins de l'Irak, et des autres états concernés, sur la base d'une conviction partagée que sinon, le chaudron irakien débordera et engloutira tout le monde ».

Bush lui aussi semble avoir pris conscience de cela, en un revirement complet par rapport aux déclarations guerrières du début de l'année. Jeudi, il a affirmé que le futur en Irak serait un plan B-H, c'est à dire Baker Hamilton, du nom des membres du groupe d'étude sur l'Irak (ISG) qui recommandait de négocier avec les irakiens, l'Iran et la Syrie.

Mais faut-il prendre au sérieux les déclarations de Bush ? Sait-il lui-même ou il va ?

Le cancer est responsable de 45% des décès dans le sud irakien

Les médecins de la région sud de l'Irak constatent une augmentation significative des cas de cancers et de leucémie dans la population des provinces de Bassorah et des environs.

Les services de santé attribuent l'augmentation spectaculaire de cette cause de mortalité à l'exposition aux pesticides et aux radiations des munitions utilisées lors des combats dans cette zone.

Les leucémies ont connu un accroissement de 22% par rapport à 2005, et la naissance d'enfants malformés est très fréquente, certains parlent de plusieurs par jour.

Dès après la première guerre du golfe, les médecins de Bassorah avaient fait état d'un nombre anormalement élevé de malformations extrêmement graves et inhabituelles chez les nouveaux-nés.

Les USA ont toujours nié l'existence d'une relation entre ces maladies et l'usage d'uranium appauvri dans les munitions, affirmant que la toxicité de ce matériau était négligeable, sauf lorsqu'il était inhalé en aérosol, immédiatement après une explosion.

Pourtant de nombreux experts mettent en cause ces conclusions, à commencer par Dough Rokke, chargé en 1991 par l'armée de mesurer les effets de cette arme, et qui a vu tous les membres de son équipe tomber malades et certains mourir, lui-même étant sérieusement atteint. Lire une interview de M. Rokke

Des rebelles entrés en Iran portaient des armes d'origine américaine

Les autorités iraniennes ont annoncé avoir trouvé des armes américaines sur les rebelles tués lors d'une tentative de franchissement de la frontière cette semaine.

Dix rebelles et sept gardes frontières iraniens ont trouvé la mort lors d'affrontements ayant eu lieu lundi dans une zone frontalière proche de la Turquie.

Le général Rastegar-Panah a affirmé qu'ils étaient armés de fusils M16 qui leur avaient été fournis par les forces étrangères présentes dans la région.

La localisation des incidents fait penser que ces combattants appartenaient à une filière de résistance Kurde.

La fourniture d'armes par les forces US aux groupes pratiquant la lutte armée contre le pouvoir central de Téhéran, si elle n'est pas avérée en la circonstance, n'en reste pas moins une réalité.

Les Moujahidines du Peuple (ou MEK), qui s'étaient réfugiés en Irak sous Saddam Hussein et y formaient une garde prétorienne vivant enfermée à l'écart dans sa base proche de la frontière de l'Iran, sont désormais dirigés par des officiers traitants américains, qui pourvoient à la logistique de ce groupe terroriste.

Le gouvernement d'unité nationale a perdu la confiance des palestiniens

Les deux tiers des palestiniens souhaitent voir le gouvernement démissionner, 64% attribuent les violences récentes conjointement au Hamas et au Fatah, et 52% déclarent n'avoir confiance dans aucune de ces deux organisations.

26% expriment leur soutien au Fatah et 26% au Hamas.

La Norvège rétablit ses aides à l'Autorité Palestinienne

La Norvège qui est le seul état européen à avoir normalisé ses relations avec le gouvernement d'unité nationale palestinien, a décidé de reprendre la fourniture d'aide directe à l'Autorité Palestinienne, à la différence des USA et de l'Europe.

Le gouvernement norvégien va attribuer 7,4 millions d'Euros destiné aux salaires des fonctionnaires.

L'ostracisme dont est victime le gouvernement démocratiquement élu en Palestine ne peut que favoriser les partisans de l'intransigeance et de la lutte armée.

Le Hamas est en voie d'"Arafatisation", la seule récompense qu'il ait obtenu pour son ralliement au processus démocratique ayant été toujours plus de d'exigences et d'humiliations sans contreparties tangibles.

Mais cette politique à courte vue a un prix. Les palestiniens après avoir constaté l'échec d'Oslo puis du Hamas n'auront bientôt d'autre recours que le jihad, dont les membres commencent à susciter la sympathie parmi eux, comme les derniers évènements du Liban l'ont montré.

Le calcul cynique des dirigeants israéliens et américains est que la résistance finira par s'essouffler pour finalement être brisée, autorisant les solutions de démantèlement unilatéral de la Palestine auxquelles rêve le Likoud.

Il s'agit là de politiques non seulement indignes mais aussi dénuées de toutes chances de succès. Jamais les palestiniens ne renonceront à l'établissement de leur état dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale, et un traitement humain de la question du droit au retour (comme Avnery le rappelle aujourd'hui même) - Les fameux paramètres Clinton.

Plus longtemps cette solution que tous les hommes raisonnables savent inévitable sera repoussée, plus les violences engendrées par les souffrances réclameront leur tribut de victimes de part et d'autre.

Les Talibans changent de tactique

Les Talibans ont de plus en plus recouru aux explosifs improvisés, plutôt qu'à l'affrontement direct avec la coalition, a déclaré le gl Craddock, commandant de l'OTAN en Afghanistan.

La supériorité aérienne de la coalition a coûté cher aux combattants qui avaient comme tactique de se rassembler en grand nombre pour submerger les forces de l'Alliance.

S'inspirant des tactiques de la rébellion irakienne, ils utilisent désormais beaucoup plus fréquemment les explosifs télécommandés.

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1047

Aoun : Le gouvernement libanais, symbiose de l'argent roi, du communautarisme et de l'ordre milicien.

Le gouvernement Siniora est général présenté par les médias occidentaux comme un défenseur de la liberté contre la mainmise syrienne ou iranienne sur le pays. Bien loin de partager cette opinion, le général Michel Aoun, leader chrétien du Courant Patriotique allié au Hezbollah, y voit un pouvoir clanique et corrompu, bloquant la réconciliation de la société libanaise dont l'accord de son mouvement avec le Hezbollah représente à ses yeux une première étape.

Question : votre réaction aux affrontements à Nahr el Bared ?

Que le Fatah Al-Islam soit soutenu par une force étrangère pour déstabiliser le Liban ne fait aucun doute. Les uns voient dans ses actions armées la main de l'Amérique et de ses alliés arabes, les autres affirment que c'est la Syrie. Une chose est certaine : créée en novembre 2006 au sein même du camp de réfugiés palestiniens de Nahr Al-Bared, cette organisation n'a aucun droit de cité dans la société libanaise. Les terroristes qui la composent ont commis des crimes individuels, des exactions contre les transports publics, des hold-up dans les banques, ils se sont attaqués à l'armée. Avant de déterminer qui les mandate, il convient de les mettre hors de combat.

Le temps pressant, la situation risquant de se détériorer, je ne vois pour ma part que la solution militaire. Il faut d'abord éliminer ce danger qui prend le peuple libanais tout entier en otage, et pas seulement les Palestiniens. Ce n'est que lorsque les terroristes seront en prison, et leur procès à l'instruction, que les responsabilités pourront être déterminées. Se livrer aujourd'hui à la polémique m'apparaît à la fois prématuré et stérile.

Question : Que pouvez-vous dire au sujet de la prochaine élection présidentielle ?

Le Liban va vivre une période cruciale avec l'élection présidentielle prévue à l'automne prochain. Candidat à la Présidence, je sais que les difficultés de ma campagne seront en proportion de l'ampleur des changements que je préconise. Après quatorze ans d'exil, me voici depuis deux ans à Beyrouth, suite logique au départ des troupes syriennes. Durant l'occupation, par une sorte de tendance naturelle, notre pays s'est noyé dans la corruption. La structure même de l'État en a été gangrenée, avec les effets pervers que l'on connaît d'un multiple clientélisme.

Trois forces se dressent actuellement face au projet de réforme : le féodalisme politique, représentée par les notabilités traditionnelles, les chefs de guerre communautaires reconvertis en politique, et la classe politico affairiste. Le communautarisme constitue le fonds de commerce de ces trois forces, et le moyen par lequel elles maintiennent et reproduisent leur pouvoir. L'histoire contemporaine du Liban est en grande partie celle d'un conflit permanent entre ces différentes composantes, à la fois antagonistes et complémentaires. Le renforcement de l'une conduit inexorablement, par réaction, au renforcement de l'autre. Elles ont transformé l'ordre politique libanais en un système de guerre civile de basse intensité. Le Liban est désormais l'otage de véritables forces d'inertie qui sclérosent ses structures politiques. Elles sont regroupées aujourd'hui dans le camp dit de la majorité gouvernementale, symbiose de l'argent roi, du communautarisme et de l'ordre milicien.

Face à ce système, mes ambitions sont immenses, je dirais même illimitées. N'étant plus à l'âge où l'on cherche la fortune, où l'on désire le pouvoir pour le simple goût de l'exercer, je puis tout naturellement occuper une place où je jouerai le rôle de fédérateur.

Question : comment procédez-vous pour atteindre cet objectif ? l'entente avec le Hezbollah rentre dans ce cadre ?

Ce travail a été amorcé avec la conclusion le 6 février 2006 d'une entente avec le Hezbollah, sanctionnée par un document en dix points, conduisant à la paix civile. Le Hezbollah, dont on connaît les attaches avec l'Iran et la Syrie, a ainsi modifié son discours politique en retirant les questions de la libération de la Palestine et de Jérusalem. Ses ambitions affichées aujourd'hui se réduisent à la libération des fermes de Chebaa (territoire libanais occupé par Israël depuis 1967, aux confins du Liban, de la Syrie et d'Israël), et à la libération des prisonniers libanais détenus en Israël. Il s'agit là d'avancées significatives : nous avons fait tomber le mur de défiance et de peur mutuelles qui a été érigée au fil des 30 dernières années... Le Courant patriotique que je représente rassemble des chrétiens, des sunnites, des chiites, des druzes, avec, en perspective, l'établissement d'un pouvoir laïc. Nous avons besoin d'une véritable refondation nationale. Notre futur Liban sera l'antipode moral et politique de ce que l'on observe aujourd'hui, et l'antidote de l'intégrisme. Car on ne répond pas à une croisade par une autre croisade. C'est un travail en profondeur qu'il faut opérer. Ainsi en est-il également de l'attitude à observer vis-à-vis de la Syrie. L'article huit de notre entente avec le Hezbollah stipule qu'il ne saurait être question d'un quelconque retour de la tutelle syrienne. Pour autant, il faudra établir des relations diplomatiques avec Damas où seront clairement évoquées la démarcation des frontières et la libération des Libanais encore détenus dans les geôles syriennes. N'en déplaise à certains, il y a des évidences : la paix ne s'instaure qu'entre des gens qui se sont fait la guerre ; les problèmes ne peuvent s'apurer que par une attitude d'ouverture et de discussion.

A ceux qui seraient tentés de croire à une sorte d'opportunisme, tant pour notre entente avec le Hezbollah que notre disposition au dialogue avec la Syrie, je répondrai que le Hezbollah représente un tiers du Liban et qu'on ne saurait envisager un quelconque avenir démocratique en niant l'existence d'autrui. Pour ce qui est de la Syrie, je n'ai cessé depuis 1988 de répéter que dès lors qu'elle évacuerait ses troupes nous établirions avec elle les meilleures relations possibles. Je me souviens, cette même année 1988, d'une rencontre avec des étudiants du Liban aux Etats-Unis. C'était l'époque où Washington conseillait de céder à la Syrie. Je disais : « Honte au monde libre de laisser un général en treillis lui dire que toute existence en dehors de la liberté est une forme de la mort ».

Entretien accordé au Figaro, 1er juin 2007

Publication originale [Tavyar](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1058)
http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1058

La guerre des Six Jours : Moscou dévoile certains faits peu connus

Youri Zinine

Pogos Akopov, ancien diplomate et ambassadeur de l'URSS, président du Conseil de l'Association des diplomates russes, a révélé des faits peu connus ayant trait à la position de l'URSS à la veille de la guerre arabo-israélienne de juin 1967. Ils réfutent les points de vue de nombreux Occidentaux quant à la volonté de Moscou de pousser l'Egypte à la guerre.

Dans une interview accordée en exclusivité à RIA Novosti, ce diplomate de 81 ans a déclaré qu'il était la seule personne encore en vie à avoir participé aux négociations qui s'étaient déroulées à Moscou, à la fin du mois de mai 1967 (on ignore si les enregistrements de ces négociations secrètes ont été ou non conservés).

Les délégations étaient conduites, pour la partie russe, par Alexeï Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS, membre du Bureau politique du CC du PCUS, et, pour la partie égyptienne, par Shams Badran, ministre de la guerre. Pogos Akopov siégeait en qualité d'expert.

Aux alentours du 20 mai 1967, raconte Pogos Akopov, Shams Badran était arrivé à Moscou en qualité d'envoyé personnel du président Nasser, porteur d'un message du leader égyptien aux dirigeants soviétiques. Le Bureau politique du PCUS avait confié à Alexeï Kossyguine la mission de mener les pourparlers avec la délégation égyptienne.

Au début de la première rencontre qui s'était déroulée au Kremlin, le général égyptien avait résumé la teneur du message, indiquant qu'Israël était en train de concentrer des troupes le long de la frontière syrienne et se préparait à frapper la Syrie. Dans cette situation, les amis syriens s'étaient adressés à Nasser pour lui demander de l'aide.

Le président Nasser, comme il fut dit, ne pouvait laisser son frère arabe face à Israël et demandait l'accord des dirigeants soviétiques pour porter une frappe préventive, un coup de semonce, contre Israël.

La réponse d'Alexeï Kossyguine fut nette : si l'Egypte frappait la première, ce serait elle l'agresseur et Moscou ne pouvait soutenir un agresseur. Cela était contraire aux principes de la politique extérieure soviétique.

Il fut déclaré que le problème ne pouvait avoir de solution militaire : les Etats-Unis ne permettraient pas aux Arabes d'infliger une défaite à Israël. "Vous voulez entraîner l'Union Soviétique dans une guerre avec l'Amérique, devait ajouter Alexeï Kossyguine. Nous ne l'accepterons pas." Il demanda à Shams Badran de transmettre à Nasser l'opposition de l'URSS à une guerre.

Les négociations se poursuivirent le lendemain. Badran transmit de nouveau la requête de Nasser qui demandait à Moscou d'étudier attentivement, encore une fois, ses arguments. Alexeï Kossyguine exposa une fois encore la position soviétique de refus des opérations militaires. Il ajouta que la partie soviétique avait analysé la situation et était arrivée à la conclusion qu'une opération militaire ne déboucherait sur des résultats souhaitables, ni pour Nasser, ni pour les autres pays arabes. Selon lui, il fallait rechercher d'autres voies de règlement.

Aux dires de Pogos Akopov, les négociations durèrent trois jours. Au matin du quatrième jour, le général Badran fit part de ce qu'avait dit Nasser, à savoir que le leader égyptien n'engagerait pas d'opérations militaires si les amis

soviétiques estimaient qu'il ne fallait pas le faire.

Le 28 mai, le général Badran repartit pour le Caire et, le 5 juin 1967, Israël engageait les hostilités contre ses voisins arabes. Les pistes d'atterrissage des aéroports du Caire, d'Alexandrie et d'Assouan furent bombardées, privant de couverture aérienne l'armée égyptienne du Sinaï. L'Égypte enregistra des pertes considérables, en matériel et en hommes.

L'ancien diplomate, qui a réfléchi aux circonstances et aux causes de ces événements, a livré sa propre version des faits. Il suppose que le renseignement israélien avait réussi à savoir que l'URSS ne s'engagerait pas aux côtés de l'Égypte si cette dernière déclenchait une guerre. Israël passa à la réalisation du plan d'attaque qu'il forgeait depuis longtemps puisqu'il était fermement convaincu de son impunité.

De nombreux analystes, en Occident, ont toujours caché ce fait, malheureusement. Ils affirment, au contraire, que Moscou aurait poussé Nasser à la guerre. En fait, l'URSS lui avait de fait lié les mains en déclarant qu'elle ne soutenait pas l'intention de l'Égypte de lancer des opérations militaires.

Dès le premier jour de l'attaque israélienne contre les Arabes, Moscou rendit publique une déclaration gouvernementale qualifiant l'attaque d'agression et appelant Israël à cesser les opérations militaires. Elle réitéra à trois reprises ses déclarations jusqu'au 10 juin, les transmettant à l'ambassadeur d'Israël à Moscou par l'intermédiaire du ministère soviétique des Affaires étrangères.

Israël poursuivait la guerre sans prêter attention à ces déclarations. Il ignorait également les appels du Conseil de sécurité de l'ONU à cesser la guerre.

Au sein de la direction soviétique, du ministère des Affaires étrangères, les consultations allaient bon train pour savoir comment réagir, quelle aide apporter à Nasser qui se trouvait dans une situation difficile. En fin de compte, le gouvernement décida de rompre les relations.

Katz, l'ambassadeur israélien, fut convoqué au ministère des Affaires étrangères. Alexeï Chtchiborine, qui dirigeait alors le secteur des pays du Proche-Orient au ministère, lui déclara que les dirigeants de l'URSS, voyant qu'Israël ne réagissait pas à leurs déclarations, avaient décidé de rompre les relations diplomatiques et de rappeler leur ambassadeur à Tel-Aviv. L'ambassadeur israélien devait quitter Moscou.

Fallait-il ou non rompre les relations diplomatiques ? C'est une question qui continue de susciter des débats dans les milieux scientifiques, affirme l'ancien diplomate. Pour les uns, ce n'était pas judicieux car Moscou a rejeté Israël, perdu la possibilité de l'influencer et d'influer sur la situation générale au Proche-Orient.

Les autres affirment que Moscou n'avait pas d'autre issue : Israël ne prenait pas en compte ses démarches, il lui fallait accorder un soutien à l'Égypte, montrer qu'il n'abandonnait pas ses amis dans le malheur. C'est que Moscou avait retenu Nasser d'engager des opérations militaires. Selon le diplomate, si Moscou n'avait pas rompu les relations, l'Égypte et les autres pays arabes ne lui auraient pas pardonné.

Au mois de juin 1967, une délégation militaire soviétique de haut rang se rendit au Caire pour résoudre les problèmes du rétablissement du potentiel militaire perdu par l'Égypte. Moscou entreprit de lui livrer de grandes quantités de matériel de guerre afin d'assurer la parité militaire avec Israël. Après 1967, un puissant élan fut donné à la coopération soviéto-égyptienne dans divers domaines. Les deux pays signèrent un Traité d'amitié et de coopération. Moscou contribua à asseoir le développement économique de l'Égypte sur des bases modernes. Revenant sur ces événements d'il y a quarante ans et leurs conséquences, l'ancien diplomate a émis des doutes sur le bien-fondé de garder les terres occupées par Israël (Golan, Cisjordanie, Gaza) à la suite de la guerre des Six jours. Selon Pogos Akopov, "ce fait ne cessera de provoquer la résistance de la population arabe, servira d'argument et de prétexte aux agissements de forces diverses, extrémistes notamment. Le meilleur moyen de l'éviter, c'est de parvenir à un règlement juste et total. Dont les bases sont contenues dans les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU."

RIA Novosti

http://www.alterinfo.net/La-guerre-des-Six-Jours-Moscou-devoile-certains-faits-peu-connus_a9028.html?PHPSESSID=abdaf88f31fb3462ac5f9f6f8c786509

La moralité vide de Steven Weinberg : Le Bigot et le Boycott

Robert Jensen

Ayant lu l'affirmation de Steven Weinberg selon laquelle, en substance, ceux qui sont partisans d'un boycottage d'Israël souffrent d'une "cécité morale" que seul pourrait expliquer leur "antisémitisme", je me suis demandé comment il osait se prévaloir d'un haut standard moral, malgré un argument qu'il lui était arrivé de m'opposer, puant de parti-pris antipalestinien.

Je n'utilise pas le terme "bigoterie" à la légère ; c'est une qualification appropriée d'une remarque que m'a faite Weinberg, voici quelques mois de cela, à Austin.

Je n'avais jamais évoqué cette conversation publiquement – jusqu'à ce que j'aie lu, la semaine dernière, qu'il avait annulé une intervention à l'Université de Londres, en invoquant ce qu'il a qualifié de "vaste courant anti-israélien et antisémite dans l'opinion publique britannique."

Lui et moi, nous travaillons à l'Université du Texas, à Austin. Il est un des membres les plus éminents de la faculté – il est lauréat d'un prix Nobel de physique –, c'est un professeur qui est souvent mis sous les feux de la rampe par les administrateurs de notre université afin d'appuyer la prétention de l'UT d'être une université de "classe mondiale". Personnellement, j'enseigne le journalisme, et, à tout le moins, je ne suis ni aussi accompli, ni aussi encensé qu'il peut l'être.

L'année dernière, j'ai invité **Weinberg** à venir donner une conférence dans le cadre d'une série organisée par ma

paroisse. Bien que nous ne nous soyons jamais rencontrés, je savais qu'il s'intéressait à des questions touchant à la foi et à la raison, et il accepta gentiment de faire une conférence sur le thème "Science et / ou Religion", en septembre 2006, donnant même le départ à tout le cycle de conf's.

A un moment donné, dans cette causerie, dans le contexte de l'examen de l'importance de la religion pour la moralité, Weinberg attaqua l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis, en raison de ses critiques à l'encontre de la politique israélienne, et il suggéra l'idée que, loin de critiquer Israël, nous devrions... le soutenir !

Beaucoup, dans l'auditoire, furent interloqués de voir qu'une discussion sur la science et la religion dérivait pour se transformer en une autre conférence sur le conflit israélo-palestinien, et plusieurs membres de la congrégation croisèrent le fer avec lui, au sujet de ses affirmations éthiques et historiques, durant le débat qui s'ensuivit.

Après la conf', j'ai dit à Weinberg que j'estimais que sa présentation du conflit était distordue et j'ai expliqué que j'étais un détracteur non seulement de la politique d'Israël, mais – plus important encore – parce que j'étais un citoyen américain – un détracteur du soutien apporté par les Etats-Unis aux crimes perpétrés par Israël. Bien sûr, Israël n'est pas le seul pays qui viole le droit international ou qui exploite les gens.

C'est d'ailleurs la raison qui fait que je ne soutiendrai pas un boycott d'Israël tant qu'il ne sera pas question de l'élargir à tous les pays voyous qui ignorent le droit international, y compris les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ! Je lui ai expliqué que j'avais mon action politique sur cette question du soutien américain inconditionnel à Israël – incluant des millions de dollars, annuellement, en « aides » américaines – ce soutien qui a rendu possible le défi permanent des Israéliens, partie intégrante des efforts des Etats-Unis visant à dominer politiquement le Moyen-Orient.

Mon analyse l'a laissé de marbre. Tandis que nous prenions congé, il me dit, avec ce que j'ai perçu comme une insulte condescendante : « N'aies pas une vision romantique des Palestiniens au seul motif que ce sont des primitifs !... »

Primitifs ? Que pouvait-il bien vouloir dire par là ? Entendait-il seulement me provoquer, afin de voir de quelle manière je réagirais ?

Quelle que soit la réponse à cette question, j'ai eu bien du mal à croire qu'un lauréat du Prix Nobel pourrait – pour une raison quelconque – préférer quelque chose d'aussi horrible...

Aussi, quand j'ai lu, dans la presse britannique, que Weinberg chapitrait les British au sujet de leur moralité et de leurs préjugés, je fus ramené mentalement dans le passé ; non seulement à ses commentaires, mais à ma décision, prise voici près de neuf mois, de ne pas en parler.

Pourquoi n'avais-je rien écrit, à ce sujet, afin de rétorquer à sa critique morale de la politique de l'Eglise presbytérienne par son propre commentaire raciste ?

Sans me l'avouer vraiment, avais-je intégré une crainte d'être pris pour cible ?

J'ai écrit et je me suis exprimé afin de défendre l'application du droit international et des principes moraux en vue de réparer les crimes israéliens, mais étais-je réticent à me colleter avec un personnage célèbre, pour la simple raison que je ne voulais pas me voir taxer, à mon tour, d'"antisémitisme" ?

Nous sommes, là, en plein dans la campagne de nature insidieuse visant à mettre un signe d'égalité entre toute critique légitime de la politique israélienne et l'antisémitisme. Bien entendu, il y a des antisémites, dans le monde et, souvent, les antisémites critiquent Israël. Mais il est tout aussi évident qu'un tel parti-pris anti-juif ne porte en rien atteinte à la critique honnête de la politique israélienne, telle que formulée par des personnes faisant preuve d'intégrité morale.

Beaucoup d'éléments, autour de ce conflit, suscitent des débats intenses. Mais certaines choses sont parfaitement claires : des centaines de milliers d'indigènes palestiniens ont été chassés de chez eux lors de la création de l'Etat colonialiste d'Israël. Des millions de personnes souffrent, depuis des décennies, à cause de l'expansionnisme israélien.

Ces attitudes ne sauraient se perpétuer sans le soutien apporté à Israël par les Etats-Unis. Toute solution de ce conflit passe par la reconnaissance non seulement de l'humanité des deux peuples, des deux côtés, mais aussi par une reddition honnête des comptes des injustices perpétrées par Israël.

Je ne sais pas ce que Weinberg avait dans le cœur, quand il a qualifié les Palestiniens de "primitifs". Je ne sais pas ce qu'il pense, plus généralement, des Arabes.

Mais voici ce que je sais : Quelqu'un qui qualifie un groupe de personnes de "primitifs" est bien mal fondé à formuler des jugements sur les préjugés ou la bigoterie religieuse allégués d'autrui.

Source : <http://www.counterpunch.org/>

Traduction : Marcel Charbonnier

Robert Jensen est professeur de journalisme à l'Université du Texas (Austin), et il appartient au conseil d'administration du Third Coast Activist Resource Center (une base de données à l'usage des militants progressistes, ndt) <http://www.thirdcoastactivist.org> Il est l'auteur des ouvrages (en anglais) *The Heart of Whiteness : Race, Racism, and White Privilege* [Au cœur de la blancheur : de la race, du racisme et des privilèges des Blancs], et *Citizen of the Empire : The Struggle to Claim our Humanity* [Citoyens de l'Empire : un combat en vue de recouvrer notre humanité]. http://www.alterinfo.net/La-moralite-vide-de-Steven-Weinberg-Le-Bigot-et-le-Boycott_a9030.html?PHPSESSID=abdaf88f31fb3462ac5f9f6f8c786509

A l'approche du sommet du G8 des dizaines de milliers de personnes protestent

Déclaration du comité de rédaction du World Socialist Web Site

La lutte contre la guerre et une politique sociale réactionnaire requiert une stratégie socialiste

La déclaration suivante sera distribuée dans la manifestation de masse du 2 juin contre le sommet du G8 qui se déroulera dans la station balnéaire de Heiligendamm. Nous encourageons vivement nos lecteurs et sympathisants à télécharger cette déclaration en format pdf en anglais et en allemand et à la diffuser aussi largement que possible.

Des millions de gens sont profondément perturbés par l'état de la société actuelle. Ils sont fermement opposés à la politique des élites dirigeantes de par le monde et recherchent des moyens de résister. Ils se trouvent toutefois confrontés à une contradiction. L'expérience montre que la protestation, même si elle est de masse, ne suffit pas à résoudre les grands problèmes que sont la guerre, la répression et la politique sociale réactionnaire.

Ceci a été amplement prouvé par les manifestations de masse organisées contre les précédents sommets du G8 ainsi que par les rassemblements internationaux contre la guerre en Irak il y a quatre ans. Tant que les manifestations sont politiquement dominées par l'illusion que les vieux partis réformistes peuvent être poussés vers la gauche, elles seront vouées à l'échec.

Tel est précisément le point de vue d'Attac et d'autres organisations impliquées dans la manifestation du 2 juin contre le sommet du G8 et qui maintiennent qu'un « autre monde est possible » dans le cadre du système capitaliste.

Cette perspective est en contradiction avec la réalité.

Le sommet du G8, qui se tient dans la station balnéaire allemande de Heiligendamm, jette la lumière sur l'état de la société capitaliste actuelle. Les dirigeants des Etats les plus puissants du monde se sont retranchés derrière des kilomètres de clôture de haute sécurité, renforcée par des fils de fer barbelé, bien qu'étant déjà protégés par le plus gigantesque déploiement policier de l'histoire de l'après-guerre allemande.

La clôture de sécurité qui a coûté 12 millions d'euros est un symbole fort des relations existant de par le monde entre les gouvernements et la grande masse de la population qu'ils prétendent représenter. Le terme de démocratie n'est plus qu'un mot vide de sens. Dans la période précédant le sommet, la police, en violation flagrante des droits démocratiques fondamentaux, a opéré une série de rafles, organisé des surveillances massives et imposé des interdictions de manifester dans le but d'intimider les individus et groupes d'opposition.

Les participants au sommet représentent les intérêts d'une infime élite sociale qui a considérablement augmenté sa richesse au cours de ces trois dernières décennies. Cette aristocratie financière internationale comprend les 500 milliardaires qui possèdent à eux seuls autant de richesse que la moitié la plus pauvre de l'humanité. En font partie les spéculateurs dont le revenu annuel total s'élève à un milliard de dollars ; les PDG des grands groupes qui touchent des salaires et des primes totalisant des centaines de millions ; et les « nouveaux Russes » qui ont accaparé des fortunes colossales en pillant les ressources de l'ancienne Union soviétique.

L'inégalité sociale a atteint une ampleur sans précédent. Elle s'exprime non seulement dans le gouffre qui sépare les pays riches des pays pauvres mais qui existe aussi au sein même de ces pays. Tandis que deux pour cent vivent dans le luxe le plus extravagant, la vaste majorité de la population vit dans la précarité, l'insécurité économique, avec un niveau de vie qui stagne ou décline quand ce n'est pas carrément dans la pauvreté.

De tels niveaux d'inégalité flagrants ne peuvent pas à la longue être maintenus par des moyens pacifiques. Tôt ou tard, les contradictions sociales aboutiront à de violents affrontements de classes. C'est pourquoi la classe dirigeante profite de chaque occasion pour renforcer les pouvoirs de la police de l'Etat et pour accroître ses forces militaires.

La guerre en Irak est l'expression concentrée de ce processus. Il est à présent universellement reconnu que les raisons officielles avancées pour justifier la guerre étaient fondées sur des mensonges. La guerre conduite par les Etats-Unis a toujours été une guerre pour le pétrole et l'influence stratégique. Le groupe de pression du pétrole dirigé par le vice-président Cheney a joué un rôle significatif dans la préparation de la guerre.

Quatre ans plus tard, l'Irak est détruit en tant que pays souverain et la société irakienne est dévastée. L'on évalue à 700 000 le nombre d'Irakiens qui sont morts des suites de la guerre et de l'occupation et quatre millions sont devenus des réfugiés. Près de 3500 soldats américains ont été sacrifiés à l'autel des intérêts impérialistes.

Le régime de Washington a mis en place un vaste appareil d'Etat policier au sein mêmes des Etats-Unis. Les droits démocratiques élémentaires, telle l'interdiction de la détention arbitraire, ont été supprimés, mais la guerre continue avec la même intensité. Il y a tout juste une semaine, le congrès américain qui est contrôlé par le Parti démocrate a voté la continuation de la guerre en allouant 100 milliards de dollars supplémentaires.

Tous ces chefs de gouvernement qui participent au sommet du G8 s'accordent à dire qu'on ne peut laisser les Etats-Unis perdre cette guerre. Indépendamment des différences tactiques qu'ils ont avec Washington, ils considèrent qu'une défaite militaire des Etats-Unis serait un coup porté à leurs propres intérêts impérialistes. C'est pourquoi ils réagissent en envoyant leurs propres troupes au Moyen-Orient et dans d'autres régions stratégiques du monde.

C'est le dirigeant du Parti des Verts allemand et ancien ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer en personne, qui s'était plaint lors d'une réunion à l'Université Humboldt de Berlin à la mi-mars de « la perte d'influence choquante de l'Europe dans le monde » et qui avait demandé instamment qu'une approche plus résolue soit imposée en matière de politique étrangère et d'intérêts sécuritaires, en mettant l'accent notamment sur « les voisins géopolitiques au Moyen-Orient » de l'Europe. La mort tragique de trois soldats allemands dans la région de Kunduz en Afghanistan a été exploitée par le gouvernement et les médias allemands pour préparer la population à d'autres opérations militaires et à d'autres victimes.

Devant l'opposition populaire massive, le chef du gouvernement italien, Romano Prodi, a même brandi la menace de sa démission pour forcer la poursuite du déploiement des troupes italiennes en Afghanistan et au Liban tout comme

l'extension de la base militaire américaine à Vicenza.

En France, le nouveau président, Nicolas Sarkozy, veut faire construire un deuxième porte-avion afin d'augmenter la capacité d'intervention militaire du pays dans le monde.

L'accroissement du militarisme va de pair avec l'accroissement des tensions entre les grandes puissances qui se querellent, tels des voleurs se partageant un butin, au sujet de leur sphère d'influence respective et de leurs intérêts impérialistes. Tout indique que le présent sommet du G8 pourrait pour la première fois depuis des années s'achever par un désaccord ouvert.

La Russie se voit menacée par le système antimissile que prévoient les Etats-Unis et dans le cadre duquel ils viennent d'effectuer juste avant la tenue du sommet un tir de missile expérimental. L'hôte du sommet, la chancelière allemande Angela Merkel, s'est saisi du problème climatique pour faire pression sur les Etats-Unis qui, pour leur part, ont catégoriquement rejeté tout engagement environnemental international.

Ce serait le comble de la naïveté que de croire que la chancelière conservatrice allemande a subitement découvert son amour pour l'environnement. L'objectif du sommet, à savoir de limiter à deux degrés le réchauffement planétaire, n'engage à rien et, face à la catastrophe climatique imminente, est tout à fait inadéquate.

Néanmoins, la question de l'environnement est idéale, en travaillant avec les pays émergents, la Chine et l'Inde, pour prendre le dessus sur les Etats-Unis. La Chine et l'Inde ont rejeté tout engagement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre tant que les Etats-Unis ne font pas de même. Merkel peut compter dans cette politique sur le soutien total des Verts.

Les participants au sommet de Heiligendamm sont tout à fait unis sur une question : ils sont tous d'accord pour que les attaques perpétrées contre les conditions de vie et les acquis sociaux de la classe ouvrière continuent de manière inchangée.

La victoire électorale du gaulliste droitier, Nicolas Sarkozy, tient lieu de signal pour l'ensemble de l'élite politique européenne d'introduire enfin des « conditions américaines » de par le continent. Sarkozy est déterminé à faire passer cet été des lois draconiennes limitant le droit de grève et permettant de réprimer plus durement les jeunes délinquants. François Fillon, son premier ministre, a employé le terme d'« électrochoc » pour décrire les projets du gouvernement français.

Contre la politique droitière du SPD et du Parti de la Gauche

Toute opposition sérieuse contre la guerre, la répression et les attaques contre les acquis sociaux doit avoir pour point de départ le fait que tous ces maux sont inséparablement liés à la crise du système capitaliste. La subordination de tous les aspects de la vie sociale aux dictats du marché capitaliste est devenue un anachronisme tellement énorme qu'il menace l'avenir de la société humaine.

Le développement révolutionnaire de l'informatique, des communications et des transports a créé la possibilité de relier le travail de millions de personnes de par le monde en développant considérablement la rentabilité et le progrès scientifique qui pourrait jeter les bases pour résoudre les problèmes élémentaires de l'humanité. Mais, dans le cadre du système capitaliste de profit, la mondialisation produit l'effet contraire. Les progrès technologiques servent à réduire les salaires et à supprimer les emplois pendant qu'une infime élite amasse des richesses personnelles de plus en plus grandes.

Quiconque affirme que cet état des choses n'est que le résultat d'une politique erronée pouvant être corrigée simplement par la pression populaire, soit se dupe lui-même soit induit consciemment les autres en erreur.

Tous ces partis politiques qui défendent les relations de propriété capitaliste, qu'ils se disent de gauche ou de droite, s'adaptent aux exigences du patronat dès qu'ils viennent au pouvoir dans un gouvernement. Ceci en soi montre que le militarisme et la réduction des droits sociaux ne sont pas simplement le résultat de la volonté subjective de tel ou tel politicien mais bien plutôt le produit de l'échec du système capitaliste en général.

En Allemagne, l'ancienne coalition gouvernementale entre le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts a perpétré les attaques les plus étendues de ces dernières années sur les allocations sociales tout en supervisant la transformation de l'armée allemande d'une armée de défense en une armée offensive et interventionniste. Le gouvernement italien dirigé par Prodi a suivi une voie similaire avec le soutien actif des organisations qui ont succédé au Parti communiste italien.

Le Parti de la Gauche allemand a emprunté la même voie. Sur le plan national, il cherche à se faire passer pour un parti d'opposition en soutenant les manifestations contre le sommet du G8.

A Berlin, cependant, où le parti partage le pouvoir avec le SPD, il est responsable des coupes imposées au service public qui vont bien au-delà de celles entreprises dans n'importe quel autre Land allemand. Les lois draconiennes appliquées à présent pour réprimer les manifestants en Mecklenbourg-Poméranie occidentale, où se tient le G8, ont également été votées par la coalition entre le Parti de la Gauche et le SPD.

Le Parti de la Gauche cherche à limiter l'opposition contre le sommet du G8 à une politique de protestation. Il crée l'illusion que la pression morale et les appels à la raison peuvent forcer l'élite dirigeante à changer de trajectoire. Ce faisant il crée une soupape de sécurité par laquelle l'opposition sociale peut être évacuée sans mettre en danger le régime capitaliste. Le Parti de la Gauche est strictement opposé à toute perspective socialiste authentique dirigée contre le fondement des relations de propriété capitaliste.

Des groupes autonomes et anarchistes, qui viennent s'ajouter au Parti de la Gauche, cherchent à compenser leur manque de perspective par des actions de protestation provocatrices et parfois violentes. De telles tactiques visent également à exercer une pression sur la classe dirigeante. Ces groupes ne portent absolument aucun intérêt à une perspective socialiste et à la lutte pour développer cette perspective au sein de la classe ouvrière.

Dans le même temps, les autorités allemandes se servent de ces groupes pour qualifier toute opposition aux conditions sociales existantes de « criminelle » ou de « terroriste ». Il n'est pas rare que des policiers infiltrés dans ces groupes soient directement impliqués dans les provocations. Une stratégie socialiste révolutionnaire n'a rien à voir avec le cirque puéril de ces groupes anarchistes.

Le parti révolutionnaire

Au cœur de la stratégie socialiste, on trouve la construction d'un mouvement politique de la classe ouvrière, qui lie la défense des droits sociaux et démocratiques à la lutte pour une société socialiste plaçant les besoins humains avant les impératifs de profit du patronat. Un tel mouvement doit être totalement indépendant des vieilles organisations réformistes pour lesquelles tous les moyens sont bons pour défendre le système capitaliste.

Une objection souvent exprimée contre un programme socialiste est l'affirmation qu'une telle perspective a échoué en Union soviétique et dans l'ex-Allemagne de l'Est. Un tel argument est soit fondé sur une profonde méconnaissance des faits historiques du vingtième siècle soit sur une falsification ou une déformation de l'histoire.

Les formes de propriété établies en 1917 par la Révolution d'octobre furent à l'origine d'un énorme progrès social. L'un des pays les plus arriérés du monde fut transformé en un laps de temps très court en une puissante nation industrielle.

Cependant, l'Union soviétique était minée par une profonde contradiction. Elle demeurait isolée sur le plan international et l'arriération héritée de son passé prit sa revanche sous la forme d'une bureaucratie parasitaire qui, sous la direction de Staline, arracha le pouvoir des mains de la classe ouvrière et élimina les éléments socialistes et internationalistes authentiques du pays pendant les purges des années 1930. Dans une dernière trahison, les héritiers de la bureaucratie stalinienne organisèrent la restauration du capitalisme dans les années 1990.

En raison de la répression stalinienne, la classe ouvrière fut incapable de défendre les acquis de la Révolution d'octobre. Les conséquences en furent terribles. Depuis la restauration du capitalisme, la grande masse des gens dans l'ancienne Union soviétique et dans les Etats d'Europe de l'Est a subi en temps de paix un déclin économique et culturel sans précédent.

Le sort de l'Union soviétique confirme le point de vue de Marx que le socialisme ne peut être établi qu'à l'échelle mondiale. Il présuppose l'unité politique et la coopération de la classe ouvrière de tous les pays et de toutes les nationalités.

Le Parti de l'égalité socialiste est engagé dans la construction d'un parti de masse international et socialiste en tant que section allemande du Comité international de la Quatrième Internationale. Le World Socialist Web Site diffuse tous les jours en douze langues une analyse détaillée de tous les développements internationaux importants en fournissant une orientation politique essentielle. Le Comité international de la Quatrième Internationale a également fondé sa propre association d'étudiants, l'Internationale des étudiants pour l'égalité socialiste (IEES).

Nous invitons tous ceux qui participent aux manifestations contre le sommet du G8 à étudier quotidiennement l'analyse du WSWS. Contactez notre comité de rédaction et contribuez à la construction du SEP et de l'IEES.

(Article original paru le 1er juin 2007) wsws.org

http://www.alterinfo.net/A-l-approche-du-sommet-du-G8-des-dizaines-de-milliers-de-personnes-protestent_a9031.html?PHPSESSID=abdaf88f31fb3462ac5f9f6f8c786509

5 juin 1967 : Chute de la Palestine et de sa capitale Jérusalem

Suhail Hani Daher Akel

40 ans d'occupation israélienne et de "douloureuses concessions palestiniennes".

Nous allons vous donner 42% des 80% des 22% des 100% des terres palestiniennes qui vous appartenaient à l'origine et ces 42% resteront sous couvre-feu permanent et derrière un Mur d'Apartheid.

C'est à dire un Bantustan-Etat palestinien, servile à Israel.

Palestine : 100% du territoire, 27,009 kilomètre carré.

Capitale : Jerusalem.

Plus de 10 mille ans d'histoire et de 5500 ans d'histoire pour sa capitale, Jérusalem.

La Palestine a subi des dizaines d'occupation depuis 1020 avant JC jusqu'à l'occupation israélo-sionisme actuelle.

En 1947, elle a souffert du partage de sa patrie par les Nations Unies qui ont attribué 45% de sa surface pour un Etat de la Palestine, avec Jérusalem en tant que ville internationale et 55% de la Palestine pour un Etat juif.

En conséquence du terrorisme sioniste qui a dévasté la population palestinienne et a violé la principale résolution des Nations Unies, le 15 mai, l'Etat d'Israel a été créée sur 78% de la Palestine, avec l'armée qui a occupé le secteur ouest de Jérusalem.

En 1967, Israel a occupé le reste de la Palestine (22%) ainsi que sa capitale Jérusalem-Est.

Aujourd'hui, Israel, puissance occupante, refuse les droits nationaux des autochtones palestiniens, refuse les droits de l'Etat de la Palestine et dit : "Pour obtenir la paix, Israel doit faire des concessions douloureuses".

Sans penser aux Palestiniens qui font des "des concessions douloureuses."

Au peuple palestinien :

a.. "Plan de Partage (1948):" Les Nations-Unies ont déclaré aux Palestiniens :

Vous allez avoir 45% des 100% des terres palestiniennes qui vous appartenaient à l'origine."

b.. "Conférence de Paix de Madrid (1991) et Accords d'Oslo (1993)" aux Palestiniens :

Vous allez avoir 22% des 100% des terres palestiniennes qui vous appartenaient à l'origine.

c.. "Offre généreuse" d'Ehud Barak (2000) aux Palestiniens :

Nous allons vous donner 80% des 22% des 100% des terres palestiniennes qui vous appartenaient à l'origine.

d.. "Plan de Paix " d'Olmert-Sharon(2005-2007) aux Palestiniens :

Nous allons vous donner 42% des 80% des 22% des 100% des terres palestiniennes qui vous appartenaient à l'origine et ces 42% resteront sous couvre-feu permanent et derrière un Mur d'Apartheid.

e.. Les "Sionistes Américains" aux Palestiniens :

Selon notre version biblique, vous êtes autorisés à avoir 0% des 42% des 80% des 22% des 100% des terres palestiniennes qui vous appartenaient à l'origine.

f.. La "Feuille de Route" aux Palestiniens que le Président Bush et Olmert envisagent :

- Si vous arrêtez votre résistance à l'occupation (que nous appelons terrorisme), et
- Si vos réfugiés abandonnent leur droit au retour dans les maisons de leurs ancêtres, et
- si vous acceptez d'élire seulement des responsables politiques acceptables pour le Président Bush et Olmert, et
- si vous acceptez d'incarcérer tous vos combattants de la résistance, et
- si vous acceptez de circuler en voiture seulement sur des routes qu'Israël vous assignera, et
- si vous ne protestez pas contre le "Mur" que Sharon vous construit, et
- si vous acceptez que les programmes scolaires de vos enfants ne comportent que des cours et des livres approuvés par le gouvernement israélien, et
- si vous acceptez de ne pas avoir plus de trois enfants par famille...

Alors Israël pourrait envisager de négocier avec les Palestiniens sur les 42% des 80% des 22% des 100% de terres palestiniennes et sans Jérusalem.

C'est à dire un Bantustan-Etat palestinien, servile à Israël.

Source : www.suhailakeljerusalem.com

Traduction : MG pour ISM

http://www.alterinfo.net/5-juin-1967-Chute-de-la-Palestine-et-de-sa-capitale-Jerusalem_a9029.html?PHPSESSID=abda88f31fb3462ac5f9f6f8c786509

Sous le voile du SIDA, la réduction de la population

Kjeld Heising

Amis et critiques, il est temps de jeter quelque lumière sur la question du HIV et du SIDA. Jusqu'ici, personne à ma connaissance n'a pris le taureau par les cornes, sans doute à cause d'une certaine sorte de compassion pour les victimes. Mais le monde scientifique et le monde des médias critiques ont rassemblé maintenant tellement de documentation qu'il n'y a plus aucun doute : Le concept du HIV et du SIDA est une supercherie.

Voici quelques faits simples que même votre médecin habituel peut vous confirmer : Aucun virus HIV n'a été isolé jusqu'ici chez aucun être vivant. Aucune image de microscope électronique d'un quelconque virus HIV n'a été publiée -- en dépit des milliards de dollars mis dans la recherche. Si votre docteur contredit ceci, demandez-lui une référence. Vous n'en obtiendrez pas.

Le SIDA lui-même n'est pas une maladie. C'est un groupe de diverses maladies classiques, depuis la pneumonie et la diarrhée jusqu'à l'hépatite, la malaria, la tuberculose, certains cancers et à bien d'autres. En fait, les différents pays ont plusieurs critères -- certains marchent avec 19 maladies, d'autres ont jusqu'à 60 maladies. La définition même du SIDA est : *L'une de ces maladies si elle s'accompagne d'un test positif au HIV.*

Maintenant, interrogez votre docteur au sujet du test HIV. Il vous dira qu'il y en a deux sortes : Le test Elisa et le Western Blot, Elisa étant le plus ancien. Il peut rajouter qu'un troisième test peut être réalisé, le test de la charge virale basé sur la *Polymerase Chain Reaction* (PCR) inventée par le Prix Nobel Kary Mullis.

La plupart des gens pensent que ces tests vérifient vraiment la présence du virus. Ils ne le font pas. Les deux testent le nombre d'anticorps dans votre sang comme une réponse à certaines protéines induites. Votre docteur dira : Des protéines qui **sont censées** ressembler aux protéines du HIV. À plusieurs reprises des microbiologistes hautement qualifiés, des virologistes et d'autres chercheurs ont signalé que **ces protéines ne sont pas spécifiques à des virus particuliers**. Ces anticorps ne se forment pas pour des microbes spécifiques mais pour une diversité de microbes.

Ainsi, plus de soixante conditions sont documentées comme réagissant au test du HIV. Parmi elles : La grippe ordinaire, la vaccination contre la grippe et autres, la transfusion sanguine récente, la malaria, l'alcoolisme, l'abus de drogue, les maladies du foie, avoir eu autrefois de l'herpès, et de nombreuses autres. La pire de toutes : La grossesse des femmes en parfaite santé peut aussi réagir aux tests, donnant un résultat positif.

En ce qui concerne la PCR, nous avons la déclaration de l'inventeur qu'elle peut dans certains cas indiquer n'importe quoi sur la présence du virus HIV. En fait, Kary Mullis est l'un des principaux sceptiques à propos du couple HIV-SIDA. De cette manière, mesdames et messieurs, nous parlons d'une maladie basée sur un virus jamais documenté, diagnostiqué par un ou deux tests non spécifiques, et donc inutiles, réagissant à divers états du corps.

Et ça se corse : En Afrique, l'OMS a mis en application une technique de diagnostic spéciale. Puisque les tests du HIV sont beaucoup trop chers, l'OMS a approuvé *Le Diagnostic Visuel* : Quelqu'un a-t-il perdu 10% de son poids, a de la fièvre ou une diarrhée persistante, éventuellement accompagnée de démangeaisons de la peau ? Eh bien, alors il a le SIDA. Point.

Maintenant, comprenez-vous comment le nombre de gens infectés par le HIV peut être annoncé aussi haut en Afrique (le même s'applique à l'Asie du Sud Est) ? Pendant que les décès en rapport avec la simple pauvreté deviennent totalement méconnus ? Et venez-en au fait : Y a-t-il un programme en marche n'ayant rien à voir avec un virus ?

Maintenant, regardez le fantôme lui-même : Le Syndrome d'Immunodéficience Acquise, le SIDA. Techniquement défini comme l'une des 19 à 60 maladies classiques assortie d'un test au HIV positif. Interprétée chez la plupart des gens comme une perte générale de l'immunité, une porte ouverte à toutes les infections. Ainsi, il n'y a pas de symptôme spécifique attaché au « virus HIV », il n'y a que le fait que le patient empire au lieu d'aller mieux. Il n'y a là aucune mystique. Aller plus mal peut avoir deux raisons. Soit la personne est généralement affaiblie par la malnutrition ou par une maladie ordinaire non traitée devenue chronique. Soit la personne s'est faite prescrire des médicaments contre le SIDA. Regardons le dernier cas.

La plus commune drogue contre le SIDA est l'Azidothymidine, abrégée en AZT [*]. Cette drogue a été développée en 1964 comme chimiothérapie pour le traitement du cancer. Elle avait été abandonnée avant d'arriver sur le marché, puisque déjà au laboratoire les animaux des tests mouraient simplement à cause de la drogue. L'AZT est considéré comme la drogue la plus toxique jamais inventée dans le monde médical. Elle n'a aucun effet orienté viral, c'est simplement un poison pour les cellules, qui met un terme à toute synthèse de l'ADN dans toutes les cellules vivantes. Et à la différence de la chimiothérapie du cancer qui est prescrite pour une ou deux semaines et jamais plus, le traitement du SIDA est prescrit pour le reste de la vie de la personne. Une drogue toxique mortelle... pour le reste de la vie.

Peut-être pouvez-vous vous souvenir des images de squelettes à l'hôpital : La peau sur les os, cheveux qui tombent, éruptions cutanées, douleur partout sur le corps. Mourant lentement et douloureusement. Peut-être vous même avez eu un ami ainsi. Pensez à la liste d'effets de la drogue contre le SIDA reconnue officiellement : Destruction de la moelle et par conséquent anémie et, puisque le système immunitaire est aussi formé dans la moelle, effondrement du système immunitaire. La destruction de la capacité des intestins à absorber la nourriture suivie par la perte de poids. Les douleurs à l'estomac, les douleurs dorsales, les douleurs dans la poitrine, l'œdème des lèvres, la fièvre, les symptômes de la grippe, les gencives saignantes, la diarrhée, la défaillance du foie, la dépression, la confusion mentale et bien davantage.

Maintenant, ajoutez à tout ça : Les gens tombant malades d'un présumé virus jamais documenté, diagnostiqué par des tests non spécifiques, sont traités avec des drogues toxiques mortelles causant exactement les symptômes que la « maladie » est dite produire. Que retirez-vous de ça ?

Vous pourriez penser que ce n'est pas possible -- mais pas longtemps. En premier lieu, il y a d'autres exemples de pareilles « maladies » ; si nombreuses qu'elles ont un nom : Les maladies iatrogènes. Le SMON japonais de 1950 à 1975 était l'une d'elles. Peut-être vous rappelez-vous aussi de la grippe porcine de 1970, et certainement, vous avez entendu parler du coup de pub de la grippe aviaire du Pentagone des dernières années. Et bien entendu, vous savez tout ce qu'il en est au sujet de l'argent. Et de la guerre.

En second lieu, pensez à l'ordre du jour maintenant bien compris du contrôle des populations, pratiqué plus ou moins ouvertement dans le tiers monde (le massacre de masse par les médicaments), mais aussi de plus en plus publiquement en Occident -- suivant la formation générale de la police d'État. Au Royaume-Uni, un test du HIV obligatoire pour toutes les femmes enceintes est en cours, de même aux USA. La prescription obligatoire de drogues toxiques mortelles suivra -- ou les enfants seront pris à leur mère si elles refusent. Maintenant, mettez ça en parallèle avec le fait que la grossesse donne souvent un test du HIV faussement positif et concluez : C'est du meurtre légalisé. Comparez avec la base totalement non scientifique de l'ensemble du complot HIV-SIDA et concluez : C'est la réduction de la population -- se déroulant sous nos yeux.

Et c'est réellement le cœur. Il est de l'anthropologie banale que, si vous souhaitez réduire une population, vous devez tuer les femmes. Tuer les hommes a un effet très temporaire.

La bonne nouvelle est que de plus en plus de scientifiques découvrent l'arnaque. Quantité de sources et de documentation se développent rapidement. Mieux encore, de plus en plus de gens ordinaires diagnostiqués positifs au HIV ont deviné les intentions. Au lieu de prendre aveuglément les drogues toxiques des médecins elles vont sur Internet, font des recherches et finissent par tirer la chasse d'eau sur les drogues dans les toilettes pour ne plus jamais y toucher. Suffisamment de récits sont maintenant disponibles pour voir la combinaison : Ces gens sont aujourd'hui vivants et parfaitement bien tandis que leurs camarades utilisateurs de drogues deviennent malingres et meurent par la suite. Parmi les premiers « survivants » il y avait l'Étatsunienne Christine Maggiore qui a formé l'organisation *Alive and Well* (Vivant et Bien). Beaucoup d'autres l'ont suivie.

Faites votre propre recherche sur le HIV et le SIDA. C'est un très grand problème et cela prend du temps et des efforts pour voir. Mais ceux-ci sont de bons sites pour commencer :

www.virusmyth.org Contient des articles scientifiques sur la question [en anglais].

www.aliveandwell.org Page d'accueil de Christine Maggiore - raconte sa propre histoire et beaucoup d'autres [en anglais].

www.garynull.com Propose des séries de vidéos d'interviews accablantes avec des chercheurs et d'autres. Certains de ces vidéos sont aussi disponibles sur *Google Video* -- de même que beaucoup d'autres [en anglais].

[NDT : Sites en français : <http://www.sidasante.com>]

PS : Comme écrit sur Rense.com du 2 juin de cette année, il pourrait être développé un virus attaquant le système immunitaire humain là-bas dans les laboratoires Étasuniens du gouvernement (à Fort Detrick). En fait, ce serait étrange qu'il n'y en ait pas. Mais il peut n'avoir absolument rien à voir avec le « virus » qui est « testé » dans les tests du HIV.

En outre, un vaccin contre un virus dont l'existence n'a pas été documentée et qui n'a pas été isolé, est un non-sens. Le vaccin décrit dans l'article de Rense.com peut être vrai mais la question est : À quel virus exactement est-il associé ?

Certainement pas au « virus » qui est à la base de l'empire du SIDA, de plusieurs milliards de dollars.

<http://www.thetruthseeker.co.uk/article.asp?ID=6674>

Traduction de Pétrus Lombard pour Alter Info

* NDT : L'AZT est maintenant abandonnée.

http://www.alterinfo.net/Sous-le-voile-du-SIDA.-la-reduction-de-la-population_a9043.html

Afrique : Liberté de la presse

LE CAP (AFP) - L'Association mondiale des journaux (AMJ) et le Forum mondial des éditeurs ont exhorté, lundi 4 juin, l'Union africaine (UA) et les Nations Unies à agir pour la liberté de la presse sur le continent africain. Les deux associations, réunies en congrès mondial au Cap (Afrique du Sud) jusqu'à mercredi 6 juin 2007, "appellent les institutions internationales à promouvoir les avancées de la liberté de la presse en Afrique durant la prochaine décennie", dans une déclaration qui doit être remise aux Nations Unies, à l'Unesco et à l'Union africaine.

"D'un pays à l'autre, la presse africaine est paralysée par un arsenal de mesures répressives", note le texte, intitulé "déclaration de la Montagne de la Table", du nom du mont plat qui domine le Cap. Affirmant leur "conviction que l'Afrique a besoin d'une presse forte, libre et indépendante qui puisse contrôler les institutions publiques", élément essentiel d'un développement économique et politique durable, l'Association mondiale des journaux et le Forum des éditeurs dénoncent les lois sur l'injure publique qui "interdisent toute critique" à l'égard du pouvoir. Pendant les cinq premiers mois de l'année, 103 journalistes ont été arrêtés et/ou emprisonnés dans 26 pays africains au nom de ces lois que les associations qualifient de "principal fléau pour la liberté de la presse sur le continent". Elles demandent "l'abolition d'urgence" de ces lois et exhortent l'Union africaine à "inclure immédiatement" la liberté de la presse dans les critères de bonne gouvernance du Mécanisme africain de contrôle (APRM), système d'évaluation des pays africains par leurs pairs qui ne comporte aucune référence aux médias.

Le congrès mondial de la presse dénonce les "autres formes de répression" des médias africains, qui passent aussi par la pression fiscale ou la suppression des annonces publicitaires. Il appelle l'ONU et l'Unesco à aider les journaux dans les domaines de la défense légale, du développement des compétences et de l'accès au capital et à l'investissement. La presse, en Afrique, est "prise entre l'enclume du marché et le marteau de l'Etat", avait relevé, dimanche 3 juin 2007, l'analyste zambien Fackson Banda, lors d'un débat qui ouvrait les travaux de l'Association mondiale des journaux.

La plupart des médias indépendants ont été nationalisés lorsque les pays africains ont acquis leur indépendance, a expliqué M. Banda, entraînant la création d'un arsenal législatif de contrôle étatique toujours en vigueur dans de nombreux pays. Mais là où des médias privés sont réapparus, la concentration de la propriété entre peu de mains et la course au profit aux dépens du journalisme d'investigation nuisent à la qualité de l'information. "La plupart des rédactions manquent de ressources, les données (publiques) auxquelles elles ont accès ne sont pas fiables, l'encadrement est faible et l'environnement économique, législatif et éthique ne favorise pas" une presse de qualité, a résumé Azubuike Ishiekwene, directeur des publications du groupe de presse Punch Nigeria Ltd.

http://www.interet-general.info/article.php3?id_article=9104

Asie : Les glaciers de l'Himalaya pourraient disparaître dans 50 ans

KATMANDOU (AFP) - Les glaciers de l'Himalaya reculent rapidement et pourraient disparaître dans les cinquante prochaines années, ont averti, lundi 4 juin 2007, des experts réunis, à Katmandou, pour une conférence sur le réchauffement climatique.

Les glaciers de la chaîne de l'Himalaya, qui s'étend sur 2400 km, à travers le Pakistan, l'Inde, la Chine, le Népal et le Bhoutan, alimentent neuf des plus grands cours d'eau d'Asie, dont dépendent 1,3 milliard d'habitants. "Si les températures continuent d'augmenter, il n'y aura plus ni glace, ni neige dans l'Himalaya dans 50 ans", a prévenu Surendra Shrestha, directeur régional du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue). Les températures dans cette région ont crû de 0,15 degré celsius à 0,6 degré tous les dix ans, au cours des trente dernières années.

Réunis dans la capitale népalaise, des experts ont aussi averti que, sous l'effet de la fonte des glaces, les lacs de montagne avaient gonflé, menaçant de déborder et de décimer des populations de montagnards. Par exemple, le glacier Imja, au sud de l'Everest, recule de 70 mètres par an, formant de gigantesques lacs. "Des études montrent que les superficies de ces lacs ont augmenté de 150 à 200% et qu'ils risquent de déborder", s'est inquiété Andreas Schild, directeur du centre international pour un développement intégré en montagne, organisateur de la conférence. Dans les années 1950, il n'y avait qu'une douzaine de lacs répertoriés au Népal. "D'après le dernier recensement, en 2000, il y en a 2400, dont quatorze sont près de déborder", a expliqué M. Shrestha du Pnue. Et, "en cas de tout petit tremblement de terre, toute cette eau dévalerait des montagnes. Emportant des débris et prenant de la vitesse, ce serait comme un gros bulldozer qui balaierait tout", a-t-il prévenu. Katmandou avait été meurtrie par un important séisme, en 1934, et les régions himalayennes du Cachemire pakistanais ont été ravagées par un tremblement de terre, le 8 octobre 2005 (73000 morts).

http://www.interet-general.info/article.php3?id_article=9105

Emirats arabes unis : L'émir de Dubaï se plaint d'être poursuivi pour esclavage

Accusé, avec son frère, par la justice américaine, d'avoir réduit en esclavage quelque 30000 enfants au cours des trente dernières années, afin de les utiliser comme jockeys dans des courses de dromadaires, l'émir de Dubaï a écrit au président des Etats-Unis pour qu'il intercède en sa faveur. La lettre de l'émir de Dubaï, Cheikh Mohammad Ben Rached Al-Maktoum, a été présentée, lundi 4 juin 2007, devant un tribunal de Miami, par ses avocats.

Le recours à des enfants pour les courses de dromadaires est, en principe, interdit par la loi depuis 1993, aux Emirats arabes unis. Mais cette interdiction est fréquemment contournée à l'occasion de courses privées organisées par de riches cheikhs. L'émir de Dubaï, son frère Cheikh Hamdan Ben Rached Al-Maktoum, ainsi que d'autres responsables des Emirats arabes unis, sont poursuivis, aux Etats-Unis, pour "enlèvement et trafic d'êtres humains

présupposés concernant des milliers de jeunes garçons", originaires du Bangladesh, d'autres pays d'Asie du Sud, et du Soudan. Les accusés sont poursuivis à Miami, car ils possèdent une propriété en Floride, notamment un ranch dans le centre de cet Etat du Sud-Est. Une plainte avait été déposée devant la cour fédérale de Miami, en septembre 2006, par des parents d'enfants kidnappés et réduits en esclavage pour servir de jockeys dans des courses de dromadaires, organisées dans les Emirats arabes unis. Selon l'accusation, "des garçons, parfois âgés de deux ans, ont été volés à leur famille, sortis de leur pays et retenus avec brutalité dans des camps d'entraînement aux courses de dromadaires, un peu partout aux Emirats arabes unis". Certains enfants auraient également été victimes de sévices sexuels, auraient subi des injections d'hormones pour ne pas grandir et auraient même été affamés afin de rester légers, ajoute l'acte d'accusation.

Dans sa lettre, envoyée à George W. Bush, en février 2007, l'émir de Dubaï estime que la plainte porte préjudice "aux bonnes relations" entre les Emirats et les Etats-Unis. Cette plainte constitue "une interférence notable dans nos relations bilatérales et pourrait les compliquer", met en garde l'émir qui rappelle que les Emirats sont "un partenaire clé dans la guerre mondiale contre le terrorisme". "Notre alliance et notre amitié sont basées sur une confiance et un respect mutuels", a-t-il ajouté. L'émir appelle le président Bush à intervenir directement pour lever la plainte qui pèse à son encontre.

La défense de l'émir a également présenté une lettre adressée par la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, au ministre des Affaires étrangères des Emirats arabes unis, Cheikh Abdullah Ben Zayed Al-Nahyan, en décembre 2006. Dans cette lettre Mme Rice affirme que les Etats-Unis "apprécient les efforts menés par les Emirats arabes unis pour contrôler le traitement des jockeys des courses de dromadaires".

http://www.interet-general.info/article.php3?id_article=9108

La semaine dernière, Bahiya Hariri défendait les islamistes qui aujourd'hui attaquent l'armée libanaise

Le 24 mai dernier, communication de crise haririenne: comme je le racontais dans un précédent billet ([«Les Hariri financent "al-Qaeda", mais c'est pour la bonne cause»](#)), Michael Young, éditorialiste du *Daily Star* (quotidien anglophone libanais) tentait de désamorcer ce qui commençait à faire beaucoup de bruit: les combats contre le groupuscule Fatah al-Islam rendait tout d'un coup incoutournable un article de Seymour Hersh de mars dernier ([«Le changement de cap de l'administration américaine»](#), traduit intégralement sur ce blog) qui, avant même que l'on en entende parler, avait décrit nommément ce groupuscule comme financé et armé par «des représentants des intérêts du gouvernement libanais» pour contrer le Hezbollah.

Cependant, Michael Young était bien obligé de prendre en compte un élément factuel déjà connu et en train de devenir gênant; et, ce faisant, notre porte-parole officieux de la maison Hariri validait l'information: il y a quelques mois, Bahiya Hariri, la sœur de feu Rafik Hariri, avait donné de l'argent à un groupuscule implanté dans le camp d'Aïn Héroué, le Jund ash-Sham.

Je vous invite à relire [mon billet sur ce sujet](#), pour comprendre que livrer de l'argent au Jund ash-Sham ne peut en aucune manière être excusé selon les critères exposés par Michael Young (ne serait-ce que parce que ce groupuscule avait notoirement menacé de mort l'enquêteur sur la mort de Rafik Hariri...).

Aujourd'hui, ce [Jund ash-Sham devient à son tour soudainement célèbre](#), puisqu'il s'est attaqué à des soldats de l'armée libanaise:

De violents accrochages au mortier ont opposé dans la nuit de dimanche à lundi l'armée libanaise à des militants islamistes palestiniens à l'entrée du camp de réfugiés d'Aïn Héroué, à Saïda, au Liban sud.

Huit personnes au total, six soldats et deux civils, un Libanais et un Palestinien, ont été blessés dans ces échanges de tirs qui avaient éclaté dans la journée de dimanche, selon un nouveau bilan de source hospitalière.

Ces accrochages opposent les soldats libanais postés autour du camp aux militants islamistes du groupuscule palestinien Jound al-Cham.

Mouna Naïm, pour *Le Monde*, [«couvre» l'événement](#). Par «couvrir», j'entends ici: «désamorcer». Le lecteur remarquera que cet événement est presque entièrement consacré au Fatah al-Islam, alors que l'article prétend évoquer l'extension des combats «au sud du Liban» (le Fatah al-Islam opérant au nord du Liban). Faites le décompte dans l'article: 3 occurrences du terme «Jound al-Cham», et cela dans les trois premiers paragraphes; puis 6 occurrences du terme «Fatah al-Islam», dans toute la fin de l'article.

En encadré, autre façon de noyer le poisson: «M. Ahmadinejad évoque à nouveau la destruction d'Israël», puis le rappel d'une déclaration du «chef du groupe Fatah al-Islam», jurant de combattre «les juifs et les Américains». Le procédé d'association est purement et simplement grotesque, m'enfin bref, c'est *Le Monde*.

Pourtant, ce Jund ash-Sham, comme je l'ai déjà décrit, ça n'est pas rien... Mouna Naïm, qui ne lit que le *Nahar*, préfère visiblement nous parler d'autre chose.

Alors revenons sur ce Jund: ses liens avec les Hariri apparaissent dans un autre billet, publié le 24 mai. Sans doute dans le cadre de la campagne destinée à désamorcer l'information déjà «désamorcée» par Michael Young le même jour, nous apprenions ceci dans [le quotidien des Hariri, Al-Mustaqbal](#) (signalé par [Angry Arab](#)):

Le député Walid Jumblatt, chef du Rassemblement démocratique, après sa conférence de presse hier, a reçu un coup de téléphone de la députée Bahiya Hariri, qui lui a expliqué que le «Jund ash-Sham», dans le camp d'Aïn Héroué, n'appartient pas au groupuscule «Fatah al-Islam» et qu'ils sont différents. Jumblatt s'est dit intéressé par ces précisions.

Pourtant, une information se cache dans l'article du *Monde*:

Jound Al-Cham aurait déclenché les hostilités après avoir eu vent d'une rumeur selon laquelle certains de ses membres, dont Chehab Al-Qadour, alias Abou Hourayra, auraient été tués dans les combats qui opposent l'armée libanaise au Fatah Al-Islam dans le camp de réfugiés de Nahr Al-Bared, dans le nord du pays. La mort d'Abou Hourayra a été démentie par le Fatah Al-Islam.

Ce qui confirme que les deux groupes sont bien liés: si le Jund ash-Sham croit une «rumeur» selon laquelle «certains de ses membres» ont été tués à Nahr al-Nared, c'est bien que ce Jund sait que «certains de ses membres» ont rejoint le Fatah-al Islam. Ce qui était déjà indiqué dans l'éditorial de Michael Young.

Bahiya Hariri reconnaît, via Michael Young, avoir «tenté d'acheter» le Jund ash-Sham. Bahiya Hariri prend le temps de téléphoner à Jumblatt pour défendre le Jund ash-Sham. Le quotidien des Hariri juge important de publier une brève sur le sujet. Aujourd'hui, le Jund ash-Sham a attaqué l'armée libanaise et se bat contre le Fatah al-Tout-Court. Oui, c'est affreusement embarrassant et incohérent...

Ajout, 23 heures. Bahiya Hariri n'est pas la seule à se faire prendre en train de défendre les «bons» islamistes au téléphone. Aujourd'hui (également signalé par Angry Arab), Fouad Saniora affirme, par téléphone, au **quotidien séoudien Akadh**, qu'«aucun Séoudien n'est détenu en tant que membre du groupe Fatah al-Islam, autre que les trois qui se sont livrés [avant les affrontements] lorsqu'ils ont découvert la nature criminelle de ce groupe.» Il n'y aurait donc que trois Séoudiens parmi les membres du Fatah al-Islam arrêtés, et encore s'agit-il de «bons» islamistes qui se sont livrés aux autorités dès qu'ils ont découvert la véritable nature de l'organisation. Saniora indique que ces trois sympathiques Séoudiens seront renvoyés en Arabie Séoudite après le procès.

Dans le même article, l'«ambassadeur du gardien des deux mosquées saintes (c'est-à-dire l'ambassadeur d'Arabie Séoudite), le Dr. Abdel-Aziz Mohieddin Khoja, explique au contraire: «nous ne pouvons en aucune façon nier la présence de Séoudiens impliqués dans les affrontements à Nahr el-Bared, comme il y a d'autres nationalités, car l'idéologie impie du terrorisme n'est ni une nationalité, ni une religion, ni une couleur.»

<http://tokborni.blogspot.com/2007/06/la-semaine-demire-bahiya-hariri.html>

Colombie : les évolutions inattendues du processus de démobilisation des paramilitaires

Garry Leech

Cela devait être simple, la voie royale pour la réinsertion des dirigeants des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) dans la société colombienne et la possibilité pour eux d'entrer dans l'arène politique. Selon le plan de départ, les dirigeants du paramilitarisme devaient révéler les emplacements des charniers et nommer quelques politiciens et quelques officiers militaires coupables d'avoir collaboré avec eux. D'une part, ces «révélation» devaient être considérées comme des confessions et, d'autre part, les années passées dans une hacienda pendant les négociations devaient être comptabilisées comme temps de réclusion ; les dirigeants du paramilitarisme n'auraient finalement dû passer que deux ans en prison, très vraisemblablement dans une propriété de l'Etat assez luxueuse. Or, du point de vue du gouvernement Uribe Vélez, le processus de démobilisation de la plus grande organisation paramilitaire a terriblement mal tourné. Finalement ce processus pourrait apporter à la Colombie la plus grande opération de nettoyage politique de son histoire et pourrait bien être le début de la fin de l'impunité dont jouissent traditionnellement les politiciens et les militaires.

En juin 2003 le gouvernement Uribe Vélez avait annoncé qu'il était parvenu à un accord avec les AUC pour entamer des conversations de paix afin de démobiliser l'organisation. Les discussions se sont ensuite déroulées dans une propriété rurale de la région de Santa Fe de Ralito, dans le nord de la Colombie. Ayant reçu près de trois milliards de dollars d'aide militaire états-unienne au cours des trois années précédentes, les militaires colombiens étaient plus puissants et ils étaient passés à l'offensive contre les deux organisations de guérilla de gauche du pays. De plus, les forces de sécurité de l'Etat s'impliquaient plus directement dans la « guerre sale » contre la gauche, l'opposition politique, les syndicalistes, les dirigeants communautaires et les défenseurs des droits humains. Les paramilitaires quant à eux se présentaient alors comme des « patriotes héroïques » dont les services n'étaient plus nécessaires en raison de la force retrouvée de l'armée colombienne - ce qui permettait la démobilisation des AUC.

Le processus de démobilisation avait pour objectif de réintégrer dans la société les dirigeants des AUC, comme Salvatore Mancuso qui s'est enrichi avec le narcotrafic et d'autres activités criminelles et qui voudrait maintenant entrer en politique. Pour le président Alvaro Uribe Vélez la démobilisation des AUC devait représenter un bon résultat qui lui permettrait de plus de désigner les guérillas comme les principales responsables de la violence dans le pays. Les objectifs de la démobilisation annoncés officiellement étaient d'offrir aux dirigeants des AUC des peines de prison réduites en échange de la démobilisation de toutes leurs forces, la confession de tous leurs crimes et le démantèlement total de leur organisation criminelle, y compris les réseaux du narcotrafic. Le plan réel, par contre, visait à donner aux dirigeants des AUC une amnistie de fait en échange d'une démobilisation fictive de leurs forces, de la révélation de l'emplacement des charniers et de la dénonciation de politiciens et officiers militaires coupables de collaboration mais qui fussent déjà morts ou déjà en détention.

Selon la Loi Justice et Paix (la loi 975), approuvée en juin 2005, la plus forte peine que pût recevoir un paramilitaire était de huit ans. Le gouvernement Uribe Vélez permettait aussi que les années écoulées durant la négociation soit considérées « temps passé en détention » pour les dirigeants des AUC. Cela signifiait, si on ajoute les réductions de peine pour bonne conduite, que les dirigeants des AUC pouvaient n'être détenus que 22 mois bien qu'ils fussent responsables de crimes contre l'humanité. De plus, ils auraient passé ces 22 mois dans une propriété de l'Etat et non dans une prison de haute sécurité. Les dirigeants paramilitaires auraient ensuite été libres de réintégrer la société colombienne, de jouir de leurs richesses et de se lancer dans la vie politique.

En 2005 les Nations Unies ont publié un rapport qui révélait que les AUC avaient tué des centaines de personnes durant l'année précédente, en violation du cessez-le-feu que les paramilitaires avaient accepté de respecter pour participer au processus de démobilisation. Le président Uribe Vélez a ignoré le rapport des Nations Unies ainsi que les protestations insistantes des défenseurs des droits humains, colombiens et étrangers, signalant que les AUC ne respectaient pas le cessez-le-feu et indiquant que le processus de démobilisation n'était rien de plus qu'une amnistie pour des criminels de guerre. Le gouvernement Uribe Vélez était décidé à faire avancer la démobilisation conformément au plan d'origine et, en février 2006, environ 31 000 paramilitaires avaient supposément déposé les armes et réintégré la société. Les dirigeants des AUC étaient alors sur le point de bénéficier d'une amnistie de fait. Mais quand, en mai 2006, la Cour Constitutionnelle colombienne a considéré que certains points de la Loi Justice et Paix étaient anticonstitutionnels, les choses ont commencé à mal tourner. Du point de vue des concepteurs du processus de démobilisation, l'aspect le plus néfaste de la décision de la Cour était l'interdiction d'ôter le temps des négociations du temps des peines à accomplir. En d'autres termes, la décision de la Cour signifiait que les huit années à accomplir ne devaient pas commencer tant que les négociations et la démobilisation n'avaient pas complètement abouti ni tant que les dirigeants des AUC n'avaient pas apporté aveux et témoignages exhaustifs. Les dirigeants des AUC se sont plaints de la décision de la Cour et ils ont menacé de se retirer du processus de démobilisation. En même temps, le scandale de la para-politique, qui commençait à peine, révélait les liens existant entre les politiciens uribistes et les paramilitaires. Feignant de se distancier des paramilitaires, le président Uribe Vélez a durci sa rhétorique à l'encontre des 59 dirigeants des AUC puis, en décembre 2006, il a ordonné leur transfert de la zone rurale où ils étaient concentrés à la prison de haute sécurité d'Itagüí. La décision de la Cour d'une part et la décision d'Uribe Vélez d'emprisonner les chefs paramilitaires d'autre part, cela a signifié le début de la fin de l'alliance scellée entre le paramilitarisme et le président pour le processus de démobilisation.

Le scandale de la para-politique a commencé avec des accusations selon lesquelles, lors des élections municipales et lors des élections pour le Congrès tenues en mars 2006, les dirigeants du paramilitarisme ont soutenu les candidats de la droite uribiste dans le nord de la Colombie pour garantir la victoire électorale du camp présidentiel. Puis le scandale a repris avec force lors de la saisie d'un ordinateur portable appartenant au dirigeant paramilitaire Rodrigo Tovar - également connu comme « Jorge 40 ». L'ordinateur n'a pas été livré aux autorités dans le cadre du processus de démobilisation ; il était en possession du bras droit de Rodrigo Tovar au moment de son arrestation début 2006. Selon la Ministère public l'ordinateur contenait des preuves révélant que, dans le nord de la Colombie, des paysans sans emploi avaient été payés pour feindre d'être des combattants paramilitaires et participer au processus de démobilisation, cependant que les vrais paramilitaires continuaient de commettre des crimes. Parmi ces crimes, selon l'information apportée par l'ordinateur, on compte l'assassinat de 558 personnes rien que dans une seule région du nord de la Colombie durant le cessez-le-feu. L'ordinateur contenait également des preuves des relations des paramilitaires avec les politiciens locaux et nationaux et avec les forces de sécurité de l'Etat. Ce sont les données découvertes dans l'ordinateur de Rodrigo Tovar qui se trouvent à l'origine de l'enquête sur la para-politique, et non des aveux ou des preuves qui auraient été obtenus grâce à la Loi Justice et Paix.

Malgré la prise de distance entre le gouvernement Uribe Vélez et les dirigeants paramilitaires en raison du scandale de la para-politique, Mancuso continuait de s'en tenir au scénario prévu à l'origine lorsqu'on lui a demandé début 2007 d'apporter son témoignage selon les termes de la Loi Justice et Paix. Le dirigeant des AUC n'a révélé les cas de collusion avec le paramilitarisme que pour des politiciens ou des officiers militaires soit morts soit déjà en prison, protégeant ainsi les personnes encore en activité dans les institutions de l'Etat. Les témoignages des chefs paramilitaires servaient essentiellement à retrouver les charniers où gisaient les corps des milliers de victimes des massacres commis par les paramilitaires. Cette stratégie visait à apaiser les organisations de défense des droits humains et les organisations de victimes qui dénonçaient le processus de démobilisation comme une tromperie visant à faire croire que les dirigeants paramilitaires allaient confesser tous leurs crimes.

Le scandale de la para-politique, cependant, a connu de nouveaux rebondissements. Plus de 50 élus locaux et nationaux viennent d'être imputés, en mai 2007, soit par le Ministère public soit par la Cour Suprême en raison de leurs liens avec le paramilitarisme. Plus d'une douzaine d'entre eux ont été accusés d'avoir commis des crimes ; la plupart d'entre eux sont de proches alliés du président Uribe Vélez. Le fait que le scandale de la para-politique commence à ternir la réputation du président Uribe Vélez et à endommager la crédibilité de son gouvernement est apparu au grand jour lorsque le chef d'Etat colombien a dû faire face à des manifestations d'hostilités lors de sa visite à Washington en mai 2007. Certains représentants démocrates états-unis ont émis des critiques assez fermes à l'encontre du chef d'Etat colombien, aussi bien sur la question de la crise des droits humains que sur la crise politique de son pays.

A la mi-mai 2007 Mancuso a promis de révéler, lors de son prochain témoignage officiel, les noms d'officiers militaires et de politiciens qui ont collaboré avec les paramilitaires *et qui sont encore en activité*. Pourquoi Mancuso changerait-il soudain de comportement **en révélant la collusion des milieux officiels avec le paramilitarisme**, quatre mois à peine après son premier témoignage, quand il n'en avait rien dit ? Peut-être que Mancuso a pensé que ses intérêts et ceux des autres dirigeants du paramilitarisme seraient mieux défendus s'il livrait des aveux complets ; le scandale de la para-politique commençait à rendre difficile le maintien des objectifs initiaux du plan de processus de démobilisation. Par exemple, si l'enquête sur la para-politique trouvait des preuves de collusion que les dirigeants des AUC emprisonnés avaient omis de confesser devant la justice, ils pouvaient perdre leur droit aux réductions de peine et ils risquaient donc de se voir appliquer des peines pouvant aller jusqu'à 40 ans de prison pour les crimes qu'ils ont commis.

Deux jours après l'annonce publique de Mancuso, disant qu'il allait révéler des noms de collaborateurs des paramilitaires, *Semana* -l'un des principaux hebdomadaires colombiens- a publié la transcription d'un enregistrement envoyé par une source anonyme proche du gouvernement. L'enregistrement des appels, faits à partir de la prison avec des téléphones portables par les dirigeants emprisonnés des AUC et par leurs bras droits, provient des écoutes effectuées par l'unité d'intelligence de la Police nationale. Cet enregistrement montrait que les dirigeants paramilitaires continuaient de gérer leurs organisations criminelles, y compris en se trouvant derrière les barreaux. L'enregistrement confirmait ce que disaient beaucoup de critiques du processus de démobilisation : il s'agissait plus d'une « réorganisation » que d'une « démobilisation » des AUC. En 2006 l'ONG colombienne INDEPAZ avait révélé que 43 nouvelles organisations paramilitaires avaient été formées pendant les deux années précédentes dans 22 des 32 départements du pays. De plus, des ex-commandants de niveau intermédiaire des AUC dirigeaient une grande quantité de nouveaux escadrons de la mort, ce qui montre le lien existant entre les anciennes AUC et la nouvelle génération de paramilitaires.

Mais pourquoi les milieux gouvernementaux révéleraient-ils l'existence des écoutes ? Il est possible que des membres de la Police nationale aient permis de faire connaître les enregistrements pour punir Mancuso en raison de sa promesse d'identifier des officiers militaires et des politiciens qui ont collaboré avec les paramilitaires. Quoi qu'il en soit, il appert que le gouvernement Uribe Vélez et les dirigeants des AUC ne sont plus en confiance, et les anciens alliés en sont réduits à se nuire mutuellement, chacune des parties tentant désespérément de sauver sa peau. Par ailleurs, l'investigation sur la question de la fuite des enregistrements a provoqué à un nouveau problème pour le gouvernement Uribe Vélez. Cette enquête a en effet permis de savoir que la Police avait sur table d'écoute, non seulement les dirigeants paramilitaires en prison, mais également des politiciens d'opposition et des journalistes.

Quelques jours après la publication de la transcription de l'enregistrement par l'hebdomadaire *Semana*, Mancuso a déclaré que plus d'une douzaine d'officiers militaires et de politiciens, y compris le ministre de la défense Juan Manuel Santos et le vice-président Francisco Santos -qui sont cousins-, ont participé à des conspirations avec les AUC. Mancuso a affirmé qu'il a rencontré personnellement le vice-président à quatre reprises à la fin des années 1990 quand ce dernier était responsable du quotidien *El Tiempo* - le plus important du pays. Mancuso a précisé que le vice-président Francisco Santos a voulu instaurer un bloc paramilitaire à Bogotá. Ces déclarations de Mancuso ont achevé de plonger le gouvernement Uribe Vélez dans le discrédit et elles ont définitivement mis un terme à l'alliance entre les dirigeants des AUC et le gouvernement.

L'objectif initial du processus de démobilisation était d'offrir une quasi amnistie aux dirigeants des AUC et de donner l'illusion d'une démobilisation paramilitaire sans révéler les liens entre les représentants de l'Etat encore en activité et les escadrons de la mort. Le scandale de la para-politique a détruit toute possibilité de blanchiment efficace des crimes perpétrés aussi bien par les paramilitaires que par des serviteurs de l'Etat. Il est important de noter que le scandale de la para-politique n'a pas été provoqué par le processus de démobilisation comme beaucoup de défenseurs d'Uribe Vélez l'affirment. Ce scandale est au contraire apparu de façon indépendante, avatar d'une enquête criminelle, et il a empêché le gouvernement Uribe Vélez et les dirigeants des AUC d'atteindre les objectifs qui étaient les leurs avec le processus de démobilisation.

Actuellement, résultat de la décision de la Cour Constitutionnelle, les dirigeants du paramilitarisme encourent des peines de prison de 8 à 40 ans, selon ce que seront les conclusions de l'enquête sur la para-politique. Par conséquent, les dirigeants des AUC ont maintenant de bonnes raisons d'être sincères et complets lors de leurs dépositions dans le cadre de la Loi Justice et Paix. De son côté, le gouvernement Uribe Vélez s'ébroue pour prendre ses distances vis-à-vis des paramilitaires et s'accroche aux résidus de crédibilité qu'il lui reste.

Ce qui avait commencé comme un pacte entre le gouvernement Uribe Vélez et les dirigeants des AUC -l'objectif étant de donner continuité à la longue histoire d'impunité et de collaboration entre les milieux officiels et les escadrons de la mort paramilitaires- a évolué vers une situation où chacun des deux ex-alliés se retourne l'un contre l'autre. Cela pourrait peut-être être le début du plus grand nettoyage des milieux politiques de l'histoire de la Colombie. Le processus de démobilisation, soigneusement conçu à son origine, ni ne souhaitait ni ne recherchait pareille conclusion.

Source : **Colombia Journal** www.colombiajournal.org

ou **International Peace Observatory (IPO)** www.peaceobservatory.org

Traduction : **Numancia Martínez Poggi**

http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=5123

Le gouvernement officialise le « travail au noir »

Elias

« Travailler plus pour gagner plus » ce slogan révolutionnaire brandi par Nicolas SARKOZY tout au long de sa campagne est enfin en passe de devenir réalité. Le gouvernement prépare déjà les lois qui permettront aux *travailleurs qui le désirent*, de faire des heures supplémentaires dont le paiement sera net d'impôt et de cotisations sociales (pour les patrons comme pour les salariés). Les cadres au forfait pourront, eux, travailler pendant leurs congés et leurs RTT pour gagner plus. Les salariés à temps partiel pourront tout en restant à temps partiel être enfin payés à temps plein !

Cette magnifique avancée sociale n'est tout simplement que l'invention du travail au noir officiel. Le travail au noir se caractérise en effet par le fait qu'il échappe à l'impôt, qu'il est exempté de cotisations sociales, et qu'il fausse de ce fait « *la libre concurrence* » c'est même la raison pour laquelle il a été combattu jusqu'à présent. La mesure gouvernementale est donc bien révolutionnaire, mais elle ne va pas assez loin. Il faut exempter tous les salaires à la

fois de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales patronales et salariales. La justice sociale nous incite à prôner d'ailleurs la suppression totale de l'impôt sur le revenu, il serait en effet inique que les seuls salariés soient bénéficiaires de cette petite révolution tandis que nos professions libérales nos artisans et commerçants assumeraient seuls tout le poids de la fiscalité.

Supprimons tous ces prélèvements scandaleux qui pèsent lourdement sur nos entreprises et qui incitent nos salariés à l'oisiveté tout en les habituant à l'assistanat, tandis que nos professions libérales lourdement ponctionnées par l'État en sont réduites à travailler toujours plus pour gagnersi peu. La suppression de l'impôt sur le revenu, de la Sécurité Sociale, de l'Assurance chômage, des Caisses de Retraite, des congés payés, du droit du travail et de tous ces contrôles tatillons qui pourrissent la vie de nos entrepreneurs, rendraient enfin notre économie compétitive.

Chacun bénéficierait totalement du fruit de son travail tandis que tous ces profiteurs que nous entretenons à grands frais seraient obligés de se mettre à leur tour au travail pour gagner leur vie : plus de chômeurs, plus de RMIstes, plus de fonctionnaires, la libre entreprise enfin triomphante pourrait régner partout.

Quant aux frileux qui ont besoin de protection ils n'auront qu'à en assumer le prix au lieu de compter sur la collectivité. L'idée de notre nouveau président est tout simplement géniale, et tellement simple au fond que l'on se demande : comment n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? Il n'y a qu'un tout petit problème, mais oh combien mineur : comment va-t-on payer notre président, son gouvernement, ses députés, ses conseillers, ses chargés de mission, ses assistants parlementaires, ses partis politiques, ses juges, ses flics, ses militaires etc. ?

Mais, j'ai confiance, Nicolas SARKOZY y a certainement pensé, il pense à tout.

http://www.oulala.net/Portail/article.php3?id_article=3003

Sarkozy et les médias, les médias face à Sarkozy

[Grégory Rzepski](#)

Ainsi, ce qu'avec d'autres nous ne cessons de contester depuis plus de 10 ans, et qui nous a valu les remontrances outragées des princes « indépendants » du journalisme, des experts en feinte complexité et de quelques porte-voix du mouvement altermondialiste, serait devenu subitement vrai avec l'ascension de Nicolas Sarkozy et son accession à la Présidence de la République : la déférence de journalistes à l'égard du pouvoir, les liens personnels des ces journalistes et des propriétaires des médias, les rapports complaisants qui se nouent au sein du microcosme des prétendues « élites » menaceraient l'indépendance de la presse. Pourtant ce n'est pas exactement ce que nous n'avons cessé de dire...

Comment en effet ne pas trouver simplistes toutes ces soudaines prises de conscience qui attribuent les effets d'interdépendances structurelles aux seuls liens personnels qui ne sont que les révélateurs et les porteurs de cette interdépendance ?

Dès septembre 2006, *Le Monde diplomatique* publiait « [M. Sarkozy déjà couronné par les oligarques des médias](#) » [1] de Marie Bénilde. Les articles qui ont suivi se sont en général bornés à le reprendre ou à l'actualiser, mais en optant pour des explications qui font diversion.

Un sujet recyclé

Ainsi, on a pu lire, entre autres : « Nicolas Sarkozy, vingt-cinq ans d'investissement dans les médias » dans *Le Monde* (le 19 février 2007) ou, annoncé en « une » des *Inrockuptibles* le 27 mars 2007, un article - « Comment Sarkozy manipule les médias » - très inspiré par celui du *Monde diplomatique* [2]. Vous avez dit « manipulation » ? Même des sommités, qui d'ordinaire clament haut et fort leur indépendance et se portent garants de celle des autres, se sont émues. Dans son éditorial du 4 mai 2007 appelant à voter pour Ségolène Royal, Jean-Marie Colombani soulignait ainsi : « *la qualité de la relation que Nicolas Sarkozy entretient avec Martin Bouygues, Arnaud Lagardère ou Serge Dassault est la marque d'une puissance potentielle dans les médias qui appelle une vigilance de tous les instants.* » Le 2 mai 2007, son homologue de *Libération*, Laurent Joffrin, avait critiqué (lui aussi dans son éditorial) un candidat UMP « *allergique à trop de liberté dans les médias* ». Tout s'expliquerait donc par le rôle d'un individu et par ses relations personnelles.

Dernière en date de ces enquêtes qui recyclent ce qui est désormais largement connu : « Sarkozy tient-il les médias ? ». Sous ce titre, le 31 mai 2007, *L'Express* s'interroge en « une » et consacre un long article de 7 pages à cette interrogation. À une telle question qui attribue un pouvoir disproportionné au seul Nicolas Sarkozy, la réponse ne peut être que négative tant qu'elle sert à masquer les véritables explications de l'influence indéniable dont dispose le nouveau Président de la République.

Comment expliquer ce soudain engouement pour des questions que l'on s'était employé à éluder pendant des années ? Par un effet de mode ou de circulation circulaire de l'information ? Pas uniquement. Dans le cas de *L'Express*, un dossier mettant en évidence les relations de courtoisie entretenues par Nicolas Sarkozy avec certains propriétaires de médias français est sans doute d'autant plus simple à publier que l'hebdomadaire n'appartient plus à Serge Dassault (proche du nouveau Président et parlementaire UMP) mais au groupe belge Roularta [3].

Quels qu'en soient les raisons et les motifs [4], la « une » de *L'Express* intervient après une série de faits qui ont mis en évidence les liens du nouveau Président de la République avec les oligarques des médias, ses relations particulières aux journalistes ou les pressions qui s'exerceraient à son avantage sur telle ou telle rédaction.

Une série édifiante

Le soir de son élection, Nicolas Sarkozy fête sa victoire au Fouquet's avec la fine fleur du patronat médiatique (Bernard Arnault, Martin Bouygues, Serge Dassault, Alain Minc, François Pinault ou Albert Frère, actionnaire de M6 [5]...); dans la semaine qui suit, il part se reposer sur le yacht de Vincent Bolloré propriétaire d'une télévision et

d'un journal gratuit [6] ; il revient ensuite en France pour composer un gouvernement dont deux ministres sont mariés à des journalistes vedettes de la télévision publique ; le 13 mai, comme le résume la Société des journalistes du JDD dans une tribune parue la semaine suivante, « *un très court article révélant que Cécilia Sarkozy n'avait pas voté au second tour de l'élection présidentielle n'est pas paru dans Le Journal du Dimanche. Suite à une intervention du propriétaire du JDD [Arnaud Lagardère], qu'il nie, le directeur de la rédaction a finalement décidé de ne pas publier cette information* » ; le 16 mai, Georges-Marc Benamou, éditorialiste à *Nice-Matin*, est nommé conseiller pour la culture et l'audiovisuel du nouveau chef de l'Etat ; au même moment, Catherine Pégard du *Point* est également nommée à l'Elysée et Myriam Lévy, qui a suivi la campagne de Ségolène Royal au *Figaro*, l'est à Matignon ; en sens contraire, Laurent Solly, très proche conseiller, quitte l'équipe de Nicolas Sarkozy pour rejoindre le groupe Bouygues afin de prendre, à terme, un poste à la direction de TF1. Ce « transfert » est, de surcroît, annoncé par un porte-parole de la présidence.

La mise en série est éloquente. Mais qui pourrait s'étonner - à moins de vivre dans une improbable société sans rapports de pouvoir - que les médias et les journalistes soient l'enjeu de luttes d'influence, de tentatives de pressions et de relations de connivence [7] ? La question est moins de savoir si elles existent que de comprendre ce qui les rend possible et ce qui les rend efficaces.

Des explications en trompe l'œil.

La toute puissance de Sarkozy lui-même comme le suggère tant de descriptions qui, sans être infondées, s'en tiennent son comportement et à ses liaisons amicales ? Ainsi de l'article de *L'Express*, entièrement focalisé sur le personnage du Président, sur ses rapports aux journalistes (« *il y a aussi, chez "Sarko", la volonté permanente d'instaurer une relation complice avec les journalistes* » ; « *s'il sature l'espace médiatique, c'est aussi, et d'abord, un formidable "client"* » [8]) ou sur à ses relations personnelles avec certains oligarques (« *Pour Serge Dassault, il régla la succession de son père, Marcel. Pour Arnaud Lagardère, il alla négocier à l'Elysée, en février 2004, avec Jacques Chirac : le règlement de la succession de son père, Jean-Luc, était conditionné par la nomination de Noël Forgeard à la présidence d'EADS. Enfin, il fut l'un des conseils de Martin Bouygues lors du raid sur TF 1, en 1998, de... Vincent Bolloré !* ») ? Mais qu'est-ce qui nourrit de telles relations et les transforment en rapports d'influence ? Sans doute - il faudra y revenir - la conception que Sarkozy se fait de l'action politique en lui appliquant les formes de mise en scène importées de la télévision avant de lui être appliquée n'est-elle pas sans effet [9]. Mais encore ?

Des convergences structurelles

Les médias et les journalistes qui travaillent dans ces médias ne sont pas en apesanteur. Comme toutes les entreprises, comme tous les salariés, ils sont la proie et les acteurs de rapports de force politiques, économiques, sociaux, voire culturels... Des connivences, des interventions ? Certes. Mais les connivences personnelles reposent sur des connivences structurelles et les interventions ne sont déterminantes que parce qu'elles dépendent de convergences d'intérêt, consubstantielles à l'ordre médiatique existant. Reste donc à comprendre l'efficacité des interventions et des pressions, autrement dit les effets de la convergence d'intérêts bien compris - cette connivence, voire cette alliance, politico-économique - entre le courant de la droite qui vient de s'emparer du pouvoir et le capital qui détient les entreprises médiatiques.

Celles-ci sont, en effet, des propagandistes de la financiarisation et de la mondialisation capitalistes dont elles bénéficient ou dont elles cherchent à tirer les bénéfices [10]. Pour elles, le programme libéral de Nicolas Sarkozy en fait l'homme de la situation. Il est le porte-parole de leurs intérêts. Elles sont le relais de ses projets. Rappelons qu'à la fin de l'année 2000, la capitalisation cumulée en bourse de TF1, Canal + et M6 était supérieure à celle des groupes automobiles français [11].

Les visés de Sarkozy pour le secteur des médias

Cette convergence résulte, en partie, de la financiarisation de l'économie en général et de celle du secteur des médias en particulier. Une tendance qui favorise à son tour la concentration. Mais, pour Nicolas Sarkozy, il n'y a pas de problème de concentration en France. Sur France Inter, le 18 avril 2007, il déclare : « *Si vous regardez aujourd'hui la presse française, dire qu'il y a une concentration entre quelques grands groupes c'est tout simplement le contraire de la vérité. Il y a un service public, (...). Qui peut dire que ce service public n'est pas indépendant. Vous avez Bouygues qui est propriétaire de TF1, Lagardère qui est propriétaire de [inaudible], le groupe Pierson pour Les Echos, Bernard Arnault pour La Tribune, la totalité de la presse quotidienne régionale qui appartient à d'autres familles que ceux-ci...* » Le secteur des médias ne serait donc pas excessivement concentré. En revanche, les entreprises de presse écrite seraient peut-être insuffisamment financiarisées : « *le problème (...) de la presse aujourd'hui, c'est absolument pas un problème de concentration, c'est un problème de sous capitalisation. (...) y'a pas assez de capitaux pour développer les grands journaux, ils font des tirages trop petits* [12]. » Plus généralement, pour celui qui n'était alors que le candidat de l'UMP : « *Notre industrie des médias a besoin d'avoir des groupes solides qui la structurent et la renforcent. C'est pourquoi l'équilibre doit viser en permanence à conforter le développement des groupes français, tout en préservant le pluralisme et l'indépendance du secteur* [13]. »

Préserver le pluralisme en laissant le secteur des médias sous l'emprise des concentrations financiarisées ? On ne peut le croire possible qu'à condition de confondre pluralité mercantile et pluralisme et, d'autre part, en faisant abstraction des intérêts politiques et économiques que servent les concentrations. Possible enfin, et surtout, si l'on considère, comme Alain Lancelot - auteur en 2005 d'un rapport sur « Les problèmes de concentration dans le domaine des médias », rapport libéral [14] auquel Nicolas Sarkozy se réfère - que la presse n'est « *pas un fournisseur d'informations, ces sont des supports de publicité ! Et elle ne vit que comme support de publicité* [15] ! »

Organiser le laisser-faire et le laisser-aller

Conséquent et cohérent, le nouveau Président souhaite que la politique organise le laisser faire et le laisser aller qui n'existeraient pas sans elle. Il explique ainsi au *Point* le 18 avril : « *il existe des lois et des instances de contrôle qui limitent la concentration dans les médias et s'assurent de leur indépendance. Je tiens à préciser par ailleurs que jamais la législation sur les marchés publics n'a été aussi stricte et aussi vérifiée qu'aujourd'hui.* » Cette approche libérale prévaut aussi pour l'audiovisuel public. Dans le même entretien, il explique : « *J'ai une conception exigeante du service public audiovisuel, et je veux renforcer les obligations culturelles et éducatives qui pèsent sur les chaînes. Pour disposer des ressources nécessaires, je ne propose effectivement pas une augmentation de la redevance, car il y a déjà trop de prélèvements obligatoires dans notre pays. Je pense qu'une augmentation des ressources publicitaires et des ressources tirées des produits dérivés est possible, et qu'elle ne dénature pas le service public audiovisuel.* » « Trop de prélèvements obligatoires dans notre pays » ? Peut-être. Mais, en l'espèce, le credo libéral va à l'encontre d'une « conception exigeante du service public audiovisuel » dans la mesure où celui-ci est, à l'évidence, sous-financé. Comme l'explique le syndicaliste Fernando Malverde : « *La comparaison avec les moyens des télévisions publiques d'autres grands pays européens est éclairante. En France, le montant de la redevance s'élève à 116 euros par an alors qu'elle atteint 205 euros en Allemagne, 175 euros en Angleterre et 184 euros en moyenne en Europe. En 1998, les recettes globales (redevance et publicité) de la télévision publique française ont été de 25 milliards de Francs alors que les ressources totales des télévisions publiques allemandes approchaient les 50 milliards de Francs ! En 2003, malgré une audience comparable, les ressources de France Télévisions se sont élevées à 2,37 Milliards d'euros contre 3,2 Milliards pour la BBC* [16] »

Sous-financement mais aussi mal-financement que les projets de Nicolas Sarkozy (« une augmentation des ressources publicitaires et des ressources tirées des produits dérivés ») aggraveraient. Dans une lettre ouverte de 1999 impulsée notamment par Acrimed et adressée aux parlementaires, il était déjà expliqué : « *Il faut choisir : une télévision publique financée pour moitié par des recettes commerciales et pour le reste par l'argent de la redevance (ou du budget) est condamnée à maintenir l'ambiguïté des contenus et à perdre sur tous les tableaux : sans parvenir à enrayer la montée en puissance financière des chaînes privées, elle continuera à renoncer à ses vocations spécifiques (informer, éduquer, distraire) pour s'aligner sur les recettes des télévisions commerciales (tunnels de publicité, variétés interchangeables, séries stéréotypées etc.)* [17]. »

Libéralisme économique favorable aux oligarques en général et aux oligarques des médias en particulier, accompagnement des concentrations financiarisées et de la détérioration du pluralisme qui en résulte, dégradation de l'audiovisuel public, déni du tiers secteur médiatique [18] : « la France d'après » ne sera pas celle de la remise en cause de l'ordre médiatique existant.

Présenter le rapport du nouveau pouvoir aux médias dans les termes de la « mainmise » ou du « contrôle », d'interventions intempestives ou de pressions est réducteur et risque de masquer l'essentiel. La réalité du rapport relève sans doute de l'échange de bons procédés. Mais celui-ci repose d'abord sur la convergence d'intérêts politico-économiques, voire sur leur intrication. Dans la mesure où il ne se résume pas à Nicolas Sarkozy (qui « tiendrait » ou non les médias), le problème est ainsi plus profond et ne sera pas résolu par de simples cris d'indignation. La réponse qu'il appelle ? La contestation, la mobilisation et l'élaboration de propositions alternatives dans le cadre d'un nouveau rapport de force autorisé par une autre convergence ; la convergence de tous ceux qui luttent contre l'ordre médiatique existant : syndicats de salariés des médias et des métiers de la culture, tiers secteur médiatique, association de critique des médias, mais aussi l'ensemble des mouvements de contestation de l'ordre libéral.

Chiche ?

<http://www.acrimed.org/article2640.html>

Témoignage d'un socialiste repentant.

« *Je n'ai pas trahi. Je n'ai trahi ni mes conceptions ni mon pays* », a récemment déclaré Eric Besson, le secrétaire d'Etat, transfuge d'un Parti Socialiste moribond, rallié aux forces du Progrès dirigées par Nicolas Sarkozy. « [C'est le PS qui a trahi les convictions qui avaient justifié mon adhésion.](#) »

J'ai été trompé ! Quand je suis venu Rue de Solferino pour adhérer, en 1993, il y avait des banderoles RPR partout ! Très vite des militants socialistes m'ont accueilli, déguisés en Louise Yvonne Casetta et Alain Juppé, avec des verres de Pastis® pur à la main : je me suis senti en confiance ! De-ci, de-là, au cours de nombreux meetings, j'avais bien remarqué que l'Internationale était reprise en chœur, mais je croyais à une grosse blague... et puis avec tout ces Pastis®...

Quand j'ai dessaoulé, en 2007, j'ai réalisé l'ampleur de la tromperie...

« *Je pense aujourd'hui que c'est le PS qui a trahi les convictions qui avaient justifié mon adhésion. J'avais adhéré à un parti progressiste qui abhorrait le culte de la personnalité. En se donnant à Ségolène Royal, le PS a trahi son histoire et ses valeurs.* »

Je ne retrouve pas du tout du tout la même ambiance [à l'UMP](#) : comme Laure Manaudou et des millions de braves patriotes, je vis une idylle.

<http://bravepatrie.com/+591-Temoignage-d-un-socialiste-repentant+>

Les acquis féministes sont-ils irréversibles ?

Pour la première fois, en France, une femme pourrait être élue présidente de la République. Mais, pour la plupart des femmes, trente ans après leur conquête du droit au travail et à la maîtrise de leur corps, les menaces et les régressions sont nombreuses. La société continue de leur assigner avant tout le rôle de mère : elles assument l'essentiel de la charge des enfants et subissent une forte réprobation lorsqu'elles avortent. Elles sont en outre plus touchées que les hommes par le chômage et le sous-emploi.

MONA CHOLLET

« J'étais persuadée, à 18 ans, que l'égalité entre hommes et femmes était acquise, raconte Maud Gelly, jeune médecin et militante du Collectif national pour les droits des femmes (CNUF). Puis, un été, j'ai travaillé comme serveuse, et le comportement des clients comme celui du patron m'ont fait tomber de haut. Par la suite, au cours de mes études, j'ai fait un passage dans un service de gynécologie, et j'ai été révoltée par la façon dont on traitait les femmes qui venaient avorter. J'ai vu un jour un médecin jeter devant l'une d'elles une plaquette de pilules en lui disant : "Allez, montrez-moi comment on s'en sert !" »

L'engagement féministe semble souvent naître ainsi : du constat brutal d'un décalage entre le discours que la société tient sur elle-même et la réalité. Comme si, auparavant, les femmes s'étaient laissées prendre à une illusion très répandue – bien qu'elle ait perdu tout crédit dans les autres domaines : celle qui postule un « sens de l'Histoire », ou une évolution « naturelle » des sociétés, conduisant à une égalité toujours plus grande entre les sexes. « Quand il ne se produit pas de régression des droits des femmes, on s'imagine qu'il ne se passe rien », remarque Christine Delphy, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Alors que cela signifie seulement que le rapport de forces entre le camp réactionnaire et le camp progressiste s'équilibre. L'Histoire, la pauvre, elle n'a pas un sens ! »

Occultation des luttes

Cette chercheuse met en cause la façon dont on commémore les victoires remportées par les femmes occidentales dans les années 1960 et 1970 – en France, la loi Neuwirth autorisant la contraception (1967) et la loi Veil autorisant l'avortement (1975). « On ne montre, souligne-t-elle, que les images du discours de Simone Veil à l'Assemblée nationale, un peu comme, pour célébrer le soixante-dixième anniversaire des congés payés, on montre les familles ouvrières partant en vacances au Touquet, en occultant les luttes très dures qui avaient permis d'arracher ces droits. » Quand la philosophe Elisabeth Badinter s'émerveille (1) de ce que la loi ait été votée par des députés de sexe masculin, elle oublie que, si des hommes ont bien joué un rôle dans cette victoire, ce sont plutôt les militants du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) qui, pendant un an et demi, avaient pratiqué des avortements au grand jour (2). Mis au pied du mur, le pouvoir n'avait fait que s'incliner, et sans grand enthousiasme : Mme Veil, ministre de la santé à l'époque, qui dut essuyer les attaques les plus odieuses, s'en souvient.

Sur le plan législatif, la France semble à l'abri d'un recul semblable à celui qu'a connu la Pologne, où l'avortement, autorisé dès 1956, a été à nouveau interdit en 1993, après la chute du régime communiste, sous l'effet d'un regain d'influence de l'Eglise catholique (3). La victoire remportée par les partisans portugais du droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) lors du référendum du 11 février dernier donne également des raisons d'être optimiste. Mais le climat général, marqué par un retour du religieux (4), n'en préoccupe pas moins les féministes. « La thèse du choc des civilisations redonne partout du crédit aux traditionalistes, qu'ils soient chrétiens ou musulmans », constate Mme Séverine Auffret, responsable du séminaire « Histoire des idées féministes » à l'Université populaire de Caen. « Etant donné la composition actuelle du Parlement européen (5), avoue Mme Colette De Troy, du Lobby européen des femmes (LEF), et l'activisme déployé par certaines associations catholiques, notre but, pour le moment, n'est pas tant d'obtenir de nouvelles avancées que d'éviter que ces questions fassent l'objet d'un vote, afin de préserver au moins les acquis. » L'avocate Gisèle Halimi, présidente de Choisir la cause des femmes, a milité pour le « non » à la Constitution européenne parce que celle-ci ne faisait pas figurer l'égalité entre les sexes parmi les « valeurs » de l'Union. Le droit à l'avortement en était également absent : « Puisque l'Europe a fait sien cet immense progrès de civilisation qu'est l'abolition de la peine de mort, elle doit aussi garantir aux femmes ce droit qui est le socle de leurs libertés. »

Le droit formel ne suffit cependant pas à dissiper le climat de culpabilité qui entoure l'IVG : culpabilité, non plus d'avoir eu des relations sexuelles, comme avant la loi, mais de ne pas avoir utilisé une contraception efficace (6). Certes, la France pourrait faire moins que ses deux cent mille avortements par an. L'accès aux contraceptifs, mal remboursés et pas toujours adaptés, laisse à désirer (7). Bien sûr, la prévention des maladies sexuellement transmissibles a rendu courant l'usage du préservatif : selon le récent rapport sur le « contexte de la sexualité en France », 89 % des jeunes de 18-24 ans y ont recours lors de leur premier rapport sexuel. Néanmoins, l'éducation sexuelle reste sommaire. De nombreuses femmes, surtout jeunes, sont sous-informées, et ne trouvent pas toujours appui auprès de leur famille, des médecins ou des pharmaciens.

Les inégalités sociales jouent à plein : « *Chez les jeunes filles scolarisées dans l'enseignement général, 1,8 % des 15-18 ans ont déjà eu recours à l'IVG, contre 9 % de celles qui sont scolarisées dans l'enseignement professionnel (8).* » Mais, de toute façon, rappelle Mme Maïté Albagly, secrétaire générale du Mouvement français pour le planning familial (MFPF), « *il subsistera toujours un nombre incompressible d'IVG : les femmes ne sont pas des machines, et on ne peut pas leur demander de maîtriser parfaitement leur fertilité sur trente-cinq ans !* ».

La situation témoigne bien à la fois de la permanence d'une certaine vision des femmes et de l'état actuel de leurs droits : la société les laisse en faire usage si elles le souhaitent, mais à contrecœur – voire en leur savonnant la planche. Lorsque l'avortement est intégré à un service de gynécologie obstétrique, soit sous forme d'« unité fonctionnelle », soit comme une simple « activité », il est le premier à pâtir du manque d'effectifs quand le personnel soignant est en vacances ou appelé par une urgence. Les centres IVG sont animés par des médecins souvent issus du MLAC, qui ont fait leurs études juste avant la légalisation et sont en train de partir à la retraite, et l'absence de relève se fait cruellement sentir. D'ores et déjà, même si l'on constate de fortes disparités selon les régions, les délais d'attente pour un premier rendez-vous peuvent aller jusqu'à trois semaines. « *D'une liberté reconnue, acceptée, proclamée, on est passé à une sorte de tolérance* », regrette Gisèle Halimi.

Paradoxe : si les femmes souhaitant interrompre leur grossesse ont suscité bien des vocations militantes chez les médecins avant 1975, à l'époque où ils les voyaient arriver à l'hôpital dans un état critique, aujourd'hui qu'elles n'en meurent plus, elles peinent à retenir leur attention. Les praticiens considèrent l'IVG, dont le tarif n'a été revalorisé que deux fois, en 1991 et en 2004, comme une « corvée », et la jugent inintéressante sur le plan médical. « *Comme si déboucher des sinus, c'était passionnant !* », ironise l'un d'entre eux, qui fait exception à la règle (9).

Le nœud du problème semble, en effet, se situer ailleurs. « *Les médecins ont l'habitude de poser un diagnostic et de prescrire un traitement*, explique Maud Gelly, qui a enquêté à ce sujet auprès d'étudiants en médecine (10). *Or, les femmes qui veulent avorter, non seulement ne sont pas malades, mais décident elles-mêmes ce dont elles ont besoin. Elles leur demandent de se mettre à leur service, ce qu'ils ont du mal à accepter. Ils ne contestent pas ce droit, mais voudraient en délimiter eux-mêmes les contours.* » Une mentalité qu'épingle également le médecin et écrivain Martin Winckler : « *Récemment, dans un enseignement de médecine générale auquel je participe, mes confrères voulaient consacrer une session aux "demandes abusives" des patients. Or, on peut dire qu'il y a des demandes auxquelles un médecin n'est pas habilité à répondre ; mais qui sommes-nous pour les juger "abusives" ?* »

Rares sont les discours comme celui de Mme Sophie Gaudu, gynécologue à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, à Paris : « *Si une femme veut accoucher, je suis là. Si elle veut avorter, je suis là aussi. C'est d'abord à la femme que je pense lorsque j'interviens en tant que médecin (11).* » Les professionnels de santé trouvent plus « gratifiant », en général, de pratiquer des procréations médicalement assistées (PMA) que des IVG : « *Ce n'est plus gratifiant que pour ceux qui préfèrent soigner des maladies plutôt que des malades !* », lance la journaliste Olivia Benhamou.

Auteure en 2003 du documentaire *Histoire d'un secret*, consacré à sa mère, la peintre Clotilde Vautier, morte en 1968 à Rennes des suites d'un avortement clandestin, la réalisatrice Mariana Otero craint de voir revenir l'idée que l'avortement serait un crime : « *Dans l'esprit de beaucoup de gens, c'est cela qui rendrait l'avortement difficile. En fait, les femmes souffrent à cause du contexte, de ce que cette expérience révèle de l'état de leur couple et du désir ou non-désir d'enfant de chacun.* » Mais elles souffrent aussi à cause de la pression idéologique qu'elles subissent, et du mauvais accueil qu'on leur réserve. Maud Gelly souligne que, s'il existe bien une dépression post-partum, qui touche certaines accouchées et comporte des caractéristiques médicales bien définies, « *on n'a jamais identifié d'entité clinique "dépression post-avortement". (...) On surestime systématiquement les conséquences physiques et psychiques de l'IVG* ».

Peut-être l'avortement bat-il en brèche l'image persistante de la femme qui « donne la vie » (lire « *Toujours sommées de procréer* ») : « *On ne mentionne jamais ses avortements, bien qu'une femme sur deux y ait recours dans sa vie*, constate Mme Maya Surduts, du CNDF et de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac). *C'est tabou. Même dans le milieu féministe !* » Le danger est réel. « *Ce silence a pour conséquence que l'on ne produit pas de pensée autour de l'avortement*, pointe Mariana Otero. *Avec le risque, un jour, de ne plus avoir d'arguments pour contrer ceux qui s'opposent à ce droit.* »

Ce fléau du travail à temps partiel

Maud Gelly, qui partage son temps entre un centre de planning familial à Saint-Denis et le centre IVG de Colombes, remarque : « *Les femmes ont intériorisé le fait qu'il est plus acceptable, quand on leur demande de justifier leur choix, d'invoquer le bien-être d'un enfant inexistant que celui d'une femme qui, elle, existe déjà : elles-mêmes.* » Une hiérarchie que la grande vague du féminisme n'a fait qu'entamer, et qui reste à renverser.

Des droits qui existent bel et bien, mais que l'on risque de voir se vider progressivement de leur contenu : ce constat vaut aussi pour l'autre acquis le plus marquant des années 1960 et 1970, l'accès au travail salarié. En France, en 2005, 81,1 % des femmes de 25 à 49 ans étaient actives, contre 41,5 % en 1962, et cette progression se poursuit, comme dans tous les pays d'Europe (12). En outre, les Françaises, avec deux

enfants en moyenne, viennent de se hisser au premier rang européen en matière de fécondité. Elles ne choisissent donc pas entre vie familiale et vie professionnelle, contrairement à certaines de leurs voisines (13).

Vue de plus près, cependant, la situation se révèle moins idyllique. Elle se caractérise par des inégalités persistantes entre hommes et femmes, mais également, de plus en plus, entre deux catégories de femmes. « *Certaines professions – médecin, avocat, journaliste – se sont largement féminisées, sans pour autant se dévaloriser*, note la sociologue Margaret Maruani. *Toutefois, le sommet de la hiérarchie résiste à ce mouvement. C'est la discrimination "verticale".* » Les écarts de salaires qui ne s'« expliquent » que par le sexe, à l'exclusion de toute différence d'âge ou de formation, oscillent entre 5 % et 15 %. Par ailleurs, les femmes restent en majorité concentrées dans un petit nombre de domaines ; c'est la discrimination « horizontale » : sur les quatre cent cinquante-cinq professions répertoriées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), une vingtaine regroupent à elles seules 45 % des actives. Les femmes occupent aussi l'essentiel – 80 % – des emplois à temps partiel. Or, si ce terme désigne des réalités très différentes, dans les secteurs où il est le plus répandu, il sert de cache-sexe au sous-emploi (14). Présenté comme un moyen de « concilier » vie de famille et activité économique, il permet surtout, pour toutes celles qui travaillent comme femmes de ménage, ouvrières, vendeuses, caissières... de concilier horaires flexibles et bas salaires. En France, il s'est développé à partir des années 1980, alors que les femmes, auparavant, étaient entrées sur le marché de l'emploi à temps plein. Si, dans les années 1970, travail était synonyme d'autonomie, ce n'est donc plus forcément le cas. Les incitations financières pour l'embauche à temps partiel n'ont été supprimées qu'en 2000. « *Il faudrait au moins réguler un peu plus le développement sauvage du travail à temps partiel, par exemple par un passage obligatoire à temps plein après une période donnée* », plaide Margaret Maruani.

On n'en prend pas le chemin. Comme le relève Gwenaëlle Perrier, auteure d'une thèse sur les politiques d'égalité professionnelle entre les sexes, le plan Borloo sur les « services à la personne » (garde d'enfant, aide ménagère...), lancé en 2005, n'a rien prévu pour lutter contre ce fléau, ni pour garantir aux employés de ce secteur des qualifications reconnues, avec la rémunération correspondante. Ainsi, le soin des personnes dépendantes – enfants, personnes âgées –, que n'assume pas ou plus un service public mal en point, soit retombe sur les épaules des femmes à titre privé et bénévole, soit se transforme, pour les moins favorisées d'entre elles, en emplois de piètre qualité.

Si la France peut s'enorgueillir de la spécificité que représente son école maternelle, pour les enfants de moins de 3 ans les modes de garde à prix abordable font toujours défaut. Et la charge matérielle et morale des enfants continue de peser sur les mères. Les travaux de Nathalie Bajos, sociodémographe, et de Michèle Ferrand, sociologue (15), montrent que la diffusion des moyens modernes de contraception a aussi eu des effets pervers : le fait que les enfants soient désirés augmente la pression exercée sur les parents – ou plutôt sur les mères, qui portent désormais la responsabilité de la procréation. En outre, dit Michèle Ferrand, « *alors que, dans les années 1970, on allait vers une certaine indifférenciation des rôles, on a vu revenir en force, dès le milieu des années 1980, les discours psychologisant sur la spécificité des mères* ».

Entre 1986 et 1999, la part des tâches domestiques effectuées par les hommes n'a connu qu'une très légère augmentation : les femmes continuent d'en assumer les deux tiers – et même 80 % pour le « noyau dur » des tâches ménagères. « *On peut tenter d'y remédier en favorisant l'égalité du temps de travail, le congé parental partagé ou l'amélioration des modes de garde, mais cela ne garantit évidemment rien* », observe Roland Pfefferkorn, professeur agrégé en sciences sociales. « *J'ai toujours dit que cette situation pouvait durer encore deux mille ans*, affirme, désabusée, Christine Delphy, la première à s'être penchée sur l'enjeu du travail domestique (16). *Il n'y a aucun ressort interne pour la faire changer.* »

Les mères continuent de faire face, dans une même journée, à un nombre et une variété de sollicitations sans rapport avec ceux qu'affrontent leurs compagnons. Quand elles « y arrivent », elles s'en vantent haut et fort, se posant en modèle d'accomplissement ; les autres sont renvoyées à un sentiment d'inadéquation individuelle. « *Dans les années 1970, le fait de militer ensemble et de partager ses expériences permettait une prise de conscience politique*, remarque Séverine Auffret. *Or, aujourd'hui, quand on est féministe, c'est le plus souvent à travers une réflexion personnelle.* »

Sur le plan professionnel, l'arrivée d'un enfant valorise le père, qui acquiert le rôle de chef de famille, et pénalise la mère. En cas de séparation, celle-ci se retrouve en position de faiblesse sur le marché de l'emploi, tout en devant en général assumer la charge à la fois financière et matérielle des enfants. Selon l'Observatoire des inégalités, « *avant transferts sociaux, 41,7 % des familles monoparentales, essentiellement des femmes avec enfants, disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté* ». En matière d'exposition au chômage comme à la pauvreté laborieuse, être une femme constitue un facteur aggravant – plus encore si on est issue de l'immigration ou étrangère (17).

« *Le SDF, le RMiste, le chiffonnier : voilà que ces trois-là, incarnations de la pauvreté hexagonale, ont changé de sexe... dans une terrifiante discrétion* », écrit Véronique Mouglin dans son enquête sur la précarité au féminin (18). Une discrétion due à la fois à l'acharnement que mettent les intéressées à sauver les apparences, et à la résistance des mentalités devant une réalité dérangeante. « *Il y a les femmes qui peuvent se réjouir des acquis du féminisme, et celles pour qui ils restent lettre morte*, constate l'auteure. *Pour ces dernières, le libre choix du conjoint, par exemple, est très relatif. J'en ai rencontré beaucoup qui*

restent avec un homme violent parce que c'est cela ou la rue. Et le directeur d'un foyer d'hébergement d'urgence me disait que la meilleure réinsertion possible pour ses pensionnaires, c'était le mariage... » Les adversaires du mouvement féministe ont toujours tenté de le discréditer en qualifiant ses revendications de « bourgeoises ». Or les femmes, quelle que soit leur catégorie sociale, sont bien discriminées en tant que telles. Mais c'est une accusation à laquelle les féministes, si elles ne prennent pas à bras-le-corps la question économique, risquent de prêter sérieusement le flanc.
<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/04/CHOLLET/14649>

Une polémique entre Les Ogres de Barback et la mairie d'Oyonnax circule en ligne

Voici une petite histoire que nous venons de vivre. On peut s'autoriser à penser qu'elle est révélatrice d'un certain état d'esprit post-victoire sarkozyste", [annoncent](#) Les Ogres de Barback sur leur page My Space. Le groupe a publié en ligne, le 31 mai, un courrier reçu du maire UMP d'Oyonnax Jacques Gobet, "suite à un concert donné au centre culturel Aragon à Oyonnax [Ain] le samedi 5 mai". Le maire y dénonce un "incident au cours duquel le spectacle a servi de prétexte à une action de propagande politique dirigée contre l'un des candidats à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, et en faveur de son adversaire, Ségolène Royal".

Le maire estime "l'incident" d'autant plus inacceptable que la campagne officielle, en ce jour de veille de second tour, était close. Il souligne également que la ville, qui a payé les artistes et mis une salle à disposition, a "voté Sarkozy à plus de 60 %".

Contactée, la mairie d'Oyonnax reconnaît l'authenticité de la missive, "motivée par des plaintes de spectateurs, probablement favorables à Nicolas Sarkozy", qui se sont dits choqués de la "propagande" des Ogres de Barback.

"REBAPTISEZ" LE CENTRE, CENTRE JOHNNY HALLIDAY OU DOC GYNÉCO

En réponse, le groupe a mis en ligne le courrier, ainsi qu'une lettre moqueuse. L'échange circule depuis par e-mail. "Il n'y a eu aucun incident lors de notre représentation, écrivent les Ogres. Un passage vidéo de notre spectacle, non relayé par la moindre intervention orale des membres de notre groupe qui plus est – ce qui serait pourtant notre légitime droit d'expression –, a semble-t-il dérangé l'un(e) des élu(e)s de votre commune. Cela s'arrête là." Les Ogres de Barback estiment "profondément dommage" que le maire d'Oyonnax considère que le devoir de neutralité en fin de campagne présidentielle s'applique aux artistes, et non aux seuls "agents de l'Etat" et aux médias.

Au Conseil constitutionnel, on précise qu'"une intervention de musiciens en faveur d'un candidat à l'occasion d'un concert n'entrerait pas dans le champ de l'interdiction de propagande la veille du scrutin, dans la mesure où celui-ci a été présenté comme un événement musical". "Il en aurait été autrement si ce concert avait été organisé par un des candidats ou son parti", ajoute-t-on. Ce n'est pas le cas.

Les Ogres de Barback ironisent : "Une ville devrait, pour les dépenses qu'elle prend en charge au niveau culturel tout au moins, tenir compte, en pourcentage, de l'orientation politique de ses habitants. Il faudrait donc accueillir, à cachets équivalents, trois spectacles estampillés 'de droite' pour deux autres que vous présenteriez 'de gauche'". Après avoir conseillé au maire d'Oyonnax de rebaptiser le centre culturel Aragon du nom de Johnny Halliday ou Doc Gynéco, les Ogres de Barback promettent la mise en ligne "très prochainement" du "lien vers la vidéo diffusée sur scène, qui est à l'origine de toute cette pauvre histoire".

Le maire d'Oyonnax n'a pas pour l'instant envoyé de nouvelle lettre.

Alexandre Piquard

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-823448,36-918887@51-885801,0.html>

La Grande-Bretagne envisage la nationalité à points

La secrétaire d'Etat britannique aux Communautés Ruth Kelly et le ministre de l'Immigration Liam Byrne - qui sont un peu au Dr. Jekyll et à Mr Hyde ce que Brice Hortefeux est à Toffsy et l'herbe magique - ont proposé hier un astucieux stratagème de régulation de la population immigrée : [la nationalité à points](#).

D'après leur plan, il serait ainsi possible aux travailleurs à bas coût récemment arrivés en Angleterre de gagner le droit d'y rester, pourvu qu'ils atteignent leurs objectifs. Le bénévolat leur permettrait de gagner des points, les mauvaises actions leur en feraient perdre.

De cette manière, le travailleur immigré qui accepte, par exemple, d'aller récolter le coton pendant ses heures de loisirs aura plus de légitimité que celui qui sort ivre du pub et lâche [une grosse galette](#) sur le trottoir, ce qui donne une piètre image du Royaume-Uni.

Bien entendu, marché oblige, le barème pourra varier en fonction de la récolte de coton de l'année, du déficit de la sécurité sociale, etc. Les lecteurs de *Catch-22* apprécieront.

Toffsy [Le ministre français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et de la Pureté Raciale](#) déclare trouver l'idée séduisante : « Rejoindre un pays, c'est un geste d'amour. Le plan britannique reflète bien cette dimension : rien n'est jamais acquis. [Et puis nous avons des quotas, bordel, faut bien les tenir.](#) »

<http://bravepatrie.com/+592-La-Grande-Bretagne-envisage-la-nationalite-a-points+>

France Inter : l'Etat d'urgence (SDJ, SNJ, SNJ-CGT, Sud)

Nous publions ci-dessous un communiqué émanant de la Société des journalistes et de syndicats de France Inter (*Acrimed*)

Réunis en Assemblée générale le lundi 4 juin 2007, les journalistes de France Inter constatent la profondeur de la crise qui empoisonne les relations humaines au sein de leur rédaction.

Cette crise a pris un tour aigu à l'occasion de la préparation de la grille de rentrée.

Devant la SDJ [Société des Journalistes], puis les syndicats, le directeur Frédéric Schlesinger a reconnu le malaise, et décidé de remettre à plat l'ensemble des projets. Il a aussi endossé la responsabilité du problème en expliquant qu'il avait eu « *le tort de confier une tâche de concertation à Patrice Bertin, une mission qui n'est pas dans ses cordes* ».

L'assemblée générale prend acte de ce désaveu technique. Elle note cependant que cet aspect « technique » dissimule un problème plus lourd, et malheureusement plus constant.

Voilà des années que les journalistes de France Inter souffrent de la « gestion humaine » de celui qui est devenu leur directeur de la rédaction : autoritarisme, intimidation, harcèlement. Reporters, grands reporters, présentateurs, chefs de services, aucun échelon n'est à l'abri, l'inquiétude se double pour certains d'une véritable souffrance.

Le 6 février 2006, dès la nomination de celui qui est, depuis, devenu directeur adjoint de France Inter, un tract réclamait « une saine gestion des ressources humaines » et écrivait « *Le refus de la discussion, les excès de rigidité, la tentation de régner par la peur ne sauraient être érigés en règles de fonctionnement. Il est à souhaiter, de ce point de vue, que certains errements du passé ne revoient jamais le jour* ». Nous y sommes.

La question ne porte pas sur les qualités professionnelles de Patrice Bertin. Chacun en pense ce qu'il veut. Mais ces compétences doivent-elles encore empêcher les journalistes de France Inter de dénoncer ouvertement sa gestion des hommes et des femmes ? La réponse est non.

L'Assemblée Générale a constitué une délégation composée de représentants de l'intersyndicale SNJ, SNJ-CGT, SUD et de la SDJ. Elle demande un rendez-vous urgent au directeur de France Inter, et à la DRH. La rédaction de France Inter attend maintenant de la direction des ressources humaines qu'elle assume ses responsabilités. Elle doit trouver une solution rapide, afin que la rédaction de France Inter retrouve sa sérénité.

Le compte-rendu de ces audiences sera donné le jeudi 7 juin, à 13 heures, lors d'une seconde Assemblée générale...

<http://www.acrimed.org/article2641.html>

Découverte au Maroc d'objets de parure qui datent de 82 000 ans

RABAT, 4 juin (XINHUA) -- Des chercheurs ont récemment découvert des mollusques marins perforés de type Nassarius dans la grotte des Pigeons à Taforalt, dans l'est du Maroc, qui datent de 82 000 ans.

Ces mollusques sont considérés comme les plus anciens objets de parure au monde, a déclaré lundi le ministère marocain de la Culture dans un communiqué, précisant que ces objets indiquent que les humains ont utilisé des symboles en Afrique, 40 000 ans avant l'Europe.

Une telle découverte permet de clore le débat sur l'origine africaine des objets de parure et place l'Afrique du Nord et notamment le Maroc, comme l'un des plus anciens centres de diffusion des premiers objets de parure au monde, selon la même source.

Cette découverte, publiée par l'Académie des Sciences aux Etats-Unis, confirme, par l'emploi de quatre méthodes de datations différentes, l'âge de 82 000 ans de ces objets de parure et dont certains ont été couverts par de l'ocre rouge. Cette date classe la parure de la grotte des Pigeons à Taforalt comme plus ancienne que ce qui a été découvert auparavant en Algérie, en Afrique du Sud et en Palestine.

http://www.french.xinhuanet.com/french/2007-06/05/content_437777.htm

Les Etats-Unis proposent à l'OMC un durcissement des règles sur les subventions

WASHINGTON, 4 juin (XINHUA) -- Les Etats-Unis ont soumis lundi un document à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) proposant des règles encore plus dures contre les subventions perturbant le commerce.

"Il est temps de franchir le prochain cap dans la mise en place de mesures plus fortes, à l'OMC, pour mettre un terme au recours aux subventions industrielles", a estimé la représentante américaine au Commerce Susan Schwab.

"Les subventions que nous voulons faire interdire maintiennent des capacités de production inefficaces dans des secteurs allant de l'acier aux semi-conducteurs. Un durcissement des règles pour ce type de subventions aurait des effets sur des pratiques nuisibles au commerce et souvent injustes de nombre de nos partenaires commerciaux", a-t-elle ajouté.

Ces négociations se déroulent dans le cadre du cycle de Doha, selon un communiqué publié le bureau du représentant américain au Commerce.

La proposition américaine souhaite interdire les cinq types de subventions suivants si ces subventions sont "spécifiques" c'est-à-dire versées uniquement à une entreprise particulière ou à un secteur particulier et profitent à un produit exporté ou concurrençant des importations :

- Couverture des pertes de fonctionnement;
- Oubli d'une dette envers le gouvernement;
- Prêt à des entreprises "qui n'en valent pas la peine";
- Investissements en capitaux dans des entreprises "qui n'en valent pas la peine";
- Autre financement, par exemple fondé sur des royalties, non disponible commercialement.

Le gouvernement américain propose également des procédures de transparence additionnelles pour l'OMC applicables aux entreprises publiques et aux subventions gouvernementales accordées à ces entreprises, précise le communiqué.

Les nouvelles règles sur les subventions ne devraient néanmoins pas être applicables à l'agriculture, alors que les pays en développement demandent aux Etats-Unis et à l'Union européenne des coupes plus sèches dans les subventions agricoles pour sortir de l'impasse les négociations commerciales internationales.

http://www.french.xinhuanet.com/french/2007-06/05/content_437732.htm

Washington envisage de fournir de l'aide supplémentaire à Beyrouth

WASHINGTON, 4 juin (XINHUA) -- Les Etats-Unis pourraient fournir de l'aide militaire supplémentaire au Liban dans sa lutte contre les activistes, a affirmé lundi le conseiller de la sécurité nationale des Etats-Unis, Stephen Hadley.

"Certaines dispositions sont en considération, dont nous discutons actuellement avec les forces libanaises", a précisé M. Hadley, qui accompagne le président américain George W. Bush dans son voyage en Europe.

Les Etats-Unis ont accordé au Liban une aide militaire d'une valeur d'environ 40 millions de dollars au cours de l'année passée.

Washington a exprimé son soutien à l'armée libanaise dans sa lutte contre les activistes islamiques, qui se réfugient dans un camp de réfugiés palestiniens dans le nord du Liban.

Les troupes du gouvernement libanais combattent depuis des semaines les membres du Fatah al-Islam dans le camp de réfugiés Nahr el-Bared dans la ville libanaise de Tripoli (nord). Les conflits ont coûté la vie à au moins 112 personnes, dont 35 soldats libanais.

http://www.french.xinhuanet.com/french/2007-06/05/content_437731.htm

Sarkozy promet d'être "franc" dans sa première rencontre avec Poutine

PARIS, 4 juin (XINHUA) -- Le président français Nicolas Sarkozy a déclaré lundi qu'il serait "franc" dans sa première rencontre avec son homologue russe Vladimir Poutine, qui aura lieu prochainement en marge du sommet du G-8.

Interrogé sur les récentes déclarations de son homologue russe concernant des cibles en Europe pour répondre au bouclier antimissile américain qui serait déployé en Europe de l'Est, lors d'un point de presse conjoint avec le Premier ministre portugais Jose Socrates, en visite en France, M. Sarkozy a répondu que durant son entretien avec le président Poutine, il l'écouterait "avec attention".

"Il (Poutine) a appelé à un dialogue confiant et franc, il sera, de ma part, franc", a déclaré le président français.

M. Poutine, dans une interview accordée aux médias européens à la veille du sommet du G-8, a avancé des "mesures de réciprocité" pour faire face au projet américain d'installer en Pologne et en République tchèque des systèmes antimissiles.

"Nous ne sommes pas ceux qui auront entamé une course aux armements en Europe. Mais peut-être veut-on nous pousser à prendre des mesures de réciprocité pour empêcher un rapprochement entre la Russie et l'Europe", a déclaré le président russe.

http://www.french.xinhuanet.com/french/2007-06/05/content_437589.htm

Les Palestiniens marquent le 40ème anniversaire de l'occupation israélienne

RAMALLAH (AFP)

Les Palestiniens marquaient mardi par une série de manifestations le 40ème anniversaire de la conquête israélienne des territoires palestiniens, au moment où un de leurs leaders détenus a appelé à lancer "une vaste campagne populaire" contre l'occupation.

Les manifestations, auxquelles doivent aussi participer des militants israéliens et étrangers, s'étaleront du 5 au 10 juin, les six jours qu'il avait fallu à l'armée israélienne en 1967 pour occuper la Cisjordanie, y compris Jérusalem-est, la bande de Gaza, le Golan syrien et le Sinaï égyptien.

Chez les Palestiniens, la principale manifestation est prévue en milieu de journée à Ramallah, en Cisjordanie, où des centaines de personnes ont commencé à se rassembler. Les sirènes retentiront à 09H00 GMT et une minute de silence sera observée.

A Naplouse, plus au nord, des dizaines de Palestiniens scandant des slogans contre l'occupation ont participé à une marche qui s'est dirigée vers le barrage militaire israélien de Hawara, un des symboles de l'occupation au sud de la ville.

Organisés par des associations pacifistes israéliennes, deux rassemblements doivent avoir lieu simultanément mardi après-midi, le premier à Tel-Aviv et le second dans le quartier palestinien d'Anata à Jérusalem-est.

A Tel-Aviv, des manifestants doivent mettre en scène un barrage militaire israélien pour sensibiliser le public israélien aux restrictions souvent humiliantes subies par les Palestiniens aux plus de 500 points de contrôle établis par l'armée israélienne en Cisjordanie.

Dans un communiqué diffusé par un groupe militant pour sa libération, un influent leader palestinien détenu depuis 2002, Marwan Barghouti, a préconisé "le lancement de la plus vaste campagne populaire possible contre le mur (érigé par Israël en Cisjordanie), la colonisation, la judaïsation de Jérusalem, le blocus et les barrages".

Affirmant que l'occupation israélienne des territoires est la plus abominable et la plus longue dans l'Histoire moderne", il a assuré que sa fin était "inévitabile". "C'est l'unique option pour ouvrir la voie à la paix au Proche-Orient", a-t-il dit.

Selon lui, "tout projet, accord ou initiative qui ne garantit pas la fin de l'occupation et de la colonisation et ne donne pas à notre peuple une réelle chance d'établir un Etat indépendant et souverain avec Jérusalem comme capitale, resteront vains".

A Jérusalem-est, la police israélienne a interdit une conférence palestinienne qui devait s'y tenir à l'occasion du 40ème anniversaire de l'occupation, ont indiqué les organisateurs.

La conférence, intitulée "Jérusalem, la capitale de l'Etat palestinien, comment transformer le slogan en réalité", devait se tenir dans un grand hôtel de Jérusalem-est à l'initiative de la "Coalition civique pour la défense des droits palestiniens à Jérusalem".

Des dignitaires religieux, des responsables palestiniens et des représentants de la société civile devaient intervenir lors de la conférence.

Après avoir notifié les organisateurs dès lundi soir de l'interdiction de la conférence, la police israélienne s'est déployée mardi matin aux abords de l'hôtel pour s'assurer qu'elle n'aurait pas lieu.

Le porte-parole de la police israélienne Micky Rosenfeld a confirmé que la conférence a été interdite "sur ordre du ministre de la Sécurité intérieure Avi Dichter" car elle était "liée à l'Autorité palestinienne".

Le groupe israélien anti-colonisation la Paix Maintenant a pour sa part choisi de manifester dans la ville palestinienne de Hébron, au coeur de laquelle sont installés quelque 600 colons juifs des plus extrémistes.

Le principal rassemblement contre l'occupation côté israélien doit avoir à lieu samedi à Tel-Aviv, coïncidant avec une série de manifestations prévues dans des dizaine de villes dans le monde, le 9 juin ayant été proclamée "Journée internationale de protestation contre l'occupation israélienne".

<http://www.tv5.org/TV5Site/info/article->

[Les Palestiniens marquent le 40eme anniversaire de l'occupation israelienne.htm?idrub=2&xml=070605084443.k9mhuk7x.xml](http://www.tv5.org/TV5Site/info/article-)

Il y a 40 ans...cet « État promis »

Raja Chemayel

Il y a 40 ans

Israël était appelé la Terre volée

Et la Cisjordanie était dominée par la Jordanie.

Aujourd'hui la Cisjordanie est dite occupée

et Israël est dit Israël à proprement parler...

Les Hauteurs du Golan étaient des hauteurs naturellement syriennes

et aujourd'hui le Golan produit des « vins d'Israël »

Jérusalem était multiconfessionnelle,

et y régnait un roi musulman qui reconnaissait Jésus et Moïse.

Aujourd'hui Jérusalem est la patrie de la mafia russe

et des Éthiopiens "sémites-noirs-africains"

Aucun d'eux ne connaît ni Jésus ni Mohamed.... !!

Il y a 40 ans

Israël n'avait que 19 ans

et les Cananéens y étaient déjà

Plus anciens que l'histoire !! plus vieux qu'Abraham !!

Il y a 40 ans

La Palestine était soit pillée par les sionistes

soit dominée par les Hachémites

ou tout simplement faite de réfugiés qui attendaient de pouvoir rentrer chez eux.

Il y a 40 ans

Le monde s'entendit dire qu'Israël avait été

"envahi par 200 millions d'Arabes"

Aujourd'hui nous savons qui a envahi qui

Et qui a perdu avant le petit déjeuner 95% de ses avions

restés cloués au sol. Ils n'ont jamais décollé.

Il y a 40 ans

Les armées arabes combattaient avec des armes

datant de la seconde guerre Mondiale
alors qu'Israël avait un matériel meilleur
que celui de tout autre pays de l'OTAN.
40 ans plus tard Israël conserve toujours **tous**
les avantages technologiques.

Il y a 40 ans

L'Irak demanda la permission de se joindre à la guerre mais se le vit refuser
Le Liban n'a demandé aucune permission et n'a pas tiré une seule balle.

Il y a 40 ans

Je jouais de la guitare basse dans un groupe pop
et je chantais " **I can get no....Satisfaction**"
aujourd'hui je n'ai toujours pas trouvé de satisfaction
et j'ai perdu ma guitare...

Il y a 40 ans

Israël a volé 200% de ce qui est censé être "Israël"
et aujourd'hui ils pourraient en rendre la **moitié**
comme prix de la paix.....
gardant en conséquence 100% de la Palestine.

40 ans plus tard

Israël a invité et importé plus de nouveaux émigrants juifs
qu'il n'y a de réfugiés palestiniens expulsés en 1948.

40 ans plus tard

plus d'Israéliens ont quitté leur soi-disant Terre promise
pour chercher un autre avenir en dehors de cette terre volée.
Avec un nouveau passeport et un pseudo identité nationale
utilisant l'État sioniste comme un simple **« passeport de convenance »**

40 ans d'occupation

et de résolutions de l'ONU jamais appliqués ni mises en oeuvre
ni respectées ni valables ni applicables ni exécutées...

Il y a 40 ans une résolution de l'ONU a demandé à Israël de
se retirer de Cisjordanie et de Jérusalem...

Il y a 40 ans

L'Égypte était encore un pays arabe
La Libye avait des bases de l'armée US sur son sol
L'Algérie n'avait que 5 ans
Les Émirats et Oman étaient britanniques
L'Iran était un ranch des Pahlavi
La Jordanie était un ranch hachémite (et l'est toujours)
Le baril de pétrole arabe était à 7 dollars.

Il y a 40 ans

mes camarades d'université allemande me demandaient
"pourquoi le Yémen et le Maroc avaient envahi Israël??"..... en 1967.

Il me fallait leur expliquer que le Yémen et Israël
n'ont pas de frontières communes !!

D'ici 40 ans...je ne serai pas là
et cet État promis non plus, je l'espère !!

Raja Ibrahim Khalil Chemayel

5 juin 2007

PS:

Ci-dessous une photo du 4 Juin 1967

un jour avant...le 5 Juin 1967

Le garçon au micro, c'est moi...

De: raja.chemayel

À: fourtyears@go.lb

Traduit de l'anglais par Fausto Giudice, membre de **Tlaxcala**, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.

URL de cet article : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=2909&lg=fr>

http://www.alterinfo.net/Il-y-a-40-ans-cet-etat-promis-_a9046.html

Sarkozy reprend « le flambeau du combat » d'Al Gore

Cinq jours avant le début du G8 en Allemagne, Al Gore a pris son téléphone pour féliciter Nicolas Sarkozy d'être parvenu à la présidence et surtout pour s'assurer, comme convenu lors de leur rencontre du mois de décembre, que le locataire de l'Élysée promeuve son escroquerie du réchauffement climatique. D'après son porte-parole, Nicolas Sarkozy a affirmé sa volonté de « reprendre le flambeau du combat que Gore a lancé ». Rappelons qu'Al Gore est connu à la City de Londres pour la gestion exemplaire de son Hedge Fund (fond exclusivement spéculatif) consacré au marché d'échange des droits d'émissions de carbone. Son film « Une vérité qui dérange », ainsi que sa popularité auprès du grand public assure la pérennité de ce marché hautement spéculatif et en pleine croissance.

Nicolas Sarkozy a aussi assuré son soutien à l'ami français d'Al Gore, Yann Arthus-Bertrand, qui avait organisé la tournée de Gore à Paris en octobre 2006. Dans la continuité du gouvernement Villepin qui avait officiellement aidé la promotion du film d'Al Gore, notamment auprès des lycéens, Nicolas Sarkozy s'est engagé à soutenir fortement le film de d'Arthus-Bertrand, « Boomerang », après s'être dit enthousiasmé par le projet qu'il trouve « formidable ». Arthus-Bertrand travaille déjà en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, puisqu'il fait des expositions dans toutes les écoles primaires de France, et y apprend aux enfants que, comme la puce de son rat, le petit enfant et sa mère font parti de la biodiversité.

Alors que depuis son accession à la présidence, Nicolas Sarkozy s'est efforcé de réaligner la diplomatie française avec la stratégie anglo-américaine de conflit permanent, il s'efforce également, vite, et cette fois-ci dans la continuité de Jacques Chirac, de participer à la campagne de propagande du réchauffement climatique ; un nécessaire préalable pour faire accepter les politiques de dépopulation défendu par Al Gore et ses sponsors financiers.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651406

Le Président russe met en garde contre une escalade vers un conflit nucléaire

(LPAC) Dans une interview à paraître cette semaine dans le magazine allemand Der Spiegel, Vladimir Poutine avertit du danger de guerre provoqué par la politique de défense anti-missile des Etats-Unis aux frontières de la Russie. Cette interview est publiée au moment même où l'Allemagne accueille le sommet annuel du G8, qui rassemble la Russie, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni dans un contexte de forte tension internationale.

Poutine a prévenu que « l'équilibre stratégique était perturbé » par la volonté américaine d'installer des missiles anti-missiles et leurs radars en Pologne et en Tchéquie. « Ils veulent créer un système de défense contre quelque chose qui n'existe pas », mais la Russie ne peut laisser de telles menaces sans réponse et le président Poutine prévient que cette politique de l'administration américaine « accroît la menace d'un conflit nucléaire ».

Cette déclaration montre à quel point les cercles politiques américains et européens ne peuvent plus ignorer les mises en garde de Lyndon LaRouche : sans un changement fondamental des relations entre les quatre grandes puissances - Etats-Unis, Russie, Chine et Inde - le monde continuera à glisser vers une troisième guerre mondiale.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651409

Le président équatorien avertit l'oligarchie : vous ne nous vaincrez pas !

(LPAC) Le 27 mai, lors d'une conférence qui s'est tenue dans la province de Los Rios, le président équatorien Rafael Correa a fait état des menaces de mort constantes dont il est la cible et du fait que certaines personnes veulent « lui trouer la peau ». Il a cependant réaffirmé que le peuple et le gouvernement « resteraient unis contre l'oligarchie » qui s'oppose à son projet pour le pays. « La mère patrie nous appartient à tous », a-t-il dit.

Deux jours plus tôt, Correa avait averti qu'une conspiration se tramait contre son gouvernement, faisant écho aux avertissements lancés par l'ancien président Abdala Bucaram, le 25 mai dernier, à l'agence de presse Gamavision. Les menaces de déstabilisation et d'assassinat contre Correa s'expliquent par le rôle décisif qu'il joue aux côtés du président argentin Nestor Kirchner, entre autres, dans la mise en place de la Banque du Sud. De plus, sa volonté affichée de rétablir la souveraineté nationale et de défendre le principe de bien commun pour la population rendent les milieux oligarchiques équatoriens totalement hystériques. Ce sont d'ailleurs ces milieux qui animent la « chasse aux sorcières » menée contre le ministre des Finances Ricardo Patino, un des plus proches alliés de Correa, qu'ils accusent de corruption dans la gestion des obligations sur la dette globale.

Dans ses déclarations du 25 mai, Correa a répondu de façon très claire à ces menaces. « (Je ne dis pas) ceci par arrogance ou par vanité. Ceux qui nous attaquent ne comprennent pas (...) que dans notre vocabulaire, le mot subordination n'existe pas (...) Aucune conspiration ne pourra vaincre la volonté indomptable des hommes et des femmes de ce pays (...) Aucune conspiration ne pourra vaincre ce peuple qui marche fièrement vers la liberté. Au contraire, le gouvernement de cette révolution citoyenne saura comment se battre avec ces ennemis de l'histoire. »

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651411

Le bruit des bottes à Gaza

Pas de répit aux raids contre la bande de Gaza ! Voilà le mot d'ordre d'Olmert ! C'est ce qu'a affirmé le Premier ministre du régime sioniste, à l'ouverture de la séance hebdomadaire de son cabinet. Tel-Aviv continuera de frapper sans arrêt la bande de Gaza et la Cisjordanie et n'a nullement l'intention de les cesser. Dans ce paysage atomisé, le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, Hamas, en tant que leadership du gouvernement, a demandé au peuple de rester toujours soudé et de résister en bloc face à l'Occupant. « Si l'échec caractérisait une étape désormais d'antan, l'étape suivante se fait sous le signe de la Résistance et la Vigilance », précise le mouvement dans

une déclaration émise à l'occasion du 40ème anniversaire de la Guerre de Juin et l'occupation de la bande de Gaza et d'autres territoires palestiniens. L'incursion militaire à Gaza sert au Premier ministre israélien une porte de sortie de la crise politique que traverse son gouvernement, après notamment le rapport très embarrassant de la Commission Vinograd. C'est donc un Ehud Olmert avec une cote de popularité en berne, un chef de Kadima bien embarrassé qui lance son « Avanti » contre les territoires palestiniens pour détourner l'opinion publique israélienne qui exige le départ d'Olmert de ses acolytes. Et c'est Gaza, symbole de la Résistance qui devra payer les défaites en cascade des va-t-en guerre de Tel-Aviv, qui a fait du maximalisme et de l'expansionnisme son credo permanent, d'autant que le nouvel aventurisme du régime sioniste fait monter d'un cran la tension dans un Moyen-Orient déjà tendu sous l'impulsion du bellicisme américain. Depuis 2005, date du retrait du régime sioniste de la bande de Gaza, après 37 ans d'occupation, cette région a été la cible de l'armée israélienne qui n'a cessé de l'attaquer aussi par air et terre que la mer. C'est justement dans un tel contexte que l'appel à la résistance ferme lancé par les dirigeants du Hamas justifie encore une fois cette idée que seule la Résistance sera à même de réhabiliter les droits bafoués du peuple palestinien.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651426

Manifs anti-américaines à Prague

Les opposants au bouclier antimissile américain ont manifesté lundi après-midi à Prague contre la venue du président américain George W. Bush qui a prévu une brève étape tchèque avant le Sommet du G8, organisé à partir de mercredi en Allemagne. Défiant les mesures de sécurité, plusieurs centaines de manifestants ont organisé un rassemblement à proximité du siège de la présidence tchèque et de l'Ambassade des Etats-Unis, manière de dénoncer également l'installation sur le sol tchèque du système de bouclier anti-missile américain. Des entretiens sont prévus mardi matin entre le président américain, son homologue tchèque et le Premier ministre.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651444

Le CE présente un second rapport sur les prisons secrètes de la CIA

La publication d'un 2ème rapport du Conseil de l'Europe (CE) sur les prisons secrètes de la CIA, révélera une autre facette de la politique inhumaine que pratique Washington dans le monde. " Le Conseil de l'Europe rendra public son 2ème rapport vendredi ", a annoncé lundi le bureau du Conseil dans un communiqué repris par l'IRNA. Le rapporteur du CE, Dick Marty a déclaré que son rapport concernait les arrestations illégales des suspects du terrorisme dans les pays membres. Le premier rapport du genre concernait, rappelle-t-on, les transferts illégaux de détenus des prisons secrètes de la CIA vers Guantanamo. Sachez que cette affaire avait pour la 1ère fois, été révélée en novembre 2005 par le "Washington Post".

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651446

Le déploiement de systèmes d'ABM en Europe nuit à la stabilité dans la région (ministère chinois des Affaires étrangères)

La Chine estime que la mise en oeuvre des plans de déploiement de systèmes de défense antimissile (ABM) en Europe de l'Est peut entraîner la prolifération des armements, lit-on dans le communiqué publié mardi par le Département de l'information du ministère des Affaires étrangères de Chine.

"La Chine estime que les systèmes de défense antimissile exercent une influence négative sur l'équilibre stratégique et la stabilité, qu'ils ne contribuent pas à la confiance mutuelle entre les grandes puissances et à la stabilité régionale, qu'ils peuvent engendrer une nouvelle course aux armements", indique le bref communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Les projets des Etats-Unis de déploiement de systèmes d'ABM en Europe de l'Est ont retenu attention, de nombreux pays ont exprimé leur inquiétude profonde", souligne le ministère chinois des Affaires étrangères.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651449

La Bourse du pétrole pourrait être lancée en Russie dès le 1er août prochain (responsable)

La Bourse du pétrole pourrait être lancée en Russie dès le 1er août prochain, a annoncé mardi un vice-ministre russe du Développement économique et du Commerce lors d'une conférence de presse à RIA Novosti.

L'arrêté du gouvernement sur la création de la bourse devra être signé avant le début du Forum économique de Saint-Petersbourg (qui s'ouvre le 8 juin), selon lui.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651451

Le Venezuela accuse les Etats-Unis de vouloir déstabiliser la situation dans le pays

Au cours de la 37e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA), le ministre des Affaires étrangères du Venezuela Nicolas Maduro a accusé les Etats-Unis de chercher à déstabiliser la situation dans le pays.

La raison en est la décision prise par la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice d'envoyer d'urgence le Secrétaire général de l'OEA à Caracas pour vérifier sur place comment est respectée la liberté de la parole au Venezuela.

Le Secrétaire général de l'OEA doit se rendre d'urgence au Venezuela et y mener les consultations avec toutes les parties intéressées sur le retrait de la licence à la chaîne de télévision privée RCTV, a déclaré Condoleezza Rice à la session de l'Assemblée générale de l'OEA.

Les paroles de la Secrétaire d'Etat américaine ont suscité une réaction très négative de la délégation vénézuélienne. "Nous considérons la déclaration des Etats-Unis comme interventionniste et inacceptable pour nous", a déclaré le ministre des Affaires étrangères du Venezuela.

Selon lui, "il existe un nouveau plan de déstabilisation de la situation dans le pays, derrière lequel se tiennent les Etats-Unis".

Le 27 mai, les émissions de la chaîne de télévision d'opposition RCTV ont été interdites sur décision du président vénézuélien Hugo Chavez. Selon les autorités, cette chaîne de télévision a été fermée, car ses émissions étaient, pour l'essentiel, divertissantes et "faisaient l'apologie de la mesquinerie, de la violence, de la haine, du racisme, du sexe, du mépris des femmes et des enfants, ainsi que de l'homosexualité".

A présent, la chaîne d'Etat Tves émet sur la fréquence de la chaîne RCTV. La nouvelle chaîne de télévision publique vise l'éducation socialiste du peuple.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651458

Bouclier antimissile américain: négociations de George Bush en République tchèque

Le président américain, George Bush, examinera mardi avec les dirigeants tchèques le projet de déploiement d'éléments du bouclier antimissile américain en République tchèque, selon des sources officielles.

Outre la défense antimissile, les entretiens porteront sur l'abolition par les Etats-Unis des visas pour les ressortissants tchèques.

La partie officielle de la visite commencera par la cérémonie d'accueil de George Bush dans la résidence du président tchèque.

Par la suite, le leader américain devra rencontrer le président du Parti social-démocrate tchèque, Jiri Paroubek, pour se pencher également sur le projet d'installation d'un radar antimissile dans le pays, réprouvé par les social-démocrates.

George Bush devra ensuite intervenir lors d'une conférence sur la démocratie et la sécurité, avant de se rendre en Allemagne pour participer au sommet du G8.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651459

Les militaires russes réagiront au déploiement de l'ABM américain en privilégiant la défense du pays (Sergueï Lavrov)

En réponse au déploiement du bouclier antimissile américain (ABM) en Europe, les militaires russes réagiront en fonction des intérêts de la défense du pays, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Toutes nos actions actuelles et à venir seront conformes à nos obligations, celles des dirigeants russes, à savoir tout faire pour soustraire la Russie à des menaces supplémentaires. Les militaires prendront leurs décisions en fonction de situation pour assurer la capacité défensive du pays", a déclaré le ministre.

Selon lui, les militaires prendront des mesures en réponse au déploiement du bouclier antimissile "en partant de la nécessité de trouver des réponses optimales, peu onéreuses".

Le président Vladimir Poutine a déclaré dans une interview accordée aux journalistes des médias des pays du G8 que la Russie ne se laisserait pas entraîner dans la course aux armements qui lui est imposée. Selon Vladimir Poutine, la Russie ne répondra pas de cette façon, elle répondra par d'autres méthodes et moyens, non moins efficaces. Cela s'appelle une "réponse asymétrique", a précisé le président russe.

Selon lui, les Etats-Unis créent un immense système de défense antimissile onéreux qui coûtera plusieurs dizaines de milliards de dollars. La Russie créera des systèmes bien moins onéreux, mais suffisamment efficaces pour contrer ce système de défense antimissile. Nous maintiendrons ainsi l'équilibre des forces dans le monde, a souligné le président russe.

Washington a pris unilatéralement la décision de déployer des éléments de la défense antimissile en Europe sans consulter la Russie, pas plus que ses partenaires européens de l'OTAN, a fait remarquer Vladimir Poutine.

Les propositions des Etats-Unis de coopérer dans le domaine de la défense antimissile se sont réduites, pour l'instant, à l'octroi par la Russie de missiles en qualité de cibles pour les entraînements, a indiqué Vladimir Poutine.

Le président russe a également déclaré que les missiles russes auraient de nouvelles cibles en Europe, si une partie du potentiel nucléaire stratégique des Etats-Unis faisait son apparition sur le continent européen en présentant une menace pour la Russie.

Si l'équilibre stratégique dans le monde est définitivement rompu, ce sera une catastrophe non seulement pour la Russie, mais aussi pour le monde entier, a également déclaré le président russe.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651660

Quelles nouvelles cibles en Europe pour les missiles russes? (Vremia Novostei)

La nouvelle course aux armements, pour l'instant verbale, s'accélère. Préoccupé par le tour que prennent les événements, l'administration russe passe du langage politique au langage militaire, et l'interview que Vladimir Poutine a accordée aux journalistes étrangers en prévision du sommet du G8 en fournit une nouvelle preuve. Le président russe a été d'une franchise extrême: si les Etats-Unis installent une partie de leur potentiel stratégique nucléaire en Europe, la Russie sera amenée à "définir de nouvelles cibles". Les moyens de neutralisation seront variés: des missiles balistiques, des missiles de croisière ou des "systèmes d'armes tout à fait nouveaux". De quelles cibles et de quels systèmes d'armes pourrait-il s'agir? Le quotidien Vremia Novostei a posé cette question à plusieurs spécialistes russes de renom. Pour le général Vassili Lata, professeur à l'Académie militaire auprès de l'Etat-major général des forces armées russes, il ne fait pas de doutes que le chef de l'Etat entendait les missiles intercepteurs en silos et le radar qui doivent être installés respectivement en Pologne et en République tchèque, ainsi que les nouvelles bases militaires en Bulgarie et en Roumanie. Les moyens de neutralisation potentiels seront des batteries de missiles de théâtre Iskander-M transférées dans l'enclave russe de Kaliningrad ou éventuellement dans le sud de la Biélorussie, à 250-300 km du site américain en Pologne, soit à portée de l'Iskander-M, surtout lorsqu'elle sera équipée de missiles de croisière S-500 nouvellement testés. Toutefois, il pourrait s'agir également de la réorientation de missiles stratégiques nucléaires ou de l'introduction dans leur mémoire de nouveaux itinéraires de vol.

Les missiles balistiques intercontinentaux ont ce qu'on appelle une "zone morte", a précisé le général Vladimir Belouos, spécialiste des armements stratégiques. Normalement, la "zone morte" représente un tiers de la trajectoire de vol. C'est pourquoi les sites européens pourraient potentiellement se retrouver dans la ligne de mire des missiles stationnés entre la Volga et l'Oural. Selon le général Belouos, le déploiement du bouclier antimissile en Europe est l'un des concepts réanimés de l'Initiative de défense stratégique (IDS), plus concrètement le concept n°5 qui prévoit l'interception des missiles balistiques intercontinentaux russes dans leur phase de propulsion, la plus vulnérable. L'important, aujourd'hui, est de faire savoir aux pays qui s'apprêtent à accueillir sur leur sol des bases militaires de l'OTAN et des Etats-Unis qu'ils s'attirent toutes les foudres.

Les interlocuteurs du quotidien s'abstiennent de commenter les propos du président selon lesquels "il pourrait s'agir de systèmes d'armes tout à fait nouveaux": cela implique trop de responsabilités, et le cercle des "nouveaux systèmes" est assez vaste.

Cet article est tiré de la presse et n'a rien à voir avec la rédaction de RIA Novosti.

http://www.alterinfo.net/index.php?action=breve&id_article=651664

Le déploiement de systèmes d'ABM en Europe nuit à la stabilité dans la région (ministère chinois des Affaires étrangères)

PEKIN, 5 juin - RIA Novosti. La Chine estime que la mise en oeuvre des plans de déploiement de systèmes de défense antimissile (ABM) en Europe de l'Est peut entraîner la prolifération des armements, lit-on dans le communiqué publié mardi par le Département de l'information du ministère des Affaires étrangères de Chine.

"La Chine estime que les systèmes de défense antimissile exercent une influence négative sur l'équilibre stratégique et la stabilité, qu'ils ne contribuent pas à la confiance mutuelle entre les grandes puissances et à la stabilité régionale, qu'ils peuvent engendrer une nouvelle course aux armements", indique le bref communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Les projets des Etats-Unis de déploiement de systèmes d'ABM en Europe de l'Est ont retenu attention, de nombreux pays ont exprimé leur inquiétude profonde", souligne le ministère chinois des Affaires étrangères.

<http://fr.rian.ru/world/20070605/66673909.html>

Les militaires russes réagiront au déploiement de l'ABM américain en privilégiant la défense du pays (Sergueï Lavrov)

SEOUL, 5 juin - RIA Novosti. En réponse au déploiement du bouclier antimissile américain (ABM) en Europe, les militaires russes réagiront en fonction des intérêts de la défense du pays, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Toutes nos actions actuelles et à venir seront conformes à nos obligations, celles des dirigeants russes, à savoir tout faire pour soustraire la Russie à des menaces supplémentaires. Les militaires prendront leurs décisions en fonction de situation pour assurer la capacité défensive du pays", a déclaré le ministre.

Selon lui, les militaires prendront des mesures en réponse au déploiement du bouclier antimissile "en partant de la nécessité de trouver des réponses optimales, peu onéreuses".

Le président Vladimir Poutine a déclaré dans une interview accordée aux journalistes des médias des pays du G8 que la Russie ne se laisserait pas entraîner dans la course aux armements qui lui est imposée. Selon Vladimir Poutine, la Russie ne répondra pas de cette façon, elle répondra par d'autres méthodes et moyens, non moins efficaces. Cela s'appelle une "réponse asymétrique", a précisé le président russe.

Selon lui, les Etats-Unis créent un immense système de défense antimissile onéreux qui coûtera plusieurs dizaines de milliards de dollars. La Russie créera des systèmes bien moins onéreux, mais suffisamment efficaces pour contrer ce système de défense antimissile. Nous maintiendrons ainsi l'équilibre des forces dans le monde, a souligné le président russe.

Washington a pris unilatéralement la décision de déployer des éléments de la défense antimissile en Europe sans consulter la Russie, pas plus que ses partenaires européens de l'OTAN, a fait remarquer Vladimir Poutine. Les propositions des Etats-Unis de coopérer dans le domaine de la défense antimissile se sont réduites, pour l'instant, à l'octroi par la Russie de missiles en qualité de cibles pour les entraînements, a indiqué Vladimir Poutine. Le président russe a également déclaré que les missiles russes auraient de nouvelles cibles en Europe, si une partie du potentiel nucléaire stratégique des Etats-Unis faisait son apparition sur le continent européen en présentant une menace pour la Russie.

Si l'équilibre stratégique dans le monde est définitivement rompu, ce sera une catastrophe non seulement pour la Russie, mais aussi pour le monde entier, a également déclaré le président russe.

<http://fr.rian.ru/russia/20070605/66686154.html>

La Russie présentera au Bourget son nouveau chasseur MiG-29M OVT

MOSCOU, 5 juin - RIA Novosti. La Russie exposera au Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget son nouveau chasseur MiG-29M OVT à poussée vectorielle, a annoncé mardi un porte-parole de l'agence d'exportation d'armements russes Rosoboronexport.

"Le pavillon russe abritera un chasseur léger MiG-29M OVT à poussée vectorielle, un chasseur MiG-29 SMT, un chasseur embarqué MiG-29K, un chasseur-intercepteur MiG-31E et trois avions-écoles MiG-29UB, MiG-29KUB (embarqué) et MiG-AT", a précisé le représentant de Rosoboronexport.

Le MiG-29M OVT sera également présenté en vol. Il doit effectuer plusieurs acrobaties sans équivalent rendues possibles grâce à la manoeuvrabilité exceptionnelle de l'appareil, autrement dit à sa capacité de voler à des vitesses minimales proches de zéro sans limitations en termes d'angle d'attaque.

Le MiG-29M OVT, dérivé du chasseur MiG-29M, est un laboratoire volant qui sert à tester le moteur RD-33 équipé d'une tuyère à poussée vectorielle orientable à 360° et à étudier l'impact de cette dernière sur les capacités de pilotage et tactiques du chasseur. La tuyère à poussée vectorielle orientable à 360° a été conçue pour les chasseurs de la famille MiG-29M par l'usine Klimov de Saint-Petersbourg.

Le Salon international de l'aéronautique et de l'espace, l'une des manifestations les plus prestigieuses du secteur, se déroulera du 18 au 24 juin 2007 au Bourget, dans la banlieue de Paris.

<http://fr.rian.ru/russia/20070605/66691475.html>

L'Azerbaïdjan dispose de 1.500 milliards de mètres cubes de gaz

BAKOU, 5 juin - RIA Novosti. Les réserves de gaz de l'Azerbaïdjan s'élèvent à 1.500 milliards de mètres cubes, soit deux fois plus que prévu, a déclaré mardi le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

Lors du salon international "Caspian Oil, Gas, Oil Refining & Petrochemistry 2007", le chef de l'Etat a constaté que l'Azerbaïdjan, déjà exportateur de pétrole, devenait exportateur mondial de gaz naturel.

S'agissant des progrès réalisés par l'Azerbaïdjan depuis l'édition précédente du salon, M. Aliev a mis en relief deux projets d'importance mondiale: la mise en exploitation de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, la construction du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum et le lancement de l'extraction de gaz au gisement de Shah Deniz en mer Caspienne.

L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan transportant le pétrole azerbaïdjanais fonctionnera à plein rendement à partir de 2008, a-t-il assuré.

Le salon "Caspian Oil, Gas, Oil Refining and Petrochemistry 2007" regroupe plus de 360 compagnies de 32 pays. Long de 1.767 km, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan relie l'Azerbaïdjan à la Turquie via la Géorgie et a une capacité annuelle de 50 millions de tonnes.

Le gisement de Shah Deniz est situé dans la mer Caspienne, à 70 km au sud de Bakou. Son gaz est transporté par le Gazoduc du Caucase du Sud, long de 690 km, qui relie Bakou au port turc d'Erzurum en passant par la Géorgie.

<http://fr.rian.ru/business/20070605/66700775.html>

ABM: le premier ministre polonais compare Poutine à Khrouchtchev

MOSCOU, 5 juin - RIA Novosti. Les déclarations du président Poutine au sujet du déploiement d'un système américain de défense antimissiles en Europe font penser aux discours des dirigeants soviétiques datant de la "guerre froide", a affirmé mardi le premier ministre polonais, Jaroslaw Kaczynski.

"Ce langage n'a jamais été tenu par Eltsine, ni par Gorbatchev, ni même par Brejnev. C'est le langage de Khrouchtchev. Il y a longtemps qu'un conflit aussi aigu n'avait pas éclaté en Europe, ni dans le monde. C'est une question très sérieuse, car les paroles, en politique, doivent être prises au sérieux", a avancé M. Kaczynski, cité par l'agence Reuters.

Ayant opposé son veto au lancement des négociations sur le nouvel accord Russie-UE, la Pologne exige l'annulation de l'embargo russe sur les livraisons de viande polonaise et s'apprête à accueillir sur son territoire des éléments du système américain de défense antimissile.

Le président Poutine avait déclaré dans une interview accordée aux journalistes des pays membres du G8 que les missiles russes auraient de nouvelles cibles en Europe si une partie du potentiel nucléaire stratégique américain apparaissait sur le continent européen et si elle représentait une menace pour la Russie. "Nous serons certainement contraints de prendre les mesures de rétorsion qui s'imposent. Quelles sont-elles? Evidemment, nous aurons de nouvelles cibles en Europe", avait-t-il indiqué.

Le président avait qualifié de "question d'ordre technique" le choix des moyens capables de détruire les cibles représentant une menace potentielle pour la Fédération de Russie. Parmi ces moyens, il avait cité "des missiles balistiques, des missiles de croisière ou des systèmes inédits".

En 1962, en réponse au déploiement d'armes stratégiques américaines près des frontières soviétiques, Nikita Khrouchtchev avait donné l'ordre d'installer des missiles stratégiques soviétiques à Cuba. Cette démarche avait provoqué la fameuse "crise des missiles", crise qui avait amené le monde au bord d'une catastrophe nucléaire. Dès que la crise eut été réglée, les Etats-Unis avaient éloignés leurs missiles des frontières soviétiques.

<http://fr.rian.ru/world/20070605/66701519.html>